



*Automobiles japonaises : réagir vite et bien, F. LABORDE. — Les conditions de la consultation de l'Assemblée, Y. QUINTIN. — L'adhésion du Zimbabwe à la convention de Lomé, A. TE PASS. — Les mouvements de capitaux dans le cadre de l'adhésion de la Grèce à la Communauté économique européenne, H. JOUANJEAN. — Les relations entre l'Amérique centrale et la Communauté européenne, H.R. HERRERA CACERES. — Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions civiles et commerciales dans la Communauté économique européenne (XI), Lazar FOCSANEANU.*

REVUE DU

# MARCHÉ COMMUN

N° 243 JANVIER 1981

REVUE DE  
**L'ÉNERGIE**

numéro spécial

**Le financement des  
investissements énergétiques**

REVUE DE  
L'ÉNERGIE  
3, rue soufflot 75005 PARIS

**ÉTUDES  
INTERNATIONALES**

Volume XI, Numéro 4 — décembre 1980

Directeur : Jacques LÉVESQUE  
Directeur adjoint : Gérard HERVOUET  
Directeur général : Marcel DANEAU

J.-Maurice ARBOUR : De Budapest à Kaboul via Prague : l'esprit de suite de l'internationalisme socialiste.

Georges HÉNAULT : Le développement dans l'optique du marketing : le cas des agriculteurs dans les P.V.D.

Thierry HENTSCH : La politique israélienne de Sadate ou l'énigme de la stratégie égyptienne.

Daniel L. SEILER : Les partis et les élections européennes un an après : bilan et perspectives.

Guy HEVEY : Trois interprétations pour une réalisation Nord-Sud : laquelle est la bonne ? (Note de recherche).

Pierre VELLAS : Organisations non gouvernementales et coopération internationale (Note de recherche).

ÉTUDES INTERNATIONALES paraît quatre fois par année et est publiée par le **centre québécois de relations internationales** affilié à l'Institut canadien des affaires internationales.

SERVICE DES ABONNEMENTS : Les demandes d'abonnement, le paiement et toute correspondance relative à ce service doivent être adressés au Centre québécois de relations internationales, faculté des sciences sociales, université Laval, Québec, Qué.G1K 7P4, Canada.

VIENT DE PARAÎTRE

**Gérard DRUESNE**

*Professeur à l'université de Nancy II  
Directeur de recherches au Centre européen universitaire*

**LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE  
DEVANT LA COUR DE JUSTICE  
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES**

**1958 - 1978**

Cet ouvrage regroupe les articles que l'auteur a publiés dans la REVUE DU MARCHÉ COMMUN, sur la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes en matière agricole, pour la période 1958-1978. L'ouvrage est donc à jour au 31 décembre 1978. Il ne s'agit pas d'une œuvre doctrinale sur la politique agricole commune, d'une somme de réflexions sur le fonctionnement de celle-ci et les moyens de son amélioration, mais d'une analyse méthodique, conduite en fonction des principes fondamentaux du droit communautaire, de la masse considérable des arrêts — trois cents — rendus par la Cour en la matière. Un index, à la fin de l'ouvrage permet de retrouver aisément la jurisprudence correspondant à chaque mécanisme de la politique agricole commune.

UN OUVRAGE 13 × 20 cm prix : 47 F

**ÉDITIONS TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES**

3, rue Soufflot 75005 PARIS tél : 634 10 30



# REVUE DU MARCHÉ COMMUN

Numéro 243  
Janvier 1981

## sommaire

### problèmes du jour

- 1 Automobiles japonaises : réagir vite et bien, par F. LABORDE.
- 5 Les conditions de la consultation de l'Assemblée, par Yvon QUINTIN, Docteur en Droit, Administrateur principal au Secrétariat Général du Conseil des Communautés européennes.
- 9 L'adhésion du Zimbabwe à la convention de Lomé, par Albert TE PASS, Administrateur principal de la Commission de la Communauté économique européenne.

### l'économique et le social dans le marché commun

- 14 Les mouvements de capitaux dans le cadre de l'adhésion de la Grèce à la Communauté économique européenne, par Hervé JOUANJEAN, Administrateur à la Commission des Communautés Européennes.
- 21 Les relations entre l'Amérique centrale et la Communauté européenne, par H. Roberto HERRERA CACERES, Docteur de la Faculté de Droit, Economie et Sciences Sociales de Paris, Professeur de Droit International à l'Université du Honduras. Actuellement Ambassadeur du Honduras auprès des Communautés Européennes, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg.

### questions institutionnelles et juridiques

- 30 Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions civiles et commerciales dans la Communauté économique européenne (XI), par Lazar FOCSANEANU, diplômé de l'Académie de Droit International de La Haye, chargé de cours à l'Institut d'études politiques et à l'Institut de Droit des affaires de l'Université d'Aix-Marseille III.

### actualités et documents

- 43 Communautés européennes.

© 1981 REVUE DU MARCHÉ COMMUN

Toute copie ou reproduction même partielle, effectuée par quelque procédé que ce soit dans un but d'utilisation collective et sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi du 11 mars 1957 et sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

*Les études publiées dans la Revue n'engagent que les auteurs, non les organismes, les services ou les entreprises auxquels ils appartiennent*

*Voir en page II les conditions d'abonnement*



## Comité de patronage

M. Maurice BARRIER, Président du Conseil National du Commerce ;

M. Joseph COUREAU, Président de la Confédération Générale de l'Agriculture ;

M. Etienne HIRSCH, Ancien Président de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique ;

M. Paul HUVELIN ;

M. Jean MARCOU, Président honoraire de l'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie ;

M. Pierre MASSE, Président Honoraire du Conseil d'Administration de l'Electricité de France ;

M. François-Xavier ORTOLI, Président de la Commission des Communautés Européennes ;

M. Maurice ROLLAND, Conseiller à la Cour de Cassation Président de l'Association des Juristes Européens ;

M. Jacques RUEFF, de l'Académie Française.

## Comité de rédaction

Jean-Pierre BRUNET  
Jean DENIAU  
Jean DROMER  
Pierre DROUIN  
Mme Edmond EPSTEIN

Pierre ESTEVA  
Renaud de la GENIERE  
Bertrand HOMMEY  
Michel LE GOC  
Patrice LEROY-JAY

Jacques MAYOUX  
Paul REUTER  
R. de SAINT-LEGIER  
Jacques TESSIER  
Robert TOULEMON

Daniel VIGNES  
Jacques VIGNES  
Jean WAHL  
Armand WALLON

**Directrice : Geneviève EPSTEIN**

**Rédacteur en chef : Daniel VIGNES**

**La revue paraît mensuellement**

Toute copie ou reproduction, même partielle, effectuée par quelque procédé que ce soit, dans un but d'utilisation collective et sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi du 11 mars 1957 et sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

**RÉDACTION, ABONNEMENTS ET PUBLICITÉ**

**REVUE DU MARCHÉ COMMUN**

**3, rue Soufflot, 75005 PARIS. Tél. 634.10.30**

**Abonnement 1981**

**France ..... 349 F (TTC)**

**Etranger ..... 371 F**

**Paiement par chèque bancaire, mandat-poste, virement postal au nom des « EDITIONS TECHNIQUES et ECONOMIQUES », compte courant postal, Paris 10737-10.**

## Répertoire des annonceurs

Droit Social, p. III couv. et p. 54. — Editions Techniques et Economiques : G. Druesne, p. II couv. ; Revue de l'Energie (n° spécial), p. II couv. ; Café de la Paix, p. III couv. — Etudes Internationales, p. II couv. — Kompass, p. IV couv. — Sogica, p. III couv.

# **AUTOMOBILES JAPONAISES : RÉAGIR VITE ET BIEN**

Françoise LABORDE

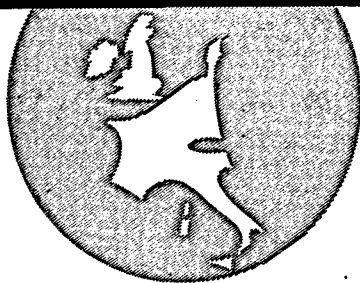
La Communauté européenne va-t-elle être capable de faire face à l'offensive japonaise ? C'est un peu la question qui se pose à la lumière des derniers développements de la « guerre économique » que livre le Japon sur les marchés européens. Parmi les produits les plus menacés par l'offensive nippone les automobiles viennent en premier. Cette constatation, bien qu'universellement reconnue, ne règle pas pour autant les embarras des Neuf à mettre au point une stratégie « défensive » vis-à-vis du Japon. Cette difficulté à s'accorder sur une « réponse communautaire » tient au fait que, selon l'expression du Ministre français du commerce extérieur, M. Michel Cointat, l'offensive japonaise est sélective quant aux pays et sectorielle quant aux produits. A cela s'ajoute le fait que chaque Etat membre et chaque Institution européenne a élaboré sa propre « réponse » qui ne correspond pas toujours à celle adoptée par ses partenaires. On l'a vu, lors du Conseil des Ministres des Affaires

Etrangères à Bruxelles, le 24 novembre, l'unanimité des vus des Neuf n'était pas très large à propos de la stratégie à adopter.

La Commission européenne avait proposé une approche globale qui consistait avant tout à ne pas déclarer une guerre commerciale avec le Japon en adoptant une politique protectionniste aux frontières du Marché Commun, mais au contraire, à négocier avec Tokyo des « échanges bien ordonnés » et une plus large ouverture du marché japonais aux produits européens au nom de la solidarité occidentale et du « fair play » économique. Les Ministres, à l'invitation de M. Cointat, ont finalement adopté une approche plus ferme vis-à-vis de Tokyo, qui dans le passé a multiplié ses engagements sans beaucoup de résultats. Le Ministre français a suggéré que les Neuf poursuivent une étude approfondie par secteur et par pays, pour analyser tous les cas de figure de la pénétration japonaise puis pour définir des objectifs précis de négociation, selon les secteurs et les intérêts des pays concernés. Il n'en reste pas moins que le processus de négociation avec le Japon, que ce soit sous une forme « globale » ou « sectorielle » ne pourra être engagé avant février ou mars 1981. « Ce sera trop tard » répondent les parlementaires européens, qui ont déjà défini leur propre stratégie en vue du débat de décembre de l'Assemblée européenne sur l'offensive japonaise dans le secteur automobile. Cette attitude des parlementaires montre encore, s'il en était besoin, l'inquiétude que suscite l'attitude japonaise, puisque c'est la première fois, en effet, que l'Assemblée est « en avance » sur les réflexions des autres Institutions dans un grand débat d'actualité.

## **Ce qui est en jeu dans le secteur automobile**

L'industrie automobile a un poids déterminant dans la Communauté. En 1979, la CEE occupait le premier rang des producteurs mondiaux : 10 058 millions de véhicules contre 8 435 aux Etats-Unis et 6 176 au Japon. En outre, l'industrie automobile qui réalise 5 à 8 % de la production industrielle des Etats membres est l'un des principaux débouchés des industries de l'acier, du verre et du caoutchouc. Toujours en 1979, 1 954 000 personnes étaient employées par l'industrie automobile, soit 7 % de l'emploi industriel européen. Il faut aussi multiplier par 2 ou 3 la part que représente le secteur automobile dans l'industrie manufacturière



(6 %) pour apprécier la proportion de population active qui dépend de ce secteur (industries connexes, sous-traitants, services d'entretien...). Enfin, les exportations de voitures de la CEE représentent de 8 à 12 % des exportations industrielles des Etats membres (en 1979, 20 % de la production automobile a été exportée). Ces exportations ont aussi permis de réaliser en 1978 un excédent commercial égal à 20 % de la facture pétrolière de la CEE. Parmi les Etats membres de la CEE c'est sans doute en France que ce secteur est le plus déterminant : la France se situe au 4<sup>e</sup> rang mondial avec près de 10 % de la production mondiale, et le secteur représente près de 9 % du total de l'emploi industriel.

## La régression de la position européenne

En 1980, les constructeurs européens ont été surpris par la brutalité de la récession. Certes, ils s'attendaient à une régression du marché, mais l'ampleur du phénomène les a pris de court. La baisse des immatriculations en 1980 par rapport à 1979 a été de 7 % en France, de 12 % en Allemagne, de 16 % au Royaume-Uni. Aux Etats-Unis cette diminution était, dans le même temps de 23 %. Les taux d'équipements dans les principaux pays industrialisés (pays de l'Est exclus) sont proches du taux de saturation. Pour 1 000 habitants on compte 500 voitures aux Etats-Unis et plus de 300 dans les principaux Etats membres. La croissance de ces marchés ralentit progressivement, ce qui provoque une diminution, lente mais régulière, de leur part dans la demande mondiale. Dans l'intervalle, le Japon est en passe de devenir le premier constructeur mondial (5 460 000 au cours des six premiers mois 1980 contre 4 420 000 aux Etats-Unis) et réalise une percée spectaculaire à l'exportation tant aux Etats-Unis, qu'en Europe ou sur les marchés du Tiers Monde (il a ravi la première place à la France sur les marchés d'Afrique francophone). En effet, sur le plan des *échanges internationaux*, depuis 1970, les exportations européennes sont restées stables alors que les importations augmentaient très rapidement (+ 500 %). En revanche, les exportations japonaises se sont développées exceptionnellement vite (+ 374 % entre 1970 et 1978). Sur le marché intérieur de la CEE le taux de pénétration des Japonais a régulièrement augmenté et cette tendance s'est encore accentuée au cours des derniers mois.

*Part du marché détenue par les constructeurs japonais dans la CEE (1973-1980)*

	1973	1979	1980
CEE	3,1	7,2	8
RFA	1,6	5,4	13,1
Fr	1	2,0	4,1
RU	4,8	10,4	19,7
I	0,05	0,1	
PB	11,4	18,9	31
DK	11,9	14,9	31
IRL	5,4	32,1	
Bel + Lux	12,5	18	29,2

Sur le marché nord-américain, les positions des constructeurs communautaires sont passées de 8,5 % du marché en 1973 à moins de 5,8 en 1979, compte tenu de l'implantation de VW aux Etats-Unis. Pendant la même période, la part du marché américain détenue par les Japonais est passée de 5,5 % en 1973 à près de 16 % en 1979, pour atteindre 23 % en juillet 1980. Sur les marchés des pays en développement, la part de la CEE est en régression : entre 1973 et 1979, les importations des PVD sont passées de 1 million à 2 millions de voitures, alors que les exportations de la CEE vers ces pays sont restées inchangées. En revanche, entre 1969 et 1979, les taux de pénétration japonais ont progressé de 5 à 11 % en Amérique Latine et de 15 à 35 % en Afrique. Mais à la concurrence japonaise et à la saturation du marché intérieur, pourrait bien s'ajouter rapidement la concurrence des nouveaux producteurs : développement de la production des pays de l'Est, des pays en voie d'industrialisation (Brésil, Mexique, Corée...) qui pourraient achever de ruiner les perspectives de débouchés de l'industrie européenne.

En ce qui concerne la *répartition de la production*, les constructeurs européens sont aussi en recul sur le plan mondial. Le marché, profondément oligopolistique, est nettement dominé par les sociétés américaines, qui continuent de progresser. Mais, tandis que la situation des sociétés européennes se dégrade, celle des sociétés japonaises va s'améliorant. L'Europe doit donc à la fois faire face à la concurrence constante des sociétés américaines (les sociétés sous contrôle américain réalisent en Europe près du quart de la production totale, malgré le rachat par Peugeot des filiales de Chrysler) et à la concurrence nouvelle des Japonais. En effet, malgré les mesures de protection adoptées par certains Etats membres (contingentement à l'importation en Italie, procédure administrative décourageante, accords bilatéraux...) le déséquilibre continue de s'accroître, et les implantations

japonaises se développent en Europe (Cf. Toyota, Nissan, Honda...). Sur le plan *interne*, l'accélération de la percée japonaise se produit au moment même où l'industrie automobile européenne subit le contre-coup du deuxième choc pétrolier et se trouve en pleine récession. British Leyland a perdu 155 millions de FF au cours du premier trimestre 80 ; le groupe Peugeot annonce pour 1980 une perte totale de 1,5 milliard. Parallèlement les plus grands groupes européens doivent recourir au chômage technique ou partiel (Audi, Opel, Peugeot), tandis que Fiat souhaite diminuer de 20 % ses effectifs.

## Le succès japonais : force nipponne ou faiblesse européenne ?

Le succès de l'industrie automobile japonaise s'explique très largement par des coûts de production inférieurs permettant de pratiquer des prix beaucoup plus bas que leurs concurrents (durée du travail supérieure, meilleure utilisation de l'outil de production, intégration plus poussée des composants). En outre, divers soutiens jouent en faveur du développement de cette industrie : aides ou incitations fiscales favorisant les investissements et la recherche, amortissements accélérés... Le Japon utilise aussi sa politique monétaire comme arme de pénétration sur les marchés étrangers (dépréciation du Yen). Face à ce défi, les constructeurs américains commencent de réagir. Les Etats-Unis vont négocier des accords d'auto-limitation sur les importations de voitures aux Etats-Unis, et viennent aussi de débloquer un crédit de 80 milliards de dollars pour redresser le marché au cours des prochaines années et mieux adapter leur production. Les syndicats américains, pour leur part, ont récemment demandé que les importations de voitures finies aux Etats-Unis soient remplacées par la mise en place d'unités de construction ou de montage sur place.

Au niveau européen, l'outil de production est lui aussi perfectible en terme de rationalisation industrielle, car la pression des Japonais sur le marché européen n'est pas seulement due à des facteurs extérieurs : la CEE a pris du retard sur ses concurrents. Par exemple, les liaisons entre producteurs d'automobiles et d'équipements restent embryonnaires (Matra a pris une participation chez Jaeger et Volkswagen est majoritaire chez Adler) : alors qu'aux Etats-Unis on compte 3 grands constructeurs automobiles pour 30 fabricants de composants importants, il y a en Europe 12 constructeurs pour

environ 300 fabricants de composants. En termes de productivité, l'industrie européenne est aussi à la traîne. Les industries américaines et nippones restent caractérisées par une meilleure organisation industrielle (utilisation supérieure des instruments de production), et par une plus grande souplesse dans les horaires de travail, grâce notamment au recours accru aux heures supplémentaires (15 % des horaires affichés au Japon contre 1 % en France). Au Japon, la main-d'œuvre est relativement plus qualifiée, et l'absentéisme ainsi que les conflits sociaux restent limités. Sur le plan financier, les chiffres montrent que l'autofinancement européen est surtout tourné vers l'emploi. On constate aussi que l'intervention financière des Etats, qui varie considérablement au sein de la CEE, n'a pas toujours les résultats souhaités.

En France, l'intervention gouvernementale dans le secteur est toujours très active, et les autorités françaises soutiennent les stratégies de développement international mises en œuvre par leurs « champions nationaux ». En RFA le gouvernement a opté pour une attitude non-interventionniste (mis à part le cas de VW). En Italie, la protection très efficace vis-à-vis de la concurrence japonaise (mise en place avant la création du Marché Commun) a été préservée. Le gouvernement a, en outre, favorisé la réorganisation de l'industrie automobile italienne par une concentration accrue (prise de contrôle de Lancia, Autobianchi, Ferrari). Au Royaume-Uni, la nationalisation et le regroupement d'entreprises en difficulté n'ont pas permis, à cause de fréquents changements de l'attitude des autorités publiques et du contexte socio-économique, de formuler et de mettre en œuvre une stratégie adaptée. Mais depuis 1975, c'est au Royaume-Uni que l'intervention financière de l'Etat a été la plus importante. D'une manière générale, si les soutiens publics ont permis dans certains cas de redresser les entreprises qui en ont bénéficié (Citroën), leur influence n'a été parfois que de retarder les ajustements structurels nécessaires (notamment au Royaume-Uni). Quant à la Communauté européenne, son attitude a été celle de la neutralité. Les aides financières accordées par la CEE l'ont été par le biais du FEDER (Fonds Européen de Développement Régional) ou par voie des bonifications d'intérêt accordées par la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier). Ces aides financières, n'ont été destinées qu'à compenser les « surcoûts » et n'ont pas eu de réelles incidences financières. En revanche les prêts accordés par la CEE (par le biais de la CECA ou de la Banque européenne d'investissement) représentent environ 5 % du financement des investissements dans l'industrie européenne au cours des dernières années.



## Les conditions de la réussite

L'amélioration de la compétitivité de l'industrie européenne apparaît donc comme le seul remède durable aux difficultés actuelles. Tant il est vrai que les industries européennes présentent dans bien des domaines un « retard » par rapport aux industries japonaises et américaines. Il reste qu'il y a « urgence » et que l'industrie européenne doit coûte que coûte gagner du temps pour pouvoir effectuer les restructurations nécessaires. Dans cette perspective, les gouvernants et les Institutions européennes ont choisi de négocier un « répit » avec les Japonais, répit que chacun interprète, plus ou moins, comme un accord d'auto-limitation. Il est clair cependant qu'une telle négociation ne peut être poursuivie que dans un contexte global. D'une part parce que les intérêts des Etats membres de la CEE sont différents vis-à-vis du Japon (si la France est menacée dans son secteur automobile, les Pays-Bas, en revanche, ont intérêt à protéger leur marché des téléviseurs), d'autre part parce qu'il ne s'agit plus seulement de prendre une attitude défensive vis-à-vis du Japon, mais de faire jouer la solidarité occidentale.

Schématiquement la réaction européenne devrait se faire sur deux fronts. *Vis-à-vis du Japon*, il s'agit de négocier un ralentissement des exportations pendant une période assez longue dans plusieurs secteurs (automobile, électronique, téléviseurs, machines outils). Négociation qui devrait se faire à l'issue d'une analyse judicieuse des intérêts de chacun pour disposer de véritables arguments de négociation et éviter une fin de non recevoir japonaise comme celle opposée récemment aux constructeurs européens. Cette autolimitation des exportations japonaises devrait également s'accompagner d'une ouverture des marchés japonais aux produits européens (en 1979, 40 000 véhicules seulement ont été importés au Japon). Pour ce faire, les constructeurs européens devront effectivement s'attaquer à un marché difficile (on leur demandera donc un effort supplémentaire) et les autorités japonaises devront cesser leurs manœuvres dilatoires à l'importation (allusion aux difficultés rencontrées par Renault pour implanter sa R5 au Japon). A cet égard, le Japon ne devra pas traiter plus favorablement les Etats-Unis que ses partenaires européens. Les Neuf vont également demander au Japon d'assumer ses responsabilités dans le bon fonctionnement de l'économie occidentale (allusion à la dépré-

ciation du yen et au front commun vis-à-vis de l'OPEP).

*Sur le plan interne*, la CEE devra aussi faire preuve de plus de solidarité. Dans cette perspective, les Neuf pourraient participer sur une base communautaire à l'effort financier nécessaire à la restructuration des secteurs menacés par la concurrence japonaise. Mais pour agir ensemble vis-à-vis du Japon, les Neuf disposent aussi d'un projet de directive communautaire sur la « réception des véhicules à moteurs », datant de 1970. Ce projet prévoit la création d'un certificat de conformité communautaire qui, une fois délivré, permet de vendre librement, dans toute la Communauté, le véhicule auquel il s'applique. Ce certificat concernerait aussi bien les véhicules produits dans la CEE et revendus dans les Etats membres, que les véhicules importés. L'avantage du système est donc de présenter un front uni communautaire, tant au niveau interne, qu'externe. Mais le système comporte quelques dangers : s'il présente des avantages certains pour les constructeurs européens, il peut aussi ouvrir dangereusement le marché aux tiers. Il suffirait en effet, à un constructeur étranger de viser le point le plus faible de la CEE pour obtenir un certificat et ensuite « inonder » l'ensemble du marché européen. Faut-il réserver l'avantage du procédé aux Etats membres ? C'est contraire aux règles du GATT qui interdisent les « traitements moins favorables ». Les Neuf pourraient, en fait, décider de confier à un ou des laboratoires agréés le soin de délivrer des certificats, afin d'éviter que seul l'Etat d'accueil en ait la responsabilité. A condition toutefois que cette certification ne soit pas un obstacle au commerce. Sur ce point, la CEE a cependant un argument puisque le Japon, lui-même, ne respecte pas la règle, convenue dans le code des normes du GATT.

S'imposer sur le marché japonais, se renforcer sur le plan communautaire, se maintenir sur les marchés des pays tiers, ces objectifs sont-ils à la portée des constructeurs européens ? Pour sortir l'automobile de l'ornière, l'accord avec le Japon ne suffira pas. Mais l'automobile européenne a des atouts. D'abord la qualité de ses produits : taille, résistance, économie d'énergie sont des facteurs favorables à l'avenir de la voiture européenne. Il y a aussi que l'industrie automobile occupe une place trop importante dans l'équilibre socio-économique pour que les responsables européens ne réagissent pas. Encore faut-il qu'ils le fassent à temps. Mais, peut-être, pour une fois, saura-t-on tirer les leçons de l'histoire et l'industrie automobile pourra peut-être bénéficier de l'expérience sidérurgique...



# LES CONDITIONS DE LA CONSULTATION DE L'ASSEMBLÉE

Yvon QUINTIN

*Docteur en Droit,  
Administrateur principal au  
Secrétariat Général du Conseil  
des Communautés européennes*

La Cour de Justice des Communautés européennes a rendu le 29 octobre 1980 dans les affaires 138 et 139 dites de l' « Isoglucose », un arrêt par lequel elle conclut à l'annulation du règlement du Conseil n° 1293/79 pour le motif qu'en arrêtant ce texte en l'absence de l'avis de l'Assemblée, exigé par l'article 43 du Traité CEE base juridique dudit règlement, le Conseil a violé une formalité substantielle (1).

Le but de la présente étude n'est pas de contester le caractère de formalité substantielle de la consultation de l'Assemblée. Le Conseil ainsi que le relève d'ailleurs la Cour ne l'a pas contesté (2). En revanche, la Cour n'a pas, à notre avis, valablement répondu à l'argument du Conseil selon lequel dans les circonstances de l'espèce l'Assemblée avait par son propre comportement rendu impossible l'accomplissement de cette formalité substantielle.

La Cour ne réfute pas cet argument. Elle le met de côté, considérant au contraire que c'est le Conseil qui par son propre comportement aurait rendu impossible l'accomplissement de cette formalité en ne demandant pas :

- l'application de l'article 14 du règlement de l'Assemblée, prévoyant la procédure d'urgence ;
- la convocation de l'Assemblée en session extraordinaire.

Nous n'insisterons pas sur l'étrange conception à la base de ce raisonnement qui tend à inculquer l'image d'une Assemblée incapable d'apprécier par elle-même l'urgence d'une affaire et attendant que le Conseil ou la Commission lui souligne le caractère urgent d'un dossier. Fort heureusement même dans cette affaire l'Assemblée ne s'est pas comportée ainsi et, au contraire, comme nous le décrirons plus loin elle a fait preuve d'une certaine diligence qui rendait sans objet la présentation par le Conseil des demandes que la Cour lui reproche finalement de n'avoir pas formulées.

A. Le Conseil ne pouvait pas demander l'application de l'article 14 du règlement de l'Assemblée.

Le Conseil et l'Assemblée lorsqu'ils ont été saisis, quelque cinq mois après l'arrêt de la Cour du 25 octobre 1978 de la proposition de la Commission, ont tous les deux été parfaitement conscients du degré d'urgence de ce dossier. En effet :

- saisi le 6 mars 1979 de la proposition de la Commission, le Conseil déclenche immédiate-

(Après l'arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes Roquette Frères et Maïzena demandeurs, soutenus par l'Assemblée, intervenant à leurs côtés contre le Conseil des Communautés, soutenu par la Commission, intervenant à ses côtés).

(1) Il convient en revanche de souligner que le système communautaire des quotas d'isoglucose, qui étaient attaqués par les sociétés Roquette et Maïzena, est légitimé par cet arrêt.

(2) Paragraphe 36 de chacun des deux arrêts.



ment la procédure aboutissant à la décision de consulter l'Assemblée. Cette procédure s'achève le 13 mars 1979, soit donc au terme du délai d'une semaine fixé par le Conseil pour les échéances des procédures tendant à la consultation de l'Assemblée ;

- dans sa lettre de consultation de l'Assemblée, le Conseil demande à cette Institution de rendre son avis au cours de la période de session que celle-ci est appelée à tenir du 23 au 27 avril 1979 ;
- le 20 mars, avant même que le Président de l'Assemblée ne saisisse la commission de l'agriculture de la proposition en cause, cette commission nomme M. Tolman rapporteur (3) ;
- le 30 mars le Président de l'Assemblée procède au renvoi aux commissions saisies du fond et pour avis (4) ;
- le 23 avril ce renvoi est annoncé en séance plénière (5) ;
- la commission de l'agriculture, au terme de deux réunions seulement (4-5 avril et 9 mai 1979), adopte le rapport élaboré par M. Tolman (6) ;
- avant même l'adoption de ce rapport, l'Assemblée, fixant son ordre du jour pour la période de session du mois de mai, décide le 27 avril 1979 d'inscrire ledit rapport Tolman à l'ordre du jour de sa séance du 10 mai 1979 (7) ;
- le 7 mai 1979, l'Assemblée fixant définitivement son ordre du jour pour la période de session qui s'ouvrirait, retient le rapport Tolman pour sa séance du 10 mai 1979 (8).

Cette succession extrêmement rapide de décisions suffit à prouver combien l'Assemblée était consciente de l'urgence de la consultation qui lui était demandée. Cet état de fait est amplement significatif et aurait pu constituer une explication suffisante de l'absence de demande par le Conseil d'appliquer l'article 14 du règlement de l'Assemblée. Mais en outre cet état de fait comporte deux décisions qui rendaient justement sans objet la présentation d'une telle demande. Il s'agit des décisions précitées de l'Assemblée des 27 avril et 7 mai 1979, relatives à son ordre du jour pour la période de session du 7 au 11 mai 1979.

Ces décisions prévoyaient que le rapport Tolman et la proposition de résolution y incluse seraient

discutés lors de la séance de l'Assemblée du 10 mai 1979. Or que prévoit l'article 14 du règlement de l'Assemblée :

« 1. L'urgence d'une discussion peut être proposée au Parlement par le Président, par vingt et un membres au moins, par la Commission ou par le Conseil. Cette demande doit être présentée par écrit et être motivée.

Dès que le Président est saisi d'une demande de discussion d'urgence, il en informe le Parlement ; le vote sur cette demande a lieu au début de la séance suivante.

2. Lorsque l'urgence proposée concerne l'inscription à l'ordre du jour d'un rapport, ... »

Il résulte clairement de cette disposition qu'elle a pour but de permettre l'inscription d'un point à l'ordre du jour de l'Assemblée, but qui était déjà atteint par les deux décisions mentionnées plus haut. Le Conseil n'avait dès lors plus aucune raison de demander l'application de cet article 14.

L'Assemblée a donc débattu, le 10 mai 1979, du rapport de M. Tolman, et elle a été appelée à se prononcer sur la proposition de résolution qui y était contenue, lors de la séance du 11 mai 1979. L'Assemblée a, à cette occasion, rejeté cette proposition de résolution (9).

Le Conseil ne pouvait plus, au cours de cette dernière séance, faire recours à l'article 14 du règlement de l'Assemblée puisque non seulement le point avait été inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée, mais avait été également débattu par celle-ci.

B. Le Conseil ne pouvait pas demander la convocation de l'Assemblée en session extraordinaire.

L'article 139, alinéa 2 du Traité instituant la Communauté européenne et les articles correspondants des autres Traités prévoient que « l'Assemblée peut se réunir en session extraordinaire à la demande de la majorité de ses membres, du Conseil et de la Commission ».

Compte tenu de ce que l'Assemblée dans la perspective des premières élections de ses membres au suffrage universel direct n'était pas appelée à se réunir entre le 11 mai et le 17 juillet 1979, le Bureau élargi de l'Assemblée avait décidé qu'au cas où la convocation de cette Institution en session extraordinaire serait demandée « une telle session serait consacrée à l'examen de rapports établis à la suite de consultations urgentes » (10).

L'examen du rapport en cause avait déjà eu lieu le 10 mai 1979 et avait abouti le 11 mai au renvoi

(3) Doc. PE 58029, page 3.

(4) Doc. PE 58029, page 3.

(5) JO n° C 127 du 21 mai 1979, page 3.

(6) Doc. PE 58029.

(7) JO n° C 127 du 21 mai 1979, page 91.

(8) JO n° C 140 du 5 juin 1979, page 109.

(9) JO n° C 140 du 5 juin 1979, page 109.

(10) Paragraphe 10 des arrêts.

dudit rapport en Commission de l'agriculture. Donc sauf à demander à l'Assemblée de se déjuger ce qui constituerait une sorte de « contempt of Parliament », le Conseil ne pouvait pas demander la convocation de l'Assemblée en session extraordinaire. Supposons toutefois qu'il l'ait fait, il faut alors se rappeler que le Bureau de l'Assemblée avait décidé que si son Président était « saisi d'une telle demande, le Bureau élargi se réunira pour examiner la suite à lui donner » (11). Qu'aurait constaté le Bureau : que la demande de convocation d'une session extraordinaire visait à l'examen d'un rapport à propos duquel l'Assemblée souveraine avait déjà décidé de renvoyer le rapport en commission. Le Bureau aurait en conséquence fort logiquement estimé que la demande du Conseil était sans objet. Supposons néanmoins que cette session extraordinaire ait pu, malgré le contexte politique de la période, se tenir ; ce fait n'aurait pas à lui-seul permis de contraindre l'Assemblée d'adopter une résolution qu'elle venait de rejeter, les conditions du rejet n'ayant pas subi de modification.

Il apparaît donc qu'outre le contexte politique qui aurait rendu mal venue une demande de convocation de l'Assemblée en session extraordinaire, une telle demande était sans objet.

\*  
\*\*

Comme on le sait, la Cour a estimé néanmoins que le Conseil n'a pas épuisé toutes les possibilités d'obtenir l'avis de l'Assemblée et que de ce fait cette Institution n'a pas, par son propre comportement rendu impossible l'accomplissement de la formalité substantielle que constitue la consultation. Est-ce à dire, a contrario, que si le Conseil avait épuisé ces possibilités et que l'Assemblée n'avait néanmoins pas rendu un avis, le Conseil aurait pu, sans violer les formes substantielles, arrêter le règlement en cause. La Cour ne répond pas directement à cette interrogation puisque comme nous l'avons dit plus haut en déclarant « sans préjudice des questions de principe soulevées par cette argumentation... » (12) elle met ledit argument de côté. Mais à notre avis elle répond indirectement par la négative à cette interrogation et en posant comme principe que le respect de l'exigence que constitue la consultation implique l'expression par l'Assemblée de son opinion (13).

Ceci ne revient-il pas à reconnaître à l'Assemblée une sorte de droit de veto sur toutes les propositions de la Commission. En effet, si le raisonnement de la

Cour est retenu il est possible de supposer que le Conseil et la Commission usent de toutes les possibilités de procédure que leur offrent les traités et le règlement de l'Assemblée pour amener celle-ci à débattre d'un dossier, mais ces procédures ne peuvent aboutir à contraindre l'Assemblée à rendre son avis. En l'absence de celui-ci et conformément désormais à l'arrêt de la Cour, le Conseil sous peine de violer les formes substantielles ne peut arrêter le texte en cause. L'arrêt de la Cour aboutit donc à reconnaître à l'Assemblée le pouvoir de décider si une proposition de la Commission doit ou non suivre son cours. Cette conclusion qu'il est possible à notre avis de tirer de l'arrêt de la Cour débouche sur une très grave remise en cause de l'équilibre institutionnel tel qu'il est défini par les traités. L'Assemblée est appelée à agir dans les limites des attributions qui lui sont conférées. L'Assemblée n'a pas parmi ses attributions celle de décider, par le blocage du processus décisionnel en ne rendant pas un avis, qu'il y a lieu de ne pas prendre une décision sur une proposition de la Commission. C'est d'ailleurs jusqu'ici la position de l'Assemblée qui jugeant parfois inopportune une proposition de la Commission, invite celle-ci à la retirer (14). Il est regrettable que la Cour, tout en rappelant, à juste titre, la nécessité d'un avis préalable de l'Assemblée avant que le Conseil n'arrête un texte pour lequel la consultation de cette Institution est prévue par l'article de base, n'ait pas rappelé parallèlement l'obligation pour l'Assemblée de rendre un avis lorsqu'elle est consultée, obligation que l'Assemblée a incidemment reconnue, semble-t-il, si l'on en croit le résumé des arguments des parties établi par la Cour :

« Dans le cadre de l'obligation — qui s'appliquerait à toutes les institutions — de remplir les tâches définies par les traités, le Parlement devrait pouvoir déterminer lui-même les modalités et, partant, la durée de l'examen d'un projet législatif » (15). Ce point de vue a été également soutenu par l'avocat de l'Assemblée, M. P.H. Teitgen, lors des plaidoiries.

Il est également regrettable que la Cour n'ait pas pris position sur les motivations avancées par le Conseil pour arrêter le règlement en cause, à savoir ainsi qu'il l'est dit dans le quatrième considérant du règlement (16) :

- la nécessité d'exécuter sans délai excessif l'arrêt de la Cour de Justice,
- l'intérêt public péremptoire qui s'attache à arrêter le régime de l'isoglucose avant le 1<sup>er</sup> juillet 1979.

(11) Idem.

(12) Paragraphe 37 des arrêts.

(13) Paragraphe 35 des arrêts.

(14) JO n° C 140 du 5 juin 1979, page 173.

(15) Page 30 des arrêts.

(16) JO n° L 162 du 30 juin 1979.



Ces motivations sont-elles sans poids ? La Cour admet-elle que l'Assemblée un jour peu satisfaite d'un arrêt, ne rende pas d'avis sur la proposition qui lui est soumise suite audit arrêt, bloquant ainsi l'application de la décision de la Cour ? La Cour admet-elle que des échéances fixées par les traités ou règlements puissent ne pas être respectées du fait de l'absence d'avis de l'Assemblée avec les très graves conséquences pour la sécurité juridique mais aussi pour la sécurité économique des personnes physiques et morales, découlant de l'inexistence du texte applicable.

Ces deux hypothèses étaient jusqu'ici, en grande partie, invraisemblables mais leur réalisation n'est toutefois plus à exclure compte tenu de l'absence de rappel dans l'arrêt de la Cour de l'obligation pour l'Assemblée de rendre un avis lorsqu'elle est consultée.

\*\*\*

Il n'en demeure pas moins que c'est désormais sur la base, entre autres, de cet arrêt, que l'Assemblée, le Conseil, mais aussi la Commission, sont appelés à baser leurs relations en matière de consultation.

Il ne semble pas que pour les consultations qui ne sont pas urgentes, il y ait de problème sauf l'hypothèse invraisemblable décrite plus haut, mais qui souhaitons le ne se réalisera jamais.

En revanche, un problème peut se poser lorsque la consultation est urgente. Il semble qu'une base d'accord puisse être trouvée si les Institutions concernées reconnaissent l'obligation qui leur incombe de faire en sorte que les actes qui, en vertu des traités ou de règlements, doivent être arrêtés avant une date déterminée puissent effectivement l'être. Afin de permettre au Conseil, à qui il appartient d'arrêter en dernier ressort ces actes, de respecter cette obligation, il serait souhaitable que les institutions impliquées dans le processus décisionnel communautaire, prennent les mesures internes nécessaires en fonction des échéances fixées pour les différentes propositions afin que leur intervention dans ce processus ait lieu en temps utile pour que le Conseil puisse respecter ces échéances.

Ces mesures ne sauraient être prises au détriment du bon fonctionnement de ces Institutions. Cette remarque vaut tout spécialement pour l'Assemblée à qui il faut laisser le temps adéquat pour l'examen des propositions sur lesquelles elle est consultée, faute de quoi est nié en fait le pouvoir de consultation de cette Institution. Mais il convient aussi que l'Assemblée qui réclame une meilleure prise en considération de ses avis, formule ceux-ci un laps de temps suffisamment long avant l'échéance fixée pour l'adoption d'un texte, de manière à ce que le Conseil dispose du temps voulu pour procéder à l'examen de la proposition de la Commission à la lumière notamment de l'avis de l'Assemblée.

# L'ADHÉSION DU ZIMBABWE A LA CONVENTION DE LOMÉ

Albert TE PASS

*Administrateur principal de la Commission  
de la Communauté économique européenne*

« Au nom des membres de la Communauté, je voudrais exprimer le sentiment d'admiration pour le Zimbabwe et ses dirigeants qui ont su allier le courage et la sagesse en instaurant au cœur de l'Afrique Australe — au terme d'une longue lutte — un Etat indépendant fondé sur une coopération entre ses diverses composantes, ouvrant ainsi une voie de nature à aider cette partie du continent africain à se développer dans la paix, la justice et le progrès ».

Lors de la signature à Luxembourg, le 4 novembre 1980, M. Thorn, président du Conseil de la Communauté, soulignait avec ces paroles, l'importance que la Communauté attache à l'adhésion de la République du Zimbabwe à la Convention de Lomé et l'espoir que celle-ci place dans cet instrument pour le développement de ce pays.

## 1. — Le retour dans la légalité

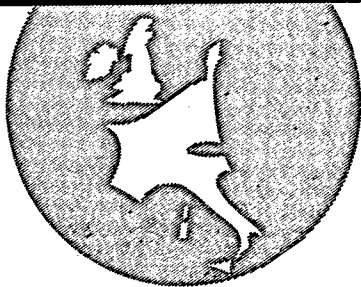
Avec les accords dits de Lancaster House de décembre 1979, un terme était mis à une période de rébellion de près de quinze années, période pendant laquelle la Rhodésie du Sud était frappée de sanctions économiques en application du chapitre VII de la Charte des Nations-Unies.

Les dits accords stipulaient en effet le retour de la Rhodésie du Sud comme colonie de la couronne britannique et prévoyaient la période transitoire vers l'indépendance en passant par des élections générales, l'établissement d'une constitution et les arrangements en vue d'un retour vers la paix des réfugiés et des personnes engagées dans la guerre.

Les élections ont porté M. Robert Mugabe au pouvoir depuis fin février 1980 et malgré certaines craintes au départ en raison de l'engagement politique du Premier Ministre, celui-ci a démontré depuis lors qu'il choisissait le non-alignement et la libre politique du marché.

## 2. — La réaction des Communautés Européennes

Dès le 18 décembre 1979, seulement quelques jours après les accords de Lancaster House, la Commission faisait savoir aux ministres des Affaires Etrangères des Neuf qu'elle ferait une proposition tendant à prévoir, pour les échanges entre la Rhodésie du Sud et la Communauté, un régime autonome et analogue à celui qui prévaut pour les Pays et Territoires d'Outre-Mer.



Un régime analogue à celui des PTOM car la Rhodésie du Sud, pour des raisons évidentes, ne figurait pas parmi les pays et territoires énumérés à l'annexe IV du Traité et autonome car un tel régime ne devrait nullement préjuger les relations de nature non commerciale en face d'initiatives éventuellement prises par le Zimbabwe après son indépendance.

Le fait que le Conseil ait pris une décision dans un temps record (1), rendue possible par une coopération exceptionnelle avec le Parlement Européen qui a donné son avis également dans un laps de temps très court si l'on considère la période de Noël et du Nouvel An, démontre combien la Communauté entendait restaurer les relations économiques entre elle et ce territoire afin de l'aider à retrouver des relations économiques extérieures normales et de contribuer ainsi à favoriser l'évolution institutionnelle qui devait intervenir dans le courant de l'année 1980.

Toutefois la Communauté ne s'est pas limitée à restaurer ses relations économiques et commerciales avec le Zimbabwe car, dès l'indépendance elle a engagé un montant de 12 millions d'UCE sur son budget 1980 dans le cadre d'un programme d'urgence destiné à appuyer les actions de reconstruction et de réinstallation des populations entreprises par les autorités de Salisbury et à compléter les aides consenties bilatéralement par les Etats membres. Les deux tiers de cette aide ont été effectués par l'intermédiaire du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés à la réinstallation des populations et aux actions vétérinaires dans un cadre régional avec le Botswana. Le solde a permis de financer des projets de reconstruction en zone rurale.

Par ailleurs, la Communauté a apporté un concours non négligeable à diverses organisations non-gouvernementales engagées au Zimbabwe dans des projets de développement social, et de formation aussi bien en zone rurale qu'en zone urbaine et elle a financé une action de promotion commerciale pour 25 000 UCE.

### **3. – Le principe d'adhésion à la deuxième Convention de Lomé**

Que le Zimbabwe indépendant entendait bien marquer l'importance qu'il attache aux relations économiques avec la Communauté est démontré

(1) Règlement (CEE) n° 120/80 du 21.1.1980, J.O. L 16 du 22.1.1980.

par sa demande d'adhésion à la Convention de Lomé, datée du 18 avril 1980, jour même de son indépendance.

Etant donné que la Rhodésie du Sud ne pouvait pas être considérée comme un pays ou territoire d'outre mer sa demande d'adhésion s'inscrit dans le champ d'application de l'article 186 de la deuxième Convention de Lomé et une telle demande a nécessité d'abord l'approbation du Conseil des ministres ACP-CEE avant que les négociations d'adhésion puissent être engagées.

Dès le 8 mai 1980, une délégation du Zimbabwe dirigée par son Ministre des Affaires Etrangères, participait en observateur au Conseil des ministres ACP-CEE à Nairobi, où le principe d'adhésion à la deuxième Convention de Lomé était unanimement approuvé. Les négociations d'adhésion entamées formellement au mois de juillet, se sont achevées le 25 octobre 1980 par les parafes de l'accord d'adhésion ainsi que de l'accord devant régir les relations entre le Zimbabwe et la Communauté à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1981 — date à laquelle expirait le régime analogue à celui des PTOM — et jusqu'à la date de ratification de l'accord d'adhésion.

### **4. – L'accord d'adhésion**

L'article 186 de la deuxième Convention de Lomé dispose que l'adhésion d'un nouvel Etat ACP ne peut avoir pour effet d'en modifier les dispositions générales et ne peut porter atteinte aux avantages résultant, pour les Etats ACP signataires, des dispositions relatives à la coopération financière et technique, à la stabilisation des recettes d'exportation et à la coopération industrielle. Dès lors, le Zimbabwe était assuré de bénéficier des avantages que la Convention prévoit, et en outre du libre accès au marché communautaire pour la quasi totalité de ses exportations.

Mais en revanche les dispositions particulières ne sont pas automatiquement étendues au bénéfice du Zimbabwe et c'est pour cela que les négociations ont porté principalement sur certains aspects de la coopération commerciale, car elle prévoit un régime particulier pour tel ou tel pays ou groupe de pays ACP, ceci afin de tenir compte de la structure de leur production et de leurs échanges traditionnels.

L'accord portant adhésion contient par conséquent les déclarations qui déterminent les conditions d'accession à ces régimes spéciaux en matière de viande bovine et de sucre ainsi qu'en matière de traitement que le Zimbabwe doit réserver aux exportations de la Communauté.

## 5. – Déclaration sur le régime commercial

Depuis la première Convention de Lomé, le régime commercial n'est plus accordé selon le principe des avantages réciproques comme cela avait été le cas sous l'égide des conventions de Yaoundé.

En fait la seule obligation des Etats ACP en la matière réside d'abord en la simple constatation que la Communauté est une entité avec laquelle ils ont contracté un engagement international. La conséquence logique de cette constatation est contenue dans l'article 9, paragraphe 2 a) de Lomé II que : « Les Etats ACP n'exercent aucune discrimination entre les Etats membres de la Communauté ».

Un deuxième élément de cette obligation contenu dans ce même article vise la limite de la non-réciprocité en ce sens que les Etats ACP sont libres d'appliquer quel que soit le régime à l'importation pour les produits en provenance de la Communauté à condition toutefois que le régime appliqué à la Communauté ne soit pas moins favorable que le régime qu'ils appliquent à d'autres pays développés.

En fait, la plupart des Etats ACP sont membres du GATT et appliquent à l'égard de tous les pays tiers le régime de la nation la plus favorisée au sens du GATT. La Communauté ne demande pas davantage que ce régime lui soit appliqué également. Mais au cas où un Etat ACP applique un régime plus favorable que le régime NPF à un autre pays développé, la disposition de l'article 9 de Lomé fait obligation aux Etats ACP d'étendre ce régime plus favorable à la Communauté, à moins que ce pays tiers accorde à l'Etat ACP dans le cadre d'accords portant sur les échanges commerciaux des préférences plus larges que celles accordées par la Communauté. Cette dernière possibilité de traiter la Communauté quand même moins favorable qu'un pays tiers développé est contenue dans l'annexe XXVIII à l'acte final de la deuxième Convention de Lomé.

En ce qui concerne le Zimbabwe, ce pays entretient depuis le début de ce siècle des relations commerciales particulières avec le voisin du Sud. Pendant la période de l'UDI ces relations étaient même vitales, non seulement pour l'accès à des ports maritimes, mais les sanctions économiques avaient créé une situation telle que l'Afrique du Sud devenait le débouché essentiel pour les produits de la Rhodésie et que toute une série d'industries vivaient pratiquement en fonction de ce débouché.

La Rhodésie consent en revanche une certaine préférence sur son marché pour des produits en provenance, mais pas nécessairement originaires, de ce pays voisin. Une telle situation ne peut être changée du jour au lendemain, d'autant plus que la Communauté pourrait difficilement compenser par l'accès à son marché ce débouché traditionnel surtout quand il s'agit de produits hautement sensibles tels que le textile et l'habillement, les chaussures, le tabac manufacturé, etc...

Le simple bon sens voulait dès lors que cette situation traditionnelle soit prise en considération partant de la constatation que les préférences accordées par le Zimbabwe à ce pays portent sur un nombre de produits que le Zimbabwe produit en large mesure lui-même et il n'y a dès lors aucune importation ; que pour une autre série de produits les importations sont tellement minimes qu'aucun exportateur européen ne pourrait économiquement s'engager ne fut-ce qu'à cause de la distance géographique ; et que finalement certains produits n'ont que la qualification de provenance de l'Afrique du Sud car ces produits ne sont soit qu'assemblés, soit produits sous licence et l'origine indique bien souvent les entreprises des Etats membres de la Communauté.

Dès lors la solution indiquée dans l'annexe I de l'accord d'adhésion préconise un examen et une consultation au cas où d'une part l'accord préférentiel serait sujet à des modifications, auquel cas les préférences accordées par le Zimbabwe pourraient ne plus être justifiées, ou d'autre part les préférences accordées par le Zimbabwe engendreraient de véritables difficultés pour les exportateurs de la Communauté. Dans ce dernier cas, il ne s'agirait donc plus de faire un examen de principe, mais un véritable examen à partir de cas concrets.

## 6. – Le régime spécial de la viande bovine

La première Convention de Lomé ne prévoyait dans ce secteur au bénéfice de l'ensemble des Etats ACP et PTOM que l'exemption des droits de douane.

L'organisation commune des marchés de la viande bovine comporte en outre pour une série de produits de la viande bovine et notamment de la viande fraîche, un prélèvement agricole. Par ailleurs depuis juillet 1974 des mesures de sauvegarde étaient appliquées. Devant cette situation les Etats ACP — et surtout le Botswana en tant qu'exportateur traditionnel vers le Royaume-Uni —



faisaient savoir que la simple exemption des droits de douane et même en excluant les Etats ACP de l'application des mesures de sauvegarde n'était en fait qu'une concession purement théorique car le montant du prélèvement agricole était en soi presque une mesure de sauvegarde car il ne permettait d'offrir de la viande sur le marché communautaire qu'à des prix très incompétitifs ou bien d'acheter la viande sur pieds au Botswana à des prix dérisoires.

L'examen de cette constatation a abouti, après un premier vote dans l'histoire à la majorité qualifiée au sein du Conseil des Affaires Etrangères, en un régime spécial basé sur un engagement de la Communauté au procès-verbal de la signature de la première Convention : le maintien des courants d'échanges traditionnels. Pour ce faire, la Communauté consent depuis lors un abattement de 90 % du prélèvement en faveur des exportateurs traditionnels à condition qu'une taxe d'un montant équivalent soit prélevée à l'exportation par ces pays. En réalité la Communauté a créé une situation unique en ce sens qu'elle permet à des pays tiers qu'ils prélèvent des recettes de ses ressources propres à sa place.

Lors des négociations pour la deuxième Convention, les Etats ACP ont essayé d'élargir ce régime spécial à d'autres fournisseurs, mais la Communauté a maintenu sa position que le point de départ de ce régime est le maintien des exportations traditionnelles et que les seuls Etats ACP à considérer pour ce régime spécial étaient Botswana, Kenya, Madagascar et Swaziland ; pour les autres Etats ACP, seul le régime de base devrait être appliqué consistant en l'exemption des droits de douane.

Le Zimbabwe était avant la déclaration unilatérale d'indépendance, un exportateur de viande bovine vers la Communauté. Pour déterminer les courants d'échanges traditionnels des quatre Etats ACP, la Communauté avait appliqué une période de référence allant de 1969 à 1974, mais il n'était pas possible d'appliquer cette même période de référence au Zimbabwe, car officiellement il ne pouvait pas y avoir d'importations en provenance de ce pays pendant cette période.

Dès lors, il a été décidé et négocié avec le Zimbabwe d'appliquer une période de référence analogue allant de 1961 à 1965, période pendant laquelle ce pays avait exporté une quantité annuelle (la meilleure) de 8 100 tonnes de viande désossée et c'est cette quantité qui a été retenue comme exportation traditionnelle au sens du régime spécial.

L'accord avec le Zimbabwe spécifie que ce quota de 8 100 tonnes est accordé pendant les deux premières années et que pour la période restante le Zimbabwe continue à bénéficier de la même

façon d'un quota annuel de 8 100 tonnes, mais assujetti à l'application normale du régime spécial.

L'explication de la mention « application normale du régime spécial » réside dans le fait que d'une part la Commission peut de nouveau allouer, sur demande des Etats ACP concernés, une quantité qui n'a pas été réalisée par l'un d'entre eux et d'autre part, que des mesures appropriées peuvent être prises pour que des quantités non fournies en raison de calamités naturelles puissent être livrées soit par anticipation, soit reportées à l'année suivante.

Ces deux pouvoirs d'appréciation expliquent la prise en considération de la quantité supplémentaire accordée au Zimbabwe.

## 7. - Le sucre

Le régime à l'importation du sucre est consacré par le Protocole n° 3 annexé à la première Convention de Lomé et a été annexé sans la moindre modification à la deuxième Convention comme Protocole n° 7. Seuls les Etats ACP nommés dans le Protocole bénéficient du libre-accès pour des quantités spécifiées.

Le Zimbabwe a fait valoir qu'il faisait partie du Commonwealth Sugar Agreement jusqu'en 1965 et que sans la déclaration unilatérale d'indépendance ce pays aurait sans aucun doute fait partie du Protocole sur le sucre ACP.

La Communauté a accepté l'argument historique après de sérieuses difficultés internes en raison de l'évolution de sa propre situation sucrière depuis 1975, date à laquelle le Protocole sur le sucre ACP a été conclu. Mais c'est précisément l'évolution du marché sucrier depuis 1975 qui a motivé sa position que la prise en considération de la structure de production et d'exportation retenue en 1975 ne pouvait plus avoir lieu et dès lors seule la quantité historique devrait être retenue. Par conséquent, l'octroi de la quantité ne porte que sur 25 000 tonnes quantité pour laquelle la Rhodésie bénéficiait de la garantie sous l'égide du Commonwealth Sugar Agreement.

Si la Communauté peut seule décider en matière de concessions en faveur des autres produits couverts par la Convention de Lomé, les Etats ACP membres du Protocole doivent donner leur accord à toute modification de celui-ci, conformément à l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup> du Protocole et l'accès d'un nouveau membre ACP implique une modification de ce Protocole.



C'est la raison pour laquelle l'accord avec le Zimbabwe spécifie à l'annexe 3 : « et qu'en conséquence il devrait devenir membre du Protocole sur le sucre ACP ».

Toutefois la Communauté a accepté la demande pressante du Zimbabwe de ne pas laisser son accession au Protocole ouverte quant à une date et dès lors la Communauté est convenue que « dès la période de livraison 1982-1983 — les périodes de livraison au titre du Protocole sucre vont du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin de l'année suivante — les conditions de prix prévues au Protocole sur le sucre ACP seront appliquées à une quantité annuelle de 25 000 tonnes de sucre originaires du Zimbabwe ».

Cela veut dire qu'au cas où le Zimbabwe ne serait pas encore membre du Protocole sucre le 1<sup>er</sup> juillet 1982 avec une quantité de 25 000 tonnes, la Communauté lui garantit dès à présent l'application des mêmes prix qui sont garantis au titre du Protocole, mais en excluant pour elle-même l'obligation d'importation et pour le Zimbabwe l'obligation de livraison contenue dans l'article premier de ce Protocole.

Les seuls engagements que la Communauté aient pris sont de négocier avec les Etats ACP l'accès au Zimbabwe au Protocole sucre et d'acheter 25 000 tonnes aux prix garantis. Mais au cas où le Zimbabwe devient membre du Protocole avant le 1<sup>er</sup> juillet 1982, toutes les obligations et avantages seront applicables comme c'est le cas pour les membres actuels.

## 8. — La coopération financière et technique

Ce chapitre de la Convention qui vise surtout le montant du Fonds Européen de Développement et ses implications n'est pas négociable proprement dit. La Communauté était par ailleurs limitée dans le montant à affecter au Zimbabwe par le calcul retenu pour les autres Etats ACP dans le montant total du FED, mais elle a estimé qu'un effort particulier devait être consenti pour la coopération régionale en raison de l'importance accordée à la région de l'Afrique Australe. C'est la raison pour laquelle ce chapitre du FED a été augmenté avec 30 millions d'UCE sur un total d'augmentation de 85 millions d'UCE. De ce montant 40 millions d'UCE

seront affectés pour la réalisation du programme national, dit indicatif, à convenir entre le Zimbabwe et la Communauté. Le solde de 15 millions d'UCE s'ajoute aux autres chapitres du FED, tels que Stabex, Sysmin, etc.

Il est à noter que la Communauté s'est basée sur une période de quatre années, pour le montant du programme indicatif de 40 millions, alors que le 5<sup>e</sup> FED de Lomé II a été fixé sur la base d'une période de cinq années.

## 9. — L'accord intérimaire

Puisque la décision du Conseil mentionnée ci-dessus relative au régime commercial analogue à celui du PTOM venait à expiration le 31 décembre 1980 et que l'accord d'adhésion ne peut entrer en vigueur qu'après ratification, il a fallu prévoir un régime intermédiaire jusqu'à la ratification.

Cet accord a été signé le même jour, le 4 novembre 1980 à Luxembourg et il ne porte donc que sur le régime commercial à savoir le régime commercial de la deuxième Convention de Lomé.

L'accord ne comporte pas de mention relative à la viande bovine et au sucre, car l'accord d'adhésion stipule pour ces deux secteurs la condition de l'adhésion complète à la deuxième Convention de Lomé.

## 10. — Conclusion

Enfin, eu égard à la situation géographique du Zimbabwe, la Communauté s'est engagée dans l'accord d'adhésion à proposer au Conseil des ministres ACP-CEE d'inclure le Zimbabwe dans la liste des pays enclavés, pour le faire bénéficier des dispositions spécifiques de la Convention de Lomé.

C'est d'ailleurs dans l'optique de cette démarche pour le développement régional que la Commission était présente à Maputo les 27 et 28 novembre 1980, car l'essence, l'esprit et la lettre de Lomé comme le disait M. Cheysson, sont la raison d'être de la Communauté Européenne en sa solidarité dans le combat pour l'indépendance et pour le développement.

# **LES MOUVEMENTS DE CAPITAUX DANS LE CADRE DE L'ADHÉSION DE LA GRÈCE A LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE**

**Hervé JOUANJEAN**

*Administrateur  
à la Commission des Communautés Européennes*

Le Traité d'adhésion de la Grèce à la Communauté économique européenne (1) a été signé à Athènes le 28 mai 1979. La procédure de la ratification ayant déjà été menée à bien en Grèce, de même que dans les neuf Etats membres de la Communauté actuelle. Le 1<sup>er</sup> janvier 1981, la Communauté devrait donc compter sur dix Etats membres.

Au moment de cette échéance, il est apparu intéressant de faire le point des conséquences de cette adhésion sur les dispositions qui affectent la circulation des capitaux entre la Grèce et la Communauté actuelle.

## **I. — La situation avant l'adhésion de la Grèce**

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1962, la Grèce maintient des relations particulières avec la Communauté en raison de la mise en œuvre d'un accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce, pour promouvoir le renforcement continu et équilibré des relations commerciales et économiques entre les Parties. Cette association comporte :

- l'établissement d'une Union douanière,
- le développement d'actions communes,
- la mise à la disposition de l'économie hellénique, dans le cadre d'un protocole financier, de ressources destinées à faciliter son développement accéléré.

Un conseil d'Association a d'autre part été chargé d'assurer l'application et le développement progressif du régime d'Association dans le cadre de l'accord.

Sur le plan des relations financières avec les Etats membres de la CEE, cet accord prévoit notamment que « les Etats membres de la Communauté et la Grèce s'engagent à autoriser, dans la monnaie du pays dans lequel résident le créancier ou les bénéficiaires, les paiements afférents aux échanges de marchandises, de services et de capitaux ainsi que les transferts de capitaux et de salaires dans la mesure où la circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes est libéré entre eux en application de l'Accord ».

Une libération plus importante est envisagée pour « autant que leur situation économique en général,

(1) J.O.C.E. n° L 291 du 19.11.79.

et l'état de leur balance des paiements en particulier, le leur permettent ».

Outre l'application de la clause de la nation la plus favorisée aux résidents de chaque Etat membre de la Communauté, sont aussi prévues des procédures de consultation. Par ailleurs, tous les moyens doivent être recherchés pour favoriser les investissements des Etats membres en Grèce.

Jusqu'à l'adhésion, les objectifs définis dans l'Accord d'Athènes n'ont pas été atteints. Les autorités helléniques ont en fait continué à appliquer tout au long de la période écoulée des restrictions importantes aux paiements afférents aux échanges de marchandises, de services et de capitaux.

En ce qui concerne plus particulièrement les mouvements de capitaux, la situation peut être résumée de manière schématique comme suit :

#### A. RÉGIME APPLICABLE AUX RÉSIDENTS DE LA GRÈCE

Toute exportation de capitaux à n'importe quel titre est soumise à autorisation préalable. Seuls certains crédits liés aux transactions commerciales sont accordés librement selon les usages commerciaux.

Pour certaines opérations des résidents (investissements immobiliers, achat de titres étrangers) l'autorisation n'est généralement pas accordée.

#### B. RÉGIME APPLICABLE AUX NON-RÉSIDENTS DE LA GRÈCE

La réglementation hellénique en la matière est particulièrement complexe.

\* En ce qui concerne les investissements directs, mouvement de capital qui intéresse le plus les opérateurs, les dispositions les régissant s'articulent autour de trois régimes hiérarchisés :

- deux régimes spéciaux :
  - Régime Loi 2687/1953
  - Régime « Comité monétaire »
- un régime dit « hors procédure légale ».

Ces régimes ont pour origine le souci des autorités helléniques d'attirer en Grèce les investissements étrangers afin de favoriser le développement de l'économie grecque, les investissements étrangers peuvent bénéficier de facilités plus ou moins étendues.

##### 1. Régime Loi 2687/1953

Ce régime s'applique aux investissements productifs effectués en Grèce, c'est-à-dire « destinés à accroître la production nationale, à contribuer au progrès économique du pays, y compris le développement de l'habitat populaire ».

Il accorde aux entreprises :

##### a) Des facilités financières

Chaque année, l'entreprise peut exporter 10 % du capital importé ou considéré comme tel, autrement dit les bénéfices réinvestis. Ce droit n'est en général pas cumulable d'une année sur l'autre. Par ailleurs, l'exportation de change en vue du paiement de bénéfices ou d'intérêts ne peut pas dépasser 12 % du capital importé net du capital rapatrié pour les bénéfices et 10 % pour les intérêts lorsque le capital provient d'un prêt. Les droits inutilisés sur une année sont reportables sur l'année suivante.

##### b) Des avantages fiscaux et douaniers

Ils visent pour une durée ne dépassant pas dix ans « les entreprises industrielles et minières se livrant principalement à des exportations ainsi que les entreprises créées pour la première fois en Grèce et contribuant à économiser annuellement des sommes importantes en change ».

#### 2. Régime « Comité monétaire »

Le Comité monétaire est le rouage central du système bancaire grec. Ses compétences sont consultatives, réglementaires et juridictionnelles.

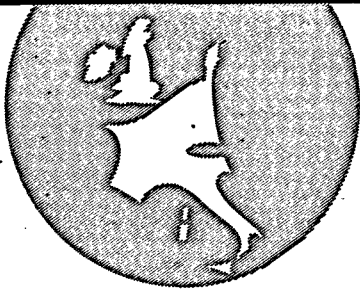
Dans le domaine des investissements, son action n'est pas déterminée par un texte similaire à la loi 2687/1953 : il détermine son intervention après une appréciation de chaque cas. Son champ d'intervention concerne essentiellement les investissements considérés comme non productifs par les autorités helléniques et couvre notamment les secteurs banque et assurance.

Pratiquement, le Comité monétaire peut accorder aux investisseurs étrangers d'exporter des profits à hauteur de 6 % par an du capital introduit en Grèce. Ce pourcentage est toutefois indicatif dans la mesure où la procédure consiste en un examen cas par cas. Le rapatriement du capital n'est autorisé que si l'investissement étranger fait l'objet d'une liquidation. Le produit de cette liquidation ne peut obtenir une autorisation de rapatriement que si un délai de cinq ans s'est écoulé entre la date de réalisation de l'investissement et sa liquidation.

#### 3. Régime « hors procédure légale »

Il s'agit d'un régime que l'on pourrait qualifier de « droit commun » puisque ces investissements n'ont bénéficié d'aucune des facilités prévues par les deux régimes précédents.

Les autorités helléniques les considèrent comme des « investissements sauvages » puisqu'elles ne sont pas en mesure de reconnaître le caractère étranger du capital ainsi importé.



En conséquence, ces investissements sont assimilés aux investissements indigènes. Ils sont donc régis par le système restrictif des changes qui s'y applique et ne bénéficient d'aucune facilité attribuée aux deux précédents régimes.

\* En ce qui concerne les autres opérations, il y a lieu de noter que les investissements immobiliers sont libres, cependant le transfert des revenus y afférent de même que celui du produit de leur liquidation est soumis à autorisation préalable.

L'acquisition de titres est libre mais le transfert des revenus et du produit de la liquidation est soumis à l'autorisation préalable des autorités monétaires qui déterminent également les délais et les pourcentages des montants à transférer. L'exportation du produit de la liquidation ne peut dépasser la somme importée à l'origine.

S'agissant enfin des avoirs en drachmes des non-résidents dont le droit au transfert n'est pas reconnu, ceux-ci doivent selon certaines conditions être déclarés et portés en fonds bloqués.

Des facilités de tirage sur ces fonds sont accordées à leurs titulaires pour des dépenses en Grèce. La cession de ces fonds entre non-résidents n'est pas autorisée. Par contre, ils peuvent être déposés auprès des banques commerciales et y sont rémunérés au taux en vigueur pour les dépôts à vue.

## II. – La reprise des règles communautaires par la Grèce

### A. RAPPEL DES RÈGLES COMMUNAUTAIRES

La liberté des mouvements de capitaux est l'un des fondements de la Communauté posés par le Traité instituant la Communauté économique européenne.

Les principes de cette liberté sont définis à l'article 67 qui dispose notamment que les Etats membres suppriment progressivement entre eux, pendant la période de transition et dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du marché commun, les restrictions aux mouvements de capitaux appartenant à des personnes résidant dans les Etats membres, ainsi que les discriminations fondées sur la nationalité ou la résidence des parties, ou sur la localisation du placement.

En application de l'article 69 du Traité CEE a été adoptée le 11 mai 1960 une première directive (2) du Conseil « pour la mise en œuvre de l'article 67 du Traité ». Cette directive a été complétée et modifiée par une deuxième directive (3) du Conseil en date du 18 décembre 1962.

Ces deux directives définissent les conditions d'application du Traité en distinguant quatre listes de mouvements de capitaux (4), chacune d'entre elles assurant un degré spécifique de libération des mouvements de capitaux y figurant.

### Liste A

Les Etats membres accordent *toute autorisation de change* requise pour la conclusion ou l'exécution des transactions et pour les transferts entre résidents des Etats membres. Il s'agit donc d'une autorisation *automatique*.

Les mouvements de capitaux qui figurent sur cette liste sont ceux qui ont un lien étroit avec la libération des marchandises, des personnes et des services. Ce sont donc, en premier lieu, les investissements directs, les investissements immobiliers, les mouvements de capitaux à titre personnel, etc...

### Liste B

Les Etats membres accordent des *autorisations générales* pour la conclusion ou l'exécution des transactions et pour les transferts entre résidents des Etats membres.

Les mouvements de capitaux qui figurent sur cette liste concernent certaines catégories d'opérations sur titres.

### Liste C

Les mouvements de capitaux figurant sur cette liste sont libérés conditionnellement ; cela signifie qu'un Etat membre peut maintenir ou rétablir des restrictions de change à ces mouvements de capitaux dès lors qu'elles existaient à la date d'entrée en vigueur de la directive (ou lors de l'adhésion dans le cas du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark) si la liberté de ces mouvements de capitaux est de nature à faire obstacle à la réalisation des objectifs de politique économique qu'il poursuit.

Le Danemark, la France, l'Italie, l'Irlande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni se sont prévalus de cette faculté. Toutefois, le Royaume-Uni a récemment supprimé les restrictions de change.

### Liste D

Cette liste concerne notamment les mouvements de capitaux à court terme pour lesquels il n'existe aucun engagement communautaire de libération.

(2) J.O.C.E. n° 921/60 du 12.7.1960.

(3) J.O.C.E. n° 62/63 du 22.1.1963.

(4) Voir annexe.

## B. LE RÉSULTAT DES NÉGOCIATIONS D'ADHÉSION

Compte tenu de ce qui précède, l'alignement de la Grèce sur la réglementation communautaire implique pour ce pays un important effort de libéralisation intervenant dans un contexte économique national et mondial particulièrement difficile.

La balance des paiements de la Grèce constitue l'une des principales contraintes imposées au développement économique de la Grèce : il importait de chercher à ne pas la charger soudainement du poids supplémentaire d'une libération dès l'adhésion.

Par ailleurs, il était aussi nécessaire de ne pas créer un facteur additionnel de détournement de l'épargne intérieure grecque vers des objectifs alternatifs à l'investissement en Grèce alors que le développement et la restructuration de l'appareil industriel doivent être particulièrement soutenus dans le cadre de l'adhésion.

Les négociations d'adhésion ont donc eu pour but de chercher à concilier l'impératif de libération prévu dans les textes communautaires et les nécessités économiques de la Grèce.

Le Traité d'adhésion ne vise que les opérations pour lesquelles des mesures transitoires ont été envisagées. Toutes les opérations pour lesquelles les règles communautaires fixent des obligations précises de libération (listes A et B) et qui ne sont pas visées par le Traité d'adhésion seront donc, si nécessaire, libérées dès l'adhésion.

De même, les paiements courants, qu'ils soient afférents aux échanges de marchandises, de services et de capitaux (5) seront libres dès l'adhésion (6).

### 1. Les mesures affectant les résidents de la Grèce

Ces mesures concernent trois grands types d'opérations :

- les investissements directs
- les investissements immobiliers,
- les opérations sur titres.

#### a) Les investissements directs

Jusqu'au 31 décembre 1985, la République hellénique peut différer la libération des investissements directs effectués par des résidents de la

Grèce dans les Etats membres actuels. Toutefois, la République hellénique s'efforcera d'assouplir dès le 1<sup>er</sup> janvier 1981 les règles concernant ces opérations.

Cette disposition vise à éviter une rupture brutale dans le régime applicable aux résidents de la Grèce et répond au souhait d'Athènes de privilégier le développement industriel interne. Le système en application jusqu'à aujourd'hui — examen cas par cas des demandes d'investissement dans la Communauté en fonction de la rentabilité du profit notamment en termes de balance des paiements — restera donc applicable pendant cinq années au terme desquelles l'autorisation automatique devra devenir la règle.

#### b) Les investissements immobiliers

Les dispositions relatives à ces opérations sont quelque peu complexes : elles établissent en effet un barrage à deux niveaux :

— une première distinction est opérée entre les résidents de la Grèce qui émigrent dans le cadre de la libre circulation des travailleurs salariés et non salariés et les autres — émigrants ou non — qui veulent réaliser un investissement immobilier.

Pour cette dernière catégorie, la République hellénique peut différer l'obligation de libération jusqu'au 31 décembre 1985 ;

— une seconde distinction est opérée au sein même de la catégorie des résidents de la Grèce qui émigrent dans le cadre de la libre circulation des travailleurs salariés et non salariés ; en effet, seuls les investissements immobiliers liés à leur établissement seront libérés dès l'adhésion. Les autres ne pourront l'être qu'après le 31 décembre 1985.

Cette disposition établit donc un lien direct entre le libre établissement et les besoins immobiliers liés à cet établissement. Les autorités helléniques seront donc en mesure de contrôler non seulement la nature et la réalité de la transaction, mais aussi son montant en fonction des besoins immobiliers à titre professionnel de l'émigrant.

#### c) Les opérations sur titres

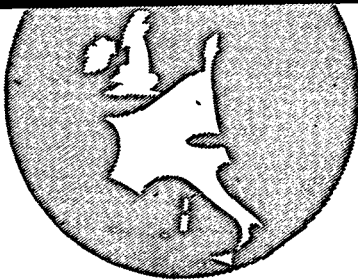
Jusqu'au 31 décembre 1985, la République hellénique peut différer la libération des opérations sur titre (liste B).

Cette dérogation générale subit toutefois une entorse en ce qui concerne les titres émis par les Communautés et la Banque Européenne d'Investissement. Ces opérations sont en effet libérées dès l'adhésion à l'intérieur d'un plafond croissant pendant les cinq années de la transition.

Cette dernière disposition répond avant tout à un impératif politique : la Grèce étant membre à

(5) Art. 106-1 et Art. 67-2 du Traité CEE.

(6) En matière de transactions invisibles, il est cependant prévu le maintien d'une allocation touristique annuelle par personne de 400 Ecus, augmentée de 20 % par an par rapport à ce montant jusqu'au 31 décembre 1985, date à laquelle cette opération doit être libérée.



part entière des Communautés doit donc participer aux opérations financières qui constituent une part de la vie communautaire. Mais il faut tout de suite ajouter que le montant concerné (20 millions d'Ecus) reste très symbolique.

## **2. Les mesures affectant les résidents de la Communauté actuelle**

Ce sont bien évidemment des mouvements de capitaux susceptibles d'affecter de manière négative la balance des paiements de la Grèce qui font l'objet de mesures transitoires. Il s'agit des opérations suivantes.

- transfert du produit de la liquidation des investissements directs effectués en Grèce par des résidents de la Communauté ;
- transferts du produit de la liquidation des investissements immobiliers ;
- fonds bloqués.

### **a) Le transfert du produit de la liquidation des investissements directs effectués en Grèce par des résidents de la Communauté**

Cette opération a constitué l'un des points clé de la négociation dans le chapitre des mouvements de capitaux, compte tenu de l'importance des investissements de la Communauté en Grèce et du caractère restrictif de la réglementation en vigueur.

Les investissements des résidents de la Communauté sont répartis en deux groupes :

- investissements réalisés après le 12 juin 1975 (7).

Le transfert du produit de leur liquidation sera libre dès l'adhésion.

- investissements réalisés avant le 12 juin 1975.

Le transfert du produit de la liquidation de ces investissements sera libre le 1<sup>er</sup> janvier 1984, soit après une transition de 3 années. Au cours de cette période, les facilités générales ou particulières concernant le libre transfert du produit de la liquidation de ces investissements et qui existent en vertu de dispositions helléniques ou de conventions régissant les relations entre la République hellénique et l'un ou l'autre Etat membre actuel sont maintenues et appliquées de manière non discriminatoire.

Ainsi, les dispositions prévues pour le régime de loi 2687/53 restent d'application au cours de cette période en ce qui concerne le rapatriement du capital importé.

D'autre part et dans la mesure où existent des accords entre la Grèce et l'un ou l'autre Etat membre dont les dispositions sont plus favorables que le traitement généralement appliqué, celles-ci seront élargies à l'ensemble des résidents des Etats membres actuels.

### **b) Rapatriement du produit de la liquidation des investissements immobiliers situés en Grèce et acquis avant l'adhésion par des résidents des Etats membres actuels**

Ces opérations font l'objet d'une libération graduelle par leur inclusion dans le système de libération mis en place pour les fonds bloqués.

De nombreux non résidents en Grèce y possèdent des immeubles ou des villas. Il importait donc, compte tenu du caractère spéculatif du marché immobilier en Grèce, d'éviter un fort mouvement de ventes au moment de l'adhésion qui aurait eu un impact négatif sur la balance des paiements de la Grèce. Le système mis en place devrait permettre d'amortir dans le temps le choc de l'adhésion.

### **c) Fonds bloqués**

Les fonds bloqués en Grèce appartenant à des résidents des Etats membres actuels seront libérés progressivement par tranches annuelles égales à partir de l'adhésion et jusqu'au 31 décembre 1985, en six étapes, la première d'entre elles débutant le 1<sup>er</sup> janvier 1981.

Les capitaux en dépôt sur chaque fonds bloqué au 1<sup>er</sup> janvier 1981 ou susceptibles d'être versées en fonds bloqués entre cette date et le 31 décembre 1985 sont libérés, au début de chaque étape, successivement d'un sixième, d'un cinquième, d'un quart, d'un tiers, et de la moitié du montant en dépôt au début de chacune de ces étapes.

Au total, entre le 1<sup>er</sup> janvier 1981 et le 31 décembre 1985, l'ensemble des mouvements de capitaux faisant l'objet d'une obligation de libération au sein de la Communauté devrait être effectivement libéré avec la Grèce.

Partant d'un système particulièrement restrictif, il s'agit pour la Grèce d'un effort certain pour adopter la réglementation communautaire. Il faut cependant rappeler que la négociation a eu lieu en 1978 et dans les tout premiers mois de 1979, c'est-à-dire avant le second choc pétrolier. Depuis, les perspectives de la Grèce en matière de balance des paiements se sont particulièrement assombries puisque l'on s'attend pour 1980, en dépit des mesures prises pour limiter les importations, à un déficit de la balance des paiements courants de l'ordre de 2,51 milliards de dollars contre 1,250 milliard de dollars en 1978.

(7) Cette date correspond à celle de la demande d'adhésion de la Grèce à la CEE.

Par ailleurs, certaines sources traditionnelles de fonds pour la Grèce, notamment les remises de travailleurs migrants, ont tendance à stagner.

Certains craignent que les autorités monétaires helléniques n'aient quelques difficultés à mettre en œuvre dans un tel contexte les engagements de libération pris dans le cadre du Traité d'adhésion. C'est ignorer que cette libéralisation créera un climat plus favorable aux investissements étrangers en Grèce.

Il ne faut enfin pas oublier que l'adhésion à la Communauté permettra à la Grèce de bénéficier, dès l'adhésion, d'une part de transferts très substantiels de la part du budget communautaire et que d'autre part, les mécanismes de crédit (soutien monétaire à court terme et concours financier à moyen terme) ont été très sensiblement renforcés lors de la création du S.M.E. A cela s'ajoute enfin la possibilité d'utilisation des instruments financiers de la Communauté, notamment l'accès au marché international des capitaux (emprunts communautaires) avec la garantie de la Communauté.

## ANNEXE

### LISTE A

#### Investissements directs

à l'exclusion des investissements purement financiers qui sont seulement effectués en vue d'assurer aux bailleurs de fonds, par la création d'une entreprise ou la participation à une entreprise située dans un autre pays, un accès indirect au marché monétaire ou financier de ce pays

#### Liquidation des investissements directs

#### Investissements immobiliers

#### Mouvements de capitaux à caractère personnel

Dons et dotations

Dots

Successions

Règlement de dettes dans leur pays d'origine par des immigrants

Transferts de capitaux appartenant à des résidents qui émigrent

Transfert de capitaux appartenant à des émigrés regagnant leur pays d'origine

Transferts, en cours de séjour, des économies des travailleurs

Transferts échelonnés de fonds bloqués appartenant à des non-résidents par leurs détenteurs en cas de gêne particulière

Transferts annuels de fonds bloqués vers un autre Etat membre par un non-résident détenteur du compte, à concurrence d'un montant ou d'un pourcentage du total des avoirs, uniforme pour tous les demandeurs et fixé par l'Etat membre intéressé

Transferts à l'étranger de montants de minime importance

Octroi et remboursement de crédits liés à des transactions commerciales ou à des prestations de services auxquelles participe un résident

Cautionnements, autres garanties et droits de gage et transferts y afférent

liés aux crédits à court et à moyen terme relatifs à des transactions commerciales ou à des prestations de ser-

vices auxquelles participe un résident  
liés à des prêts à long terme en vue de créer ou maintenir des liens économiques durables

Transferts en exécution de contrats d'assurances au fur et à mesure que ces contrats sont admis au bénéfice de la libre circulation des services en exécution des articles 59 et suivants du traité

Impôts de succession

Dommages et intérêts (pour autant qu'ils ont un caractère de capital)

Remboursements effectués en cas d'annulation de contrats ou de paiement indus (pour autant qu'ils ont un caractère de capital)

Droits d'auteur

Brevets, dessins, marques de fabrique et inventions (cessions et transferts découlant de telles cessions)

Transferts de moyens financiers nécessaires à l'exécution des prestations de services

L'utilisation du produit de la liquidation des avoirs à l'étranger appartenant à des résidents doit être permise au moins dans les limites des obligations de libération acceptées par les Etats membres

### LISTE B

#### Opérations sur titres

Acquisition par des non-résidents de titres nationaux négociés en bourse (à l'exclusion des parts de fonds communs de placement) et rapatriement du produit de leur liquidation

Acquisition par des résidents de titres étrangers négociés en bourse et utilisation du produit de leur liquidation

— à l'exclusion de l'acquisition d'obligations émises sur un marché étranger et libellées en monnaie nationale

— à l'exclusion de parts de fonds communs de placement

Mouvements matériels des titres mentionnés ci-dessus

L'utilisation du produit de la liquidation des avoirs à l'étranger appartenant à des résidents doit être permise au moins dans les limites des obligations de libération acceptées par les Etats membres.

### LISTE C

Emission et placement de titres d'une entreprise nationale sur un marché étranger des capitaux

Emission et placement de titres d'une entreprise étrangère sur le marché national des capitaux

#### Opérations sur titres

Acquisition par des non-résidents de titres nationaux non négociés en bourse et rapatriement du produit de leur liquidation

Acquisition par des résidents de titres étrangers non négociés en bourse et utilisation du produit de leur liquidation

Acquisition par des non-résidents de parts de fonds communs de placements nationaux négociés en bourse et rapatriement du produit de leur liquidation

Acquisition par des résidents de parts de fonds communs de placement étrangers négociées en bourse et

Acquisition par des résidents d'obligations étrangères négociées en bourse, émises sur un marché étranger et libellées en monnaie nationale

Mouvements matériels des titres mentionnés ci-dessus

Octroi et remboursement de crédits liés à des transactions commerciales ou à des prestations de services auxquelles participe un résident

à long terme

Octroi et remboursement de crédits liés à des transactions commerciales ou à des prestations de services auxquelles ne participe aucun résident

à moyen et à long terme



Octroi et remboursement de prêts et crédits non liés à des transactions commerciales ou à des prestations de services

à moyen et à long terme

Cautionnement, autres garanties et droit de gage et transferts y afférent liés aux :

crédits à long terme relatifs à des transactions commerciales ou à des prestations de service auxquelles participe un résident

crédits à moyen et long terme relatifs à des transactions commerciales ou à des prestations de services auxquelles ne participe aucun résident

prêts et crédits à moyen et long terme non liés à des transactions commerciales ou à des prestations de services

L'utilisation du produit de la liquidation des avoirs à l'étranger appartenant à des résidents doit être permise au moins dans les limites des obligations de libération acceptées par les Etats membres.

#### LISTE D

Investissements à court terme en bons du Trésor et en autres titres normalement traités sur le marché monétaire

Constitution et approvisionnement de comptes courants et de dépôts, rapatriement ou utilisation des avoirs en compte courant ou en dépôt auprès des établissements de crédit  
Octroi et remboursement de crédits liés à des transactions commerciales ou à des prestations de services auxquelles ne participe aucun résident

à court terme

Octroi et remboursement de prêts et crédits non liés à des transactions commerciales ou à des prestations de services

à court terme

Mouvements de capitaux à caractère personnel  
prêts

Cautionnements, autres garanties et droits de gage et transferts y afférent

liés à des crédits à court terme relatifs à des transactions commerciales ou à des prestations de services auxquelles ne participe aucun résident

liés à des prêts et crédits à court terme et ne se rapportant pas à des transactions commerciales ou à des prestations de services

liés à des prêts à caractère personnel

Importation et exportation matérielles de valeurs

Autres mouvements de capitaux : Divers.



# LES RELATIONS ENTRE L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

H. Roberto  
HERRERA CÁCERES

*Docteur de la Faculté de Droit,  
Economie et Sciences Sociales de Paris  
Professeur de Droit International à l'Université  
du Honduras*

*Actuellement Ambassadeur du Honduras auprès  
des Communautés européennes, Belgique,  
Pays-Bas et Luxembourg*

Dès 1967, l'Amérique Centrale avait déjà pris l'initiative d'établir des liens de coopération avec la Communauté Economique Européenne, et à partir de 1968 cette initiative a commencé à se concrétiser.

On pensait déjà, à cette époque, que cela « ...Constituerait une première et profitable expérience de coopération entre des mouvements régionaux d'intégration économique » (1).

Cependant, malgré les contacts et les liens de coopération établis, la réalité actuelle montre que ce n'est pas la Région Centraméricaine mais la Région de l'Asie du Sud-Est celle qui a pu conclure avec la CEE un accord de coopération, considéré comme : « ...le premier du genre à être signé entre la Communauté et une autre entité régionale » (2).

Dans le contexte latinoaméricain, il faut relever les démarches récentes des Ministres des Affaires Etrangères du Pacte Andin (précédées par une visite du Président de la Colombie, en juillet 1979) et le résultat de sa première réunion ministérielle, le 5 mai 1980, avec la CEE, laquelle a abouti au mandat de négociation que le Conseil a confié à la Commission, pour conclure un accord de coopération entre la CEE et le Pacte Andin avant le 30 juin 1980.

Ainsi observe-t-on deux groupements régionaux qui ont ou sont en voie d'institutionnaliser leur coopération avec la CEE et le fait paradoxal que l'Amérique Centrale ne se trouve pas apparemment dans la même situation malgré l'intérêt manifesté dès 1967.

L'analyse complète de ce paradoxe et de cette apparence doit tenir compte des événements qui se sont passés en Amérique Centrale tel que la guerre entre le Honduras et le Salvador et la retraite du premier Etat du Marché Commun de l'Amérique Centrale tout en maintenant ses liens avec les autres Etats, sauf avec le Salvador, à travers des accords bilatéraux de commerce. Par ailleurs, le Honduras a continué à participer, non pas aux organes du Marché Commun mais à certains organismes spécialisés en intégration tel que la Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE) dont le siège se trouve à Tegucigalpa.

Le Honduras invoqua la clause « Rebus sic Stantibus » et aussi la nécessité immédiate de la res-

(1) Déclaration émise lors de la Deuxième Réunion conjointe du Conseil Economique, du Conseil Monétaire et des Ministres des Finances de l'Amérique Centrale, dans SIECA, La Comunidad Económica Europea y el Mercado Común Centroamericano : Evolución y Perspectivas en sus Relaciones Económicas, SIECA/III REMECA/D.T. 4, Guatemala, 30 de Agosto 1978.

(2) V. Le Courrier, Afrique-Caraïbes-Pacifique-Communauté Européenne, n° 104, mai-juin 1980, Bruxelles.



tructururation intégrale du Marché Commun afin de permettre une répartition équitable des bénéfices de l'intégration.

La situation au Honduras est clairement signalée par la SIECA qui constate : « ...Le fait également certain et vérifié dans les recherches effectuées sur le cas du Honduras vis-à-vis duquel un traitement spécial est requis dans le schéma d'intégration, si l'on tient notamment compte de la longue période écoulée depuis que ce pays cessa de participer pleinement dans le processus d'intégration économique régionale et le bas niveau de bénéfices que le même pays recevait au moment de sa séparation de ce schéma » (3).

Nonobstant cela, on peut constater l'unanimité dans les Etats Centraméricains sur le fait de leur intégration comme la meilleure alternative de leur développement et que la restructuration doit compter, au moins, avec les cinq pays qui constituèrent le marché commun en 1960 (4).

Cet esprit, basé sur les facteurs qui unissent les peuples de l'isthme, maintient, malgré certains événements, la conscience inébranlable et la foi dans l'unité centraméricaine et le renouveau qui s'impose.

Les Déclarations des Chefs d'Etat (5), les réunions des Ministres de l'Economie (6), de la Planification Economique (6 bis) et des Affaires Etrangères (7), montrent que les efforts visant la restructuration

intégrale se poursuivent résolument et que l'on est conscient qu'ils devront aboutir à un schéma de développement d'une grande portée (8).

A ce propos, le Secrétaire Exécutif de la Commission Economique pour l'Amérique Latine a dit : « Ce que l'Amérique Centrale décide pour revitaliser son mouvement d'intégration aura de profondes répercussions dans le reste de l'Amérique Latine, étant donné qu'aujourd'hui comme dans le passé, elle devient une région leader dans les idées et dans les actions en matière d'intégration » (9).

Or, cette activité intra-centraméricaine pour aboutir à la restructuration n'a pas porté préjudice à son initiative orientée à institutionnaliser sa coopération avec la CEE, elle s'est maintenue et même précisée davantage à partir de 1975. Il est à mettre en relief que cette initiative vient d'être rehaussée et réactualisée par la visite aux Communautés Européennes, le 11 juin 1980, de S.E.M. le Président de la République du Costa Rica (10).

Ainsi, s'avère-t-il important de considérer les relations entre la Communauté Européenne et l'Amérique Centrale en tenant compte de ce qu'elles sont actuellement (I), les perspectives vers leur institutionnalisation (II) et les critères particuliers applicables aux dites relations (III).

## I. — Relations actuelles

Celles-ci s'insèrent dans le cadre général de la coopération communautaire avec des pays en voie de développement non-associés.

La coopération actuelle se réalise à travers des relations bilatérales avec chaque pays de l'Isthme et avec les organismes d'intégration centraméricaine.

(3) Exposé du Secrétaire Général dans SIECA, Carta Informativa, n° 199, p. 2, mai 1978, Guatemala.

(4) « Ce sont tous ces facteurs communs ceux qui doivent être conjugués pour la restructuration du Marché Commun centraméricain. C'est avec la participation des cinq pays que peut être formé — comme il l'a été avant — le Marché Commun centraméricain. Et nous avons vu comment à cause d'un acte politique ou d'une situation belliqueuse l'Amérique Centrale peut être coupée en deux. De cette manière, ce qui se forme est le panorama de deux zones de libre échange à l'intérieur de la région. Ce qui est édifiant c'est qu'avec un admirable optimisme face à cette situation, on continua à l'appeler Marché Commun ». V. Editorial Journal « La Prensa Gráfica » de El Salvador, dans SIECA, Op. Cit., n° 214, pp. 32-33, août 1979.

(5) V. SIECA, Carta Informativa, n° 211, 214 et 215 de mai, août et septembre 1979 respectivement. V. aussi Déclaration Conjointe des Présidents du Costa Rica et Panama le 2 février 1980.

(6) V. Résolution 1-79 de la Cinquième Réunion Extraordinaire des Ministres de l'Economie qui eut lieu les 12 et 13 janvier 1979, dans SIECA, Carta Informativa, n° 208, pp. 1-3, Guatemala, février 1979.

(6 bis) V. Résolutions n° 5-80 et 8-80 du 19 janvier 1980, des Ministres et Secrétaires de la Planification Economique de l'Amérique Centrale et Panama, dans SIECA, Carta Informativa, n° 219, pp. 7-8, Guatemala, janvier 1980.

(7) V. Compte rendu final de la Réunion des ministres des Affaires Etrangères de l'Isthme Centraméricain, signé à San José, Costa Rica, le 15 mars 1980.

(8) Il est à rappeler qu'un « Projet de traité de la Communauté Economique et Sociale Centraméricaine » a été soumis en 1976, aux gouvernements de l'Amérique Centrale. V. Herrera Cáceres (H. Roberto), La Comunidad Económica y Social Centroamericana, en SIECA, Cuadernos de la SIECA, Guatemala, 1977.

(9) Déclaration du Secrétaire Exécutif de la Commission Economique pour l'Amérique Latine (CEPAL) lors de son exposé sur la « Situation et perspectives de l'Amérique Latine », XVII Período de sesiones de la CEPAL, 25 avril-6 mai dans SIECA, Carta Informativa, n° 186, avril 1977, Guatemala.

(10) V. La Déclaration du Groupe des Chefs de Mission de l'Isthme Centraméricain du 12 juin 1980 et le Communiqué Conjoint de la Commission des Communautés Européennes et du Costa Rica du 11 juin 1980.

Dans les relations bilatérales avec chaque pays de l'Isthme, il existe une coopération alimentaire et/ou financière avec le Nicaragua, le Honduras, le Salvador et le Costa Rica ; une coopération en promotion commerciale avec chacun des six pays de l'Amérique Centrale et un appui qui s'est manifesté dans les cas de catastrophes naturelles (Guatemala en 1976, Honduras en 1974 et 1979).

Des contingents d'exportation de certains produits artisanaux ont été ouverts depuis 1976 au Panama et, depuis 1977 et 1978, au Honduras et au Salvador, respectivement, en les étendant, dans le cas de ces deux pays, aux tissus de soie et de coton tissés sur métiers manuels.

En 1978, un accord a été conclu entre la Communauté Economique Européenne et la République du Guatemala sur le commerce des produits textiles, accord dit « d'autolimitation » qui exprime : « ...tenir le plus grand compte des graves problèmes économiques et sociaux que connaît actuellement l'industrie textile, aussi bien dans les pays importateurs que dans les pays exportateurs, notamment afin d'éliminer les risques réels de perturbation du marché communautaire et du commerce textile du Guatemala » (11).

Les pays de l'Amérique Centrale ont bénéficié théoriquement du schéma communautaire des préférences généralisées (S.P.G.) et même les Communautés ont établi des règles spéciales en admettant l'origine cumulative des produits originaires de ces pays (12). Ainsi entend-on reconnaître les liens économiques existant entre les pays de l'Amérique Centrale et faciliter cette coopération et encourager l'utilisation dans tous ces pays des produits originaires de chacun d'entre eux.

En réalité, les pays de l'Isthme ont trop peu bénéficié de ce système jusqu'à présent et le système cumulatif n'a jamais été utilisé (13).

L'Amérique Centrale comme Région a reçu de la CEE, de l'aide à l'intégration régionale, de l'aide financière et technique, lesquelles ont été reçues par des organismes d'intégration et la SIECA.

L'aide à l'intégration régionale a été une aide technique au Secrétariat Permanent du Traité Général d'Intégration Economique Centraméricaine (SIECA) et a porté notamment sur la formation de personnel dans les domaines de la nomenclature douanière, des laboratoires, de la valeur en douane, ainsi que sur des échanges ou visites de fonctionnaires.

La coopération financière a été fournie à partir de 1977, aux organismes suivants : Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE), Institut de Nutrition de l'Amérique Centrale et du Panama (INCAP).

Mais, ce qui est intéressant à souligner est le dialogue qui s'est maintenu et amélioré à partir de 1976, entre la Commission des Communautés et le Groupe des Chefs de Mission de l'Isthme Centraméricain (GRUCA).

Lors d'une réunion à Bruxelles des Chefs de Mission auprès des Communautés Européennes du Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama, avec les Directeurs Généraux des Organismes d'Intégration Economique Centraméricaine et le Secrétaire Général de SIECA, on décida, le 15 juin 1976, d'établir un Organe Coordonnateur des actions d'intérêt commun des Etats de la Région. Cet organe fut appelé en ce moment, « Groupe des Chefs de Mission de l'Amérique Centrale et du Panama » (GRUCA) et aujourd'hui, on modifia le nom pour celui de « Groupe des Chefs de Mission de l'Isthme Centraméricain » (14).

La constitution et le fonctionnement de ce Groupe (15) fut communiqué à la Commission le 24 juin 1976 et dès ce moment, il se réunit chaque mois sous la direction d'un Coordonnateur dont les fonctions durent six mois, et est substitué à tour de rôle, par les Chefs de Mission respectifs.

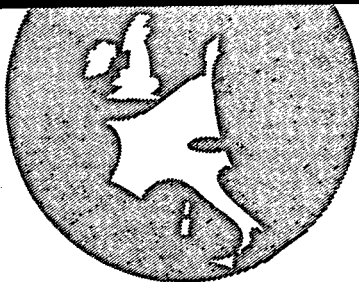
(11) V. Journal Officiel des Communautés Européennes, L 350, Luxembourg, 31 décembre 1979. Voilà une exception à la position communautaire de ne signer aucun accord sinon avec le Marché Commun en tant qu'unité en se fondant sur des raisons de principe, d'intérêt économique et de nature politique au regard de l'équilibre de la relation entre les parties. V. SIECA, La Comunidad Económica Europea y el Mercado Común Centroamericano, SIECA/III-REMECA/DT4, pp. 18-19, Guatemala, 30 août 1978, où l'on reproduit des expressions communautaires en ce sens.

(12) On a prévu aussi le même statut aux produits originaires d'autres groupements régionaux (ASEAN, Pacte Andin). V. Journal Officiel, L 349, 31 décembre 1979, Luxembourg.

(13) L'utilisation limitée est due, dans une grande mesure, à la structure économique et de production des pays de l'Amérique Centrale vis-à-vis de la façon dont les différents schémas préférentiels ont été établis, c'est-à-dire, par l'inclusion de produits limités du secteur agricole ; réductions partielles qui n'attirent convenablement ni l'exportateur ni l'importateur ; impossibilité d'utiliser les quotas et limitations maximales incluses dans les schémas des Communautés... V. SIECA, Informe del Seminario Itinerante sobre el S.P.G. en Centroamerica, SIEGA/79/PCE-2, pp. 8-9-12, Guatemala, 30 janvier 1979.

(14) Cette modification du 9 avril 1980 obéit au désir des Etats membres de mieux signifier leur cohésion et unité d'action suivant ainsi l'exemple et les instructions établies par la dernière Réunion des Ministres des Affaires Etrangères de l'Isthme Centraméricain qui s'est tenue au Costa Rica les 14 et 15 mars 1980.

(15) Compte rendu du 16 juin 1976 sur la « Réunion des Chefs de Mission des pays centraméricains et du Panama auprès des C.E. avec les Directeurs des organismes de l'intégration économique de l'Amérique Centrale ».



Ainsi, une série d'activités de coopération se sont concrétisées grâce au dialogue qui s'est entamé entre ce Groupe et la Commission.

Parmi ces activités, on peut relever les suivantes :

1. Séminaire : « Actions de Promotion Commerciale de la CEE pour l'Amérique Centrale et Panama » (Managua, du 28 novembre au 4 décembre 1976).
2. Séminaire sur : l'Artisanat Utilitaire (Nice, France, du 1<sup>er</sup> au 4 juin 1977).
3. Visite d'information de hauts fonctionnaires centraméricains et Chefs de Mission adjoints des pays centraméricains accrédités à Genève (du 27 juin au 18 juillet 1977).
4. Séminaire : « Comment vendre au sein de la CEE » (San José, Costa Rica, du 26 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 1977).
5. Visite : Directeurs Généraux de Douane et Coordonnateurs du nouveau Système Commun Tarifaire Centraméricain (Bruxelles, du 25 novembre au 8 décembre 1978).
6. Rencontre Régionale : Communautés Economiques Européennes et Amérique Centrale, Panama et République Dominicaine (Tegucigalpa, du 26 mars au 30 mars 1979).
7. Séminaire : « Comment vendre au sein de la Communauté Economique Européenne » (Panama, du 7 au 11 mai 1979).
8. Visite : Fonctionnaires des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Isthme, tel que FECAMCO et FECAICA (Bruxelles, du 17 au 21 mars 1980).

Ce dialogue tend à devenir plus profond et périodique comme le montrent les résultats de la réunion du 4 avril 1979 entre le GRUCA et la Commission dont la presse relevait les aspects principaux dans les termes suivants :

« CEE-Amérique Centrale : Une coopération plus systématique... La Commission Européenne et les pays d'Amérique Centrale ont décidé de donner un caractère plus systématique à leurs relations, au moyen d'un dialogue permanent qui s'insère dans le cadre de l'ensemble des relations entre la CEE et l'Amérique Latine... Les participants ont procédé à un large échange de vues sur les relations réciproques en examinant en particulier l'utilisation des instruments de coopération au développement dont la CEE dispose : aide alimentaire, assistance financière et technique aux pays en voie de développement non associés, actions de promotion commerciale, système de préférences généralisées et aide technique à son utilisation, assistance technique pour l'intégration régionale.

A l'issue de la réunion, compte tenu de son caractère positif, les deux parties ont décidé de procéder à des réunions analogues régulières » (16).

Néanmoins, cette publication ne fait pas mention d'un fait relevant du point de vue de l'orientation des relations entre la Communauté Européenne et l'Amérique Centrale et qui concerne l'institutionnalisation de la coopération à travers un accord global de coopération, ce qui nous amène à examiner ces perspectives.

## II. – Perspectives des relations

Le fait relevant signalé précédemment peut être exprimé à partir de l'appréciation faite à cet égard par la Commission : « En réponse à une décision prise par les Ministres de l'Economie d'Amérique Centrale en 1978, d'étudier l'éventualité de conclure un accord global de coopération avec la Communauté ; la Commission a décidé, en avril 1979, d'organiser des réunions périodiques avec des hauts fonctionnaires de SIECA (Secrétariat d'Intégration Economique Centraméricaine), ainsi que les pays d'Amérique Centrale et de Panama, afin de donner un caractère plus systématique au dialogue entre la Communauté et l'ensemble de l'Amérique Centrale » (17).

Cela met encore en relief l'attitude positive des Communautés Européennes à l'éventualité de conclure l'accord envisagé par l'Amérique Centrale plus concrètement le 30 mai 1975, à Tegucigalpa, par la Résolution 166 (X/CEE) (Relations avec la Communauté Economique Européenne) prise par le Comité de Coopération de l'Isthme Centraméricain et réitérée par la Troisième Réunion Extraordinaire des Ministres de l'Economie de l'Amérique Centrale dans sa résolution N° 2-78 (REMECA III), de septembre 1978, sur les « Relations entre le Marché Commun de l'Amérique Centrale et la Communauté Economique Européenne » (18-18 bis).

Dans cette dernière résolution on donne des instructions pour accomplir la tâche concernant les études nécessaires pour établir un avant-projet d'accord dont l'éventuelle négociation avec la CEE serait décidée dans son opportunité et en consultation avec les Ministres des Affaires Etrangères de l'Amérique Centrale.

(16) V. Europe, Agence Internationale d'Information pour la Presse, 6 avril 1979, Belgique, Luxembourg. V. aussi SIECA, Carta Informativa, n° 212, pp. 9-10, juin 1979.

(17) Relations Extérieures, Europe Information, l'Amérique Latine et la Communauté Européenne, Commission des Communautés Européennes, n° 21/79, p. 9, Bruxelles, septembre 1979.

La résolution sus-mentionnée signale ce qui constituerait le contenu de l'avant-projet, à savoir : les domaines commercial, financier, des investissements, transférence de technologie et coopération technique.

En observant les réactions positives de la Communauté, on peut remarquer le profil favorable à la concrétisation d'un accord de coopération dont la portée concrète, pragmatique et évolutive dépendra de la réalisation en fait de l'attitude exprimée par la Communauté et des expectatives des Centraméricains.

En septembre 1975, le Vice-Président de la Commission des Communautés Européennes fut reçu par les Ministres de l'Economie d'Amérique Centrale et par les dirigeants des organismes d'intégration, et à cette occasion il exprima l'attitude communautaire ouverte à dialoguer avec l'Amérique Centrale et à chercher ainsi les formules de coopération les plus adéquates aux besoins centraméricains (19).

Les expectatives des Centraméricains, d'après l'auteur de cet article, coïncide avec ce qui a été exprimé par le « Instituto Hispano-Luso-Americano de Derecho Internacional » lors de son XI<sup>e</sup> Congrès, 4-12 octobre 1976, quand en se référant aux accords de la Communauté Economique Européenne avec, entre autres, les pays hispano-luso-américains, signala que : « Ces accords doivent se traduire en obligations concrètes pour la Communauté, visant à encourager le commerce réciproque et favoriser le

développement économique, en sortant des vagues et génériques énoncés qui ne constituent que des manifestations non exigibles de bonne volonté éventuelle » (20).

### III. — Critères particuliers applicables

L'accord éventuel de coopération entre l'Amérique Centrale et la Communauté Européenne pour avoir un caractère d'égalité et de réciprocité doit porter aussi sur le commerce et sur le dialogue entre les deux systèmes.

En ce qui concerne le commerce international vis-à-vis du reste du monde, on est conscient de l'importance relativement petite, en ce moment, de la région centraméricaine.

C'est précisément pour améliorer l'importance de ce commerce avec la CEE, que l'on a pensé que l'accord de coopération pourrait apporter des formules. Pour cette raison le Comité de Coopération Economique de l'Isthme Centraméricain, dans sa Résolution de mai 1975 sur les « Relations avec la Communauté Economique Européenne » (CEE), accorda « Charger la SIECA de la réalisation des travaux techniques qui sont requis pour l'identification des possibilités concrètes d'échange commercial entre les pays centraméricains et la Communauté Economique Européenne ».

De plus, il faut tenir compte qu'il existe déjà des accords bilatéraux de commerce, entre chacun des Etats membres de la Communauté Européenne et un ou plusieurs Etats de l'Isthme Centraméricain ; en effet, on en recense, au moins, vingt-deux accords entre 1849 et 1959.

Etant donné que la politique commerciale est une compétence exclusive de la CEE mais qu'il n'y a pas eu jusqu'à ce moment un régime communautaire conventionnel ou autonome, on a autorisé le maintien des dites relations commerciales conventionnelles entre les Etats membres de la CEE et les Etats de l'Isthme Centraméricain.

Il ne faut pas oublier l'importance de l'Amérique Centrale dans les exportations traditionnelles comme : les bananes, le café, le coton et le sucre.

(18) V. Resoluciones, n° 166 (XCCE) du 30 mai 1975 et n° 2-78 (REMECA III) de septembre 1978.

(18 bis) Une première réaction positive de la Communauté avait eu lieu, concernant cette dernière résolution, le 11 octobre 1978, quand M. Edoardo Volpi, le Directeur du Service des Relations Extérieures des Communautés chargé des Relations avec les pays en voie de développement en Amérique Latine, a exprimé : « ...cette Initiative montre, dans notre actualité particulièrement troublée, de façon significative et convaincante la cohérence naturelle et historique de l'Amérique Centrale, sa décision et sa capacité de progresser sur le plan de l'intégration intra-régionale, aussi bien dans l'organisation en commun de ses relations commerciales et économiques externes avec un partenaire important qui absorbe déjà aujourd'hui 22 % de vos exportations et qui gagnera aussi une importance croissante dans le domaine des investissements et de la coopération industrielle et financière ; ...une initiative de l'Amérique Centrale telle que préconisée par résolution des Ministres de l'Economie du Marché Commun centraméricain rencontrera dans la Commission, et je peux ajouter, dans notre Communauté entière, une attitude ouverte, constructive et de sympathie ». V. SIECA, Carta Informativa, n° 206, décembre 1978.

(19) V. SIECA, La Comunidad Economica Europea y el Mercado Común Centroamericano, SIECA/III-REMECA/D4, p. 13.

(20) V. Secretaria General Instituto Hispano-Luso-Americano, Los Acuerdos de la Comunidad Económica Europea con España, Portugal y los Países Hispano-Luso-Americanos (Comisión VI. - Ponente Dr. Hector Gros Espiell), Madrid, 1976.



A cet égard, on ne peut pas conclure cette analyse sans avoir souligné un autre aspect très important dont la portée n'a pas été bien saisie par certains milieux européens et dont la compréhension s'avère nécessaire non seulement pour envisager des nouvelles voies de coopération à l'avenir mais surtout pour appréhender la réalité des efforts des Etats de l'Isthme Centraméricain.

Cet aspect porte sur la banane dont l'importance économique évidente pour certains pays de l'Isthme les amena à constater son rôle favorisant la progressive intégration de leurs économies, ce qui les conduisit à unir leurs efforts dans une organisation intergouvernementale appelée « Union des Pays Exportateurs de Bananes » (UPEB), (Accord signé au Panama le 17 septembre 1974), dont l'objectif est d'assurer aux producteurs de la banane leur participation juste et raisonnable dans toutes les étapes comprises entre la production et la commercialisation afin de concrétiser l'exercice effectif de leur souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles.

Relevons à cet égard la philosophie de changement ainsi caractérisée et exprimée à l'occasion de la création de cette organisation : « Qu'il reste pour un passé de vergogne, d'ignominie et de pauvreté, la conceptualisation péjorative de « République Bananière » adressée à typifier peuples et gouvernements adonnés à remettre leur destin, leur stabilité sociale, leur développement économique et, enfin, leur souveraineté en échange de l'installation de plantations sur leur territoire, en échange d'un injuste commerce de leurs produits agricoles et de la remise, en plusieurs cas, de leur dignité de pays indépendants » (21).

Les Communautés Européennes semblent commencer à valoriser cet effort des pays (notamment de l'Isthme Centraméricain), producteurs de bananes, dans les termes suivants : « Etant donné la nécessité d'emballer, d'expédier, de faire mûrir et de commercialiser les bananes dans un délai aussi court que possible, les sociétés multinationales jouent un rôle très important dans le commerce mondial de ce produit.

Les experts estiment qu'il est difficile de les concurrencer en raison de l'efficacité de leurs activités intégrées. Cependant, le rôle joué par les multinationales dans les plantations de bananes et leur position prépondérante dans les républiques

d'Amérique Latine diminuent ; des organisations telles que l'Union des Pays Exportateurs de Bananes tentent sérieusement de réduire la mainmise de ces sociétés par le biais de taxes à l'exportation, et on a même songé à assurer des transports concurrents.

Le rôle joué par les multinationales préoccupe considérablement la CNUCED, qui a chargé des experts d'aider les pays producteurs à réduire leur dépendance à l'égard de ces sociétés » (22).

Poursuivant dans la voie de l'exercice de leur souveraineté, les pays exportateurs ont conçu la création de leur propre multinationale pour la commercialisation des bananes dont le but serait de pourvoir l'UPEB, qui est un organisme politique, d'un bras économique capable de rompre la dépendance économique, financière, technologique, de transport et de commercialisation où se trouve actuellement la production bananière (23).

La COMUNBANA fut créée par instrument signé par les représentants des Gouvernements, au Panama le 5 mars 1977, sous la forme d'une écriture publique n° 2027 qui contient le pacte social et les statuts de COMUNBANA en la classant ainsi parmi les premiers exemples des multinationales des pays en voie de développement. Une loi spéciale de l'Etat panaméen fut émise en accordant un statut également spécial à la constitution et au fonctionnement de cette entreprise.

L'objectif principal est l'exportation de bananes produites dans les pays membres de l'UPEB et les produits dérivés ainsi que de la matière première ou des produits résultant de programmes de diversification dans les zones bananières des dits pays.

A cause de ses difficultés actuelles d'accès aux marchés traditionnels et pour des raisons de compétitivité, la COMUNBANA orienta ses activités vers certains pays de l'Europe, c'est ainsi que l'on peut signaler que des exportations de bananes ont été faites depuis deux ans, directement à la Yougoslavie, la Hongrie et la Grèce.

A la fin de l'année dernière, la COMUNBANA avait déjà exporté vingt-trois mille tonnes de bananes et continuait à prévoir et exécuter des embarquements, notamment pour la Yougoslavie (24).

(21) Exposé du Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Commerce du Costa Rica lors de la Cinquième Réunion des Pays Exportateurs de Bananes, (Panama, 17-18 septembre 1974) dans Herrera Cáceres (H. Roberto), La Union de los Países Exportadores de Banano, Pensamiento Económico (Colegio de Economistas de Honduras), n° 4, Tegucigalpa, 1976.

(22) Commission des Communautés Européennes, Bananes : Eléments essentiels du marché mondial et du marché communautaire, dans Europe Information, 1978, Bruxelles.

(23) V. Herrera Cáceres (H. Roberto), Las Empresas Multinacionales, dans Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE) : Revista de la Integración y el Desarrollo de Centroamérica, n° 23, pp. 33-50 y ss, Tegucigalpa, 3 juillet 1977.

(24) V. UPEB, Informe Mensual, Año 3, n° 23, pp. 23-25, octobre 1979, Panama.

Ces activités se poursuivent et l'on envisage d'acheter, en Yougoslavie, un bateau frigorifique qui amorcerait la maîtrise du transport pour les pays exportateurs de bananes.

La Junte Directive de COMUNBANA autorisa le 5 mars 1980, la Gérance Générale, pour négocier l'achat dudit bateau (25).

Ainsi, voit-on comment la production et la commercialisation des bananes par les pays exportateurs eux-mêmes devient une réalité à travers des efforts qui visent aussi à intégrer progressivement leurs économies sur la base de ce produit, sans que cela porte préjudice à leurs actions tendant à diversifier la culture des bananes.

Outre ce qui précède, il faut penser aux grandes possibilités qu'offre l'Isthme.

L'Amérique Centrale est un isthme de grandes potentialités. « ...L'Amérique Centrale possède une dotation adéquate de certaines ressources naturelles, une situation géographique favorable par rapport aux éventuels marchés internationaux de consommation ; une abondante main-d'œuvre qui peut facilement être formée pour des travaux spécialisés, une Communauté patronale relativement bien développée dans les domaines principalement importants et une trajectoire de croissance économique caractérisée par une inflation modérée et une stabilité monétaire » (26).

A titre d'exemple, on peut relever ce qui a été exprimé à propos du secteur minier « en considérant la structure géologique qui caractérise la région, il est possible qu'elle possède des ressources minérales d'importance actuellement inconnue et qui pourraient être ajoutées à l'avenir aux matières premières qui sont exploitées d'ores et déjà ou que l'on projette d'exploiter tel que la bauxite, les minéraux d'argent, le zinc, le plomb, le nickel et autres » (26 bis).

Il en va de même en ce qui concerne le secteur produits de la mer, forestier, énergétique, industriel et agricole en général.

Un éventuel accord de coopération porterait sur les domaines : commercial, financier, investissements, transférence de technologie et coopération technique, et autres d'intérêt réciproque, tel que les nouvelles sources d'énergie.

Cet accord de coopération a été considéré par les deux parties non seulement pour encadrer la coopé-

ration existante mais pour approfondir, élargir et établir de nouvelles formes de coopération.

Les principes déjà avancés dans les résolutions citées plus haut seraient le profit mutuel, tout en tenant compte des différences de développement des deux régions.

Aussi, il faudra tenir compte de la situation particulière de l'Isthme vis-à-vis d'autres groupements régionaux avec lesquels la Communauté a conclu des accords ou est en voie d'en conclure.

Cette situation de l'Isthme exige des réponses adaptées à ses problèmes spécifiques comme région et aussi aux pays qui le composent pour ainsi encourager un développement équilibré.

Cependant, on ne saurait nier, d'ores et déjà, que certaines caractéristiques applicables aux autres accords conclus par les Communautés sont aussi applicables à un éventuel accord CEE-Amérique Centrale, à savoir : conjuguer tous les moyens d'action pour répondre aux besoins de développement de l'Amérique Centrale ; l'accord devra contenir des obligations juridiques qui soient une garantie suffisante pour que l'Isthme puisse connaître la portée de la coopération européenne à son développement ; le modèle de développement centraméricain est respecté et ce sont les centraméricains qui décident eux-mêmes de l'utilisation de la coopération ; « l'Europe ne s'immisce donc pas dans les affaires intérieures de tel ou tel de ses partenaires, elle ne prend pas position dans les conflits survenant entre pays d'une même région » (27).

Si l'on veut arriver à une coopération effective et permanente, il faudrait conclure un accord équitable et mutuellement avantageux. Et cela ne pourra être atteint que dans la mesure où le pragmatisme prendra le pas sur les limitations que l'on conçoit *a priori* pour ce genre d'accords.

C'est ainsi qu'il pourrait être utile d'éviter de définir dès le départ s'il s'agira ou non d'un accord préférentiel comme cela a été fait, dans des circonstances analogues, pour marquer la différence avec les accords déjà conclus avec les Etats qui, pour des raisons géographiques et historiques de liaison avec la Communauté, entretenaient déjà des relations privilégiées avec les Etats membres de cette dernière.

(25) V. UPEB, Informe Mensual, Año 4, nº 28, pp. 5-22-23, Panama, mars 1980.

(26) V. SIECA (BID/INTAL), El Desarrollo Integrado de Centroamérica en la presente década, op. cit., p. 91.

(26 bis) V. SIECA (BID/INTAL), op. cit., p. 127.

(27) Cf. Communautés Européennes. — La Communauté Européenne et le Tiers-Monde, pp. 16-18, 1977, Belgique ; et interview de M. Claude Cheysson (Membre de la Commission des Communautés Européennes) et titré « Le protectionisme serait pour les pays Européens un suicide économique », V. La Croix, quotidien français, p. 17, du 14 janvier 1978.





## Conclusion

L'Amérique Centrale est très consciente de l'importance croissante d'établir un système de coopération permanente et systématique avec la CEE.

Preuve récente en est la dernière réunion des Ministres des Affaires Etrangères de l'Isthme Centraméricain les 14 et 15 mars 1980, laquelle instruit « ...ses représentants auprès de la Communauté Economique Européenne pour qu'ils maintiennent des contacts permanents avec celle-ci afin d'obtenir des mécanismes adéquats permettant des bénéfices mutuels et profit pour les deux communautés... » (28).

Le tournant historique marqué par ladite réunion des Ministres des Affaires Etrangères doit être aussi considéré car elle a établi clairement les principes directeurs de l'Isthme dans ses relations internes et externes.

On y réitère la décision de restructurer intégralement l'intégration centraméricaine (29), l'incorporation du Panama et l'invitation à la République Dominicaine à participer à ces réunions qui sont dorénavant institutionnalisées.

La Communauté Européenne a exprimé, plusieurs fois, son intérêt pour l'initiative centraméricaine visant à systématiser leur coopération à travers un accord global de coopération.

Mais, si l'on veut établir un système négocié de coopération permanente, il faudra bien saisir les besoins de coopération au développement de l'Isthme Centraméricain et les bénéfices mutuels qui en dériveront si l'on trouve des formules adéquates à une réponse concrète auxdits besoins.

A cet égard, il est pertinent de rappeler ce qui a été exprimé en Amérique Centrale, en 1975, par le Vice-Président de la Commission chargé des Relations Extérieures : « La Communauté par sa longue histoire et expérience a beaucoup à offrir au moyen des formules originales et propositions définies en avertissant cependant que chaque cas doit être

analysé dans sa propre dimension et caractéristiques et que, pour cela, le dialogue continu constituerait un élément important » (30).

Il est à penser que ce n'est qu'à partir de la restructuration prochaine de l'intégration centraméricaine que l'on aura les éléments nécessaires de jugement pour définir la portée réelle d'un accord de cette nature pour l'Amérique Centrale et les bénéfices réels qu'il entraînera dans les relations entre les Communautés Européennes et l'Amérique Centrale.

Néanmoins, on peut dire, d'ores et déjà, que les expectatives de l'Isthme sont d'aboutir à un système permanent de coopération équitatif, concret, efficace et évolutif, dont l'application permette de concrétiser un rapprochement réel entre l'homme européen et l'homme centraméricain (31).

Au regard de cette expectative, qu'il nous soit permis de citer une partie du discours, du 6 juin 1980, de Sa Majesté le Roi des Belges qui a dit : « ...il faut absolument édifier des accords équitables, mutuellement avantageux, si on veut qu'ils soient durables. La Belgique et la Communauté Européenne sont aptes à comprendre que nous sommes tous solidaires, égaux en droit et coresponsables des immenses besoins des peuples pauvres. Telle sera la justice, donc la paix nouvelle... ».

La dernière réunion entre le Groupe des Chefs de Mission de l'Isthme Centraméricain et la Commission eut lieu le 16 juin 1980 au siège des Communautés Européennes. Cette réunion fut assez complète car l'on y analysa la coopération existante et les perspectives de son approfondissement et systématisation.

La presse évoqua certains aspects de cette rencontre dans les termes suivants : « CEE-AMERIQUE CENTRALE : Le resserremment des liens commence à se dessiner. — Bruxelles (EU), lundi 16 juin 1980 — Les Chefs de Mission des pays de l'Isthme centraméricain-Honduras, Panama, Costa Rica, Guatemala, Nicaragua et El Salvador — auprès de la CEE se sont réunis ce lundi avec des représentants de la Commission Européenne. Le but de la réunion, qui survient à quelques jours seulement de la fin de la visite du Président de Costa Rica, M. Carazo Odio, à la Commission

(28) V. Compte rendu de la réunion des Ministres des Affaires Etrangères du 15 mars 1980 à San José, Costa Rica.

(29) Il est à rappeler aussi la prochaine expiration du délai initial de la vigueur du Traité Général de l'Intégration Economique de l'Amérique Centrale, le 4 juin 1981. Par ailleurs, il est intéressant de savoir que l'on a même prévu la création d'un Parlement Centraméricain et l'on a établi, comme point de départ, une commission interparlementaire centraméricaine, le 7 septembre 1979. V. SIECA, op. cit., n° 215, pp. 12-13, septembre 1979.

(30) Déclaration de M. Christopher Soames, vice-président de la Commission des Communautés lors de sa réception pendant la XV<sup>e</sup> Réunion des Ministres de l'Economie de l'Amérique Centrale, le 19 septembre 1975. V. op. cit., SIECA/III-REMECA/D.T.4, pp. 12-13, Guatemala, 30 août 1978.

(31) « Comunidad Europea y América Central », conférence de l'auteur de cet article au siège des Communautés lors de la visite, le 30 novembre 1978, de fonctionnaires des six pays de l'Amérique Centrale.



(EUROPE des 11 et 14 juin), était d'analyser les possibilités de développer les relations entre les deux systèmes d'intégration régionale. A cette fin, les interlocuteurs ont passé en revue les possibilités offertes par le programme communautaire d'aide aux pays en voie de développement non associés, le schéma communautaire des préférences généralisées et les actions de promotion commerciale.

Le chef de mission du Honduras, M. Herrera Cáceres, qui assurait la présidence de la réunion, a souligné que la coopération actuelle entre les deux régions était « significative », compte tenu des possibilités budgétaires de la Communauté ; cependant, les besoins des pays de sa région sont supérieurs, notamment en raison de la hausse du coût de l'énergie. En outre, M. Cáceres a insisté sur l'importance de l'information de l'opinion publique dans les deux régions au sujet du développement de la coopération entre celles-ci. Il a plaidé en faveur d'une mise en œuvre des moyens appropriés pour éviter que les réalités et les réalisations des deux régions soient perçues de façon défigurée. A ce titre, il a fait part de la décision des autorités centraméricaines d'envoyer un groupe de journalistes dans la CEE, et il a invité la Communauté à en faire autant.

En ce qui concerne la coopération matérielle, les représentants centraméricains, ayant rappelé les efforts que fournissent leurs pays en faveur d'un programme d'alphabétisation, ont souhaité un soutien communautaire à ces efforts, qu'ils ont

qualifiés d'essentiels. D'autre part il conviendrait d'examiner les possibilités de coopération dans le domaine des sources des nouvelles énergies. Il semble que la CEE ait favorablement accueilli cette suggestion... » (32).

Nonobstant ce qui précède, la situation politique actuelle dans divers pays de l'Amérique Centrale semblerait être un obstacle insurmontable pour un renforcement effectif des relations entre la région centraméricaine et les Communautés Européennes.

A cet égard, nous pensons qu'il s'agit là d'une opinion qui mérite d'être reconsidérée car tel que l'on a exprimé avec toute raison et conviction : « ...on ne peut espérer obtenir la stabilité là où règne l'injustice, ni attendre l'avènement de cette stabilité pour entreprendre les efforts qui conduisent au développement... on ne peut remettre à plus tard la lutte à mener pour la justice et le développement en Amérique Centrale et dans les Caraïbes, compte tenu des réalités de la situation actuelle de cette région » (33).

(32) Europe, Bulletin quotidien, n° 2929, lundi 16 et mardi 17 juin 1980, Agence Internationale d'Information, Bruxelles.

(33) Déclaration du Président de Costa Rica, M. Rodrigo Carazo Odio, lors de son entretien à Bruxelles, avec le Président de la Commission M. Roy Jenkins. V. Commission of the European Communities, Joint Press Release : Visit of the President of Costa Rica to the Commission, IP (80) 150, Brussels, 16 juin 1980.

# COMPÉTENCE JUDICIAIRE, RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION DES DÉCISIONS CIVILES ET COMMERCIALES DANS LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (XI)

**LES ACCORDS MULTILATÉRAUX  
CONCLUS EN APPLICATION  
DE L'ARTICLE 220 DU TRAITÉ DE ROME  
ET LEUR INTERPRÉTATION PAR  
LA COUR DE JUSTICE  
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES**

**Lazar FOCSANEANU**

*Diplômé de l'Académie de Droit international  
de La Haye,*

*Chargé de cours à l'Institut d'études politiques  
et à l'Institut de droit des affaires de l'Université  
d'Aix-Marseille III*

Les dix premières parties de cette étude sont parues  
dans les numéros 231, 232, 233, 234, 236, 237, 238, 240,  
241 et 242 de la Revue.

## TROISIÈME PARTIE

**LA CONVENTION RELATIVE A L'ADHÉSION  
DU ROYAUME DE DANEMARK, DE L'IRLANDE  
ET DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD A LA CONVENTION  
CONCERNANT LA COMPÉTENCE JUDICIAIRE  
ET L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS CIVILES  
ET COMMERCIALES, AINSI QU'AU PROTOCOLE  
CONCERNANT SON INTERPRÉTATION  
PAR LA COUR DE JUSTICE SIGNÉE  
A LUXEMBOURG LE 9 OCTOBRE 1978**

I. — TRAVAUX PRÉPARATOIRES ET SIGNATURE  
DE LA CONVENTION DE LUXEMBOURG DU 9  
OCTOBRE 1978

293. *Rappel liminaire.* Aux termes de l'article 3, n° 2 de « l'Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités », annexé au Traité d'adhésion du Danemark, de l'Irlande (de la Norvège) (136) et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique, signé à Bruxelles, le 22 janvier 1972 (JOCE du 27 mars 1972), les nouveaux Etats membres de la CEE se sont engagés à adhérer aux conventions prévues à l'article 220 du Traité CEE ainsi qu'aux protocoles concernant l'interprétation de ces conventions par la Cour de justice, signés par les Etats membres originaires, et à entamer à cet effet des négociations avec les Etats membres originaires pour y apporter les adaptations nécessaires (Voir RMC, n° 231, novembre 1979, n° 1, pp. 516-517).

Parmi les conventions et protocoles visés à l'article 220 du Traité CEE figurent la Convention de Bruxelles, du 27 septembre 1968, concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi que le Protocole de Luxembourg, du 3 juin 1971, concernant l'interprétation de la dite convention par la Cour de justice.

294. *Les travaux préliminaires de la Commission des Communautés européennes.* Dès avant la signature du Traité d'adhésion des nouveaux Etats membres à la CEE, la Commission des Communautés européennes a soumis au Conseil, le 29 novembre 1971 un rapport intérimaire sur les compléments jugés nécessaires à la Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions

(136) La Norvège a refusé de ratifier le Traité d'adhésion aux Communautés européennes et, en conséquence, n'a adhéré ni à la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968, ni au Protocole de Luxembourg du 3 juin 1971.

en matière civile et commerciale, de 1968, ainsi qu'à la Convention sur la reconnaissance mutuelle des sociétés et personnes morales, datant de la même année (137).

Après consultation avec les nouveaux Etats membres, la Commission a élaboré et présenté au Conseil, le 15 septembre 1972, un rapport de synthèse sur les principaux problèmes se posant dans le cadre de l'adaptation des deux conventions aux institutions et aux structures juridiques des nouveaux Etats membres (136).

295. *Les travaux préparatoires de la Convention de Luxembourg du 9 octobre 1978.* Sur la base du rapport de synthèse de la Commission des Communautés européennes (voir n° 294 *supra*), le Comité des représentants permanents de la CEE a décidé le 11 octobre 1972, de créer un Groupe d'experts composé de délégués des Etats membres originaires et des nouveaux Etats membres de la Communauté, ainsi que d'un représentant de la Commission.

Le Groupe d'experts a tenu sa réunion constitutive le 16 novembre 1972 et a décidé, à cette occasion, de faire porter ses travaux, en premier lieu, sur les négociations concernant l'adaptation de la Convention de Bruxelles de 1968 sur la compétence judiciaire et l'exécution des décisions, en renvoyant à plus tard les travaux d'adaptation de la Convention sur la reconnaissance mutuelle des sociétés et des personnes morales.

Lors de sa deuxième réunion, le Groupe a désigné comme rapporteur le docteur P. Schlosser, professeur de droit à l'Université de Munich.

A sa troisième réunion, de juin 1973, le Groupe a exprimé le vœu de voir désigner comme président M. Jenard, qui avait été le rapporteur de la Convention de Bruxelles de 1968.

Donnant suite à ce vœu, le Comité des représentants permanents a nommé M. Jenard, directeur d'administration auprès du Ministère belge des affaires étrangères, président à titre permanent du Groupe d'experts.

Le Groupe avait d'abord envisagé de proposer, pour l'adhésion des nouveaux Etats membres, la forme juridique d'un simple protocole. Il a finalement opté pour la forme d'un projet de convention entre les Etats membres originaires et les nouveaux Etats membres de la CEE.

Par ailleurs, le Groupe a décidé de retenir, pour le texte à rédiger, la forme d'une *convention d'adaptation* et de ne pas remplacer la Convention de 1968 par une convention nouvelle.

Ni l'article 3, n° 2 de l'Acte d'adhésion aux Communautés européennes, ni le mandat conféré au Groupe d'experts ne précisait ce qu'il convenait d'entendre par « adaptations nécessaires » (voir n° 293, *supra*).

On aurait pu donner à cette expression une interprétation restrictive, en la limitant aux modifications indispensables.

Dès le début des discussions au sein du Groupe d'experts, il est apparu qu'une conception aussi restrictive ferait obstacle à l'intégration de la Convention dans les systèmes juridiques des nouveaux Etats membres (138).

On ne possède aucun renseignement sur le déroulement des travaux du Groupe d'experts. Il n'est même pas possible de connaître la date exacte de la fin de ses travaux, car le Rapport Schlosser, publié au JOCE n° C 59 du 5 mars 1979, n'est pas daté.

Il résulte toutefois du Dixième Rapport général sur l'activité des Communautés européennes, publié en février 1977, que ces travaux ont dû être terminés avant la fin de l'année 1976.

En effet, ledit Rapport précise que :

« 147. Les négociations avec les trois nouveaux Etats membres concernant l'adhésion de ceux-ci à la convention de septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions ont abouti et la signature de la convention est attendue en 1978 » (139).

La Convention d'adhésion des nouveaux Etats membres de la CEE à la Convention de Bruxelles, de 1968, et au Protocole de Luxembourg, de 1971, a effectivement été signée, à Luxembourg, le 9 octobre 1978.

La date de la fin des travaux préparatoires de la Convention d'adhésion présente une certaine importance, car elle fait apparaître que les rédacteurs de celle-ci n'ont pu avoir connaissance des arrêts interprétatifs de la Convention de Bruxelles, de 1968, rendus par la Cour de justice des Communautés européennes après le début de l'année 1977. Seuls les sept premiers arrêts de la Cour, rendus entre le 6 octobre et la fin décembre 1976, ont été connus des rédacteurs.

Il résulte, du Rapport Schlosser et des notes formant l'Annexe II à ce dernier, que le Groupe d'experts ou son rapporteur ont effectivement eu connaissance des arrêts de la Cour de justice des

(137) Voir le Rapport du professeur Dr. P. SCHLOSSER sur la Convention de Luxembourg du 9 octobre 1978 (dénommé ci-après « Rapport Schlosser »), JOCE, n° C 59 du 5 mars 1979, p. 77.

(138) Voir le Rapport Schlosser, n° 15, JOCE, n° C 59 du 5 mars 1979, p. 80.

(139) Voir le Dixième Rapport général sur l'activité des Communautés européennes, Bruxelles-Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, février 1977, n° 147, p. 99.



6 octobre 1976 (affaires 12/76 et 14/76), 14 octobre 1976 (affaire 29/76), 30 novembre 1976 (affaire 21/76) et 14 décembre 1976 (affaires 24/76 et 25/76) (140).

Par ailleurs, le Rapport Schlosser précise que les arrêts de la Cour des 6 octobre 1976 ont été rendus « *peu avant la fin des négociations* », tandis que l'arrêt du 30 novembre 1976 est intervenu *après* la fin de celles-ci (141).

296. *Structure générale de la Convention d'adhésion du 9 octobre 1978.* La Convention d'adhésion comprend 41 articles, groupés en six titres et coiffés d'un préambule. Les titres portent les rubriques suivantes :

Titre premier : Dispositions générales.

Titre II : Adaptations de la Convention de 1968.

Titre III : Adaptations du Protocole annexe à la Convention de 1968.

Titre IV : Adaptations du Protocole de 1971.

Titre V : Dispositions transitoires.

Titre VI : Dispositions finales.

Aux termes de son article 41, la Convention d'adhésion a été rédigée en un exemplaire unique, en langues allemande, anglaise, danoise, française, irlandaise, italienne et néerlandaise. Chacun des sept textes fait également foi.

297. *Quatre catégories d'adaptations.* Le Rapport Schlosser distingue quatre catégories d'adaptations apportées au texte original de la Convention de 1968 et du Protocole de 1971, à savoir :

1° *Adaptations rendues nécessaires par le particularisme des droits internes des Etats adhérents.* Tandis que les systèmes juridiques des six Etats signataires de la Convention de Bruxelles étaient largement similaires, le droit des Etats adhérents présente certaines spécificités structurelles qui ont imposé plusieurs modifications ou adjonctions aux textes originaux.

Parmi les spécificités du droit des Etats adhérents, dont il a fallu tenir compte, le Rapport Schlosser énumère :

— L'inexistence de la distinction entre voies de recours ordinaires et voies de recours extraordinaires en droit anglais et irlandais.

— L'inexistence de l'exequatur en droit du Royaume-Uni, qui ne connaît que le système de l'enregistrement des décisions étrangères.

— L'existence de l'institution du trust, spécifique à la *common law*.

— L'existence de liens étroits entre les compétences judiciaire et administrative en matière d'obligations alimentaires au Danemark.

2° *Adaptations tendant à remédier à certaines imprécisions des textes originaux.* Dans certains cas le Groupe d'experts a proposé une rédaction plus précise des textes antérieurs ou une interprétation authentique de ces textes. A cet égard, le Rapport Schlosser cite comme exemples :

— Les dispositions relatives à l'octroi de l'assistance judiciaire dans les procédures d'exécution.

— Les dispositions concernant les rapports entre la Convention de Bruxelles et d'autres conventions internationales (article 57).

3° *Adaptations inspirées par l'évolution des droits nationaux ou par la jurisprudence de la Cour de justice.* Le Rapport Schlosser cite les exemples suivants :

— Au cours des années qui ont suivi la signature de la Convention de Bruxelles, de nombreux Etats ont adopté, en droit de la famille, une procédure globale, laquelle associe les questions d'état proprement dites aux questions connexes, notamment aux créances alimentaires. Le Groupe de travail a proposé de suivre cette tendance dans la rédaction nouvelle de l'article 5, paragraphe 2 de la Convention.

— L'évolution du droit des Etats contractants en matière de protection des consommateurs a conduit à une rédaction nouvelle de la section 4 du titre II de la Convention.

— La jurisprudence de la Cour de justice a également suscité des modifications de la Convention.

4° *Adaptations motivées par les intérêts économiques particuliers de certains Etats adhérents.* Exemples cités par le Rapport du Groupe d'experts :

— En raison de l'importance économique du secteur britannique des assurances, sur le plan international, le Groupe d'experts a recommandé d'apporter des modifications à la réglementation de la compétence judiciaire en matière d'assurances.

— La situation particulière des juridictions britanniques en matière maritime, a déterminé le Groupe de travail à recommander l'adoption de règles spéciales en cette matière.

(140) Voir Rapport Schlosser, *JOCE*, n° C 59 du 5 mars 1979, n° 89, p. 101 et Annexe II au Rapport, notes nos 5, 21, 22 et 42, *ibid.*, pp. 147, 148 et 149.

(141) Voir *JOCE*, n° C 59 du 5 mars 1979, p. 101. On peut se demander comment le Rapport Schlosser a pu faire mention des arrêts des 30 novembre et 14 décembre 1976, lesquels, d'après l'aveu de son auteur, sont intervenus après la fin des négociations. La seule explication plausible de cette anomalie paraît être celle que le rapporteur a ajouté les références à ces arrêts dans la version finale de son texte, après la fin des travaux du Groupe d'experts.

## II. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE LA CONVENTION D'ADHÉSION DU 9 OCTOBRE 1978

297 bis. *Le principe de l'adhésion.* L'article premier de la Convention du 9 octobre 1978 déclare que le Royaume du Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord adhèrent à la Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, signée à Bruxelles le 27 septembre 1968 et au Protocole, signé à Luxembourg le 3 juin 1971.

L'article 2 de la même Convention précise que les adaptations figurant à ses titres II à IV son apportées à la Convention de 1968 et au Protocole de 1971.

## III. — LES TEXTES AYANT FAIT L'OBJET D'ADAPTATIONS

298. *Les trois actes concernés par l'adaptation.* Il résulte de la structure même de la Convention d'adhésion du 9 octobre 1988 (voir n° 296 *supra*) que celle-ci vise trois actes internationaux, à savoir :

a) La Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, signée à Bruxelles, le 27 septembre 1968 (JOCE, n° L 299 du 31 décembre 1972, pp. 32 à 42, Titre II).

b) Le Protocole annexé à la Convention du 27 septembre 1968, dont il fait partie intégrante (JOCE, n° L 299 du 31 décembre 1972, pp. 41-45, Titre III).

c) Le Protocole concernant l'interprétation par la Cour de justice de la Convention du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, signé à Luxembourg, le 3 janvier 1971 (JOCE, n° 204 du 2 août 1975, pp. 28 à 32, Titre IV).

Les adaptations apportées aux trois actes seront examinées successivement ci-après.

### A. Adaptation de certains textes de la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968.

299. *Considérations générales.* La Convention de Bruxelles, du 27 septembre 1968, compte 68 articles, suivis d'une « Déclaration commune ». Les travaux d'adaptation ont apporté des modifications ou des adjonctions à 26 de ces articles. En outre, deux nouveaux articles, 6 bis et 12 bis, ont été insérés dans le texte original de la Convention. Par contre, 42 articles du texte d'origine n'ont subi aucune modification ou adjonction.

Le texte de la Convention de Bruxelles, tel que modifié par la Convention d'adhésion de Luxembourg, du 9 octobre 1978, a été publié, par les soins des services du Conseil des Communautés européennes, au JOCE, n° L 304 du 30 octobre 1978, pp. 77-96.

Les articles de la Convention de 1968 ayant fait l'objet de modifications ou d'adaptations sont les articles 1, 3, 5, 8, 12, 13, 14, 15, 17, 20, 27, 30, 31, 32, 37, 38, 40, 41, 44, 46, 53, 55, 57, 59, 60 et 64. Par ailleurs, ainsi qu'il vient d'être indiqué, deux nouveaux articles, 6 bis et 12 bis, ont été ajoutés au texte initial.

300. *Le champ d'application de la Convention de Bruxelles. La règle générale et son adaptation.* L'article premier, premier alinéa de la Convention de Bruxelles dispose :

« La présente Convention s'applique en matière civile et commerciale et quelle que soit la nature de la juridiction ».

Comme la Convention ne définit pas l'expression « matière civile et commerciale », le sens de ces termes a été précisé par la Cour de justice des Communautés européennes dans l'arrêt LTU Luftransportunternehmen GmbH & Co. KG contre Eurocontrol, du 14 octobre 1976 (affaire 29-76, Rec. 1976, 1541, où la Cour a dit pour droit (voir n° 10 et 124 à 133 *supra*) :

« 1) Pour l'interprétation de la notion de « matière civile et commerciale »... il convient de se référer non au droit d'un quelconque des Etats concernés, mais, d'une part aux objectifs et au système de la Convention et, d'autre part, aux principes généraux qui se dégagent de l'ensemble des systèmes de droit nationaux ».

« 2) Est exclue du champ d'application de la Convention une décision rendue dans un litige opposant une autorité publique à une personne privée, où l'autorité publique a agi dans l'exercice de la puissance publique ».

Il résulte du Rapport Schlosser que les rédacteurs de la Convention d'adhésion ont eu connaissance de l'arrêt de la Cour de justice, du 14 octobre 1976, « rendu au cours de la phase finale des négociations ».

L'application de la règle posée par la Cour créait cependant une difficulté d'adaptation majeure : c'est que « le Royaume-Uni et l'Irlande ignorent pratiquement la distinction — courante dans les systèmes juridiques des Etats membres originaires — entre droit public et droit privé ».

En conséquence, les auteurs de la Convention d'adaptation ont éludé le problème de principe et se sont contentés d'ajouter, à la fin de l'article 1<sup>er</sup>,



alinéa premier de la Convention de Bruxelles, la disposition suivante :

« Elle (c'est-à-dire la Convention de Bruxelles) « ne recouvre notamment pas les matières fiscales, « douanières et administratives ».

Malgré le refus d'entériner dans la nouvelle convention le dispositif de l'arrêt du 14 octobre 1976, qui est apparu impraticable, le Rapport Schlosser estime que les juridictions nationales des Etats contractants doivent appliquer les directives de cet arrêt :

« Au demeurant, la pratique juridique des Etats « membres de la Communauté, y compris des « nouveaux Etats membres, *doit* tenir compte de « l'arrêt précité de la Cour aux termes duquel pour « interpréter la notion de matière civile et com- « merciale, il convient de se référer d'une part aux « objectifs et au système de la convention et, « d'autre part, aux principes généraux qui se « dégagent de l'ensemble des systèmes de droit « nationaux ».

« De ce fait, le présent rapport ne peut avoir « sur ce point d'autre objet que d'éclairer cette « directive de la Cour par un exposé de droit « comparé ».

Le passage précité du Rapport Schlosser nous semble mériter une triple critique :

1° Les arrêts de la Cour de justice n'ont pas caractère réglementaire et leurs effets ne s'étendent pas au-delà de l'affaire dont la Cour a été saisie par le renvoi préjudiciel. On ne voit pas pourquoi la pratique juridique des Etats contractants « *doit* » tenir compte de l'arrêt du 14 octobre 1976, d'autant plus que les rédacteurs de la Convention d'adhésion n'ont pas voulu ou n'ont pas pu en tenir compte.

2° L'application pratique de l'arrêt du 14 octobre 1976 paraît impossible, du fait qu'il n'y a pas en la matière des « principes généraux qui se dégagent de l'ensemble des systèmes de droit nationaux ».

En effet, quelques lignes plus haut, le Rapport Schlosser reconnaissait que le Royaume-Uni et l'Irlande ignoraient pratiquement la distinction entre droit public et droit privé, laquelle était, par contre, courante dans les systèmes juridiques des Etats contractants originaires.

Devant la divergence des législations nationales, le juge saisi du litige ne pourra appliquer que sa propre loi de conflit pour qualifier la nature civile ou commerciale de l'affaire.

3° On peut regretter la rédaction relâchée et dépourvue de rigueur juridique des passages précités du Rapport Schlosser. En effet, ni la

Convention de Bruxelles, ni la Convention d'adhésion de Luxembourg ne lient des « Etats membres » et ne relèvent pas de « la Communauté ». Pour employer un langage techniquement correct, il convient d'éliminer toute allusion à la Communauté et se référer aux « Etats contractants » et non pas aux « Etats membres ».

301. *Les quatre matières civiles ou commerciales exclues du champ d'application de la Convention.* Ainsi qu'il vient d'être indiqué (voir n° 9 et 11 *supra*, RMC, n° 241, novembre 1979, pp. 522-523), l'article 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa de la Convention de Bruxelles limite le champ d'application de cette dernière en excluant de son domaine quatre matières, à savoir : 1° l'état et la capacité des personnes physiques, les régimes matrimoniaux, les testaments et les successions ; 2° les faillites, concordats et autres procédures analogues ; 3° la sécurité sociale et 4° l'arbitrage.

La Convention d'adhésion de 1978 n'a apporté aucune modification à l'article 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa de la Convention de Bruxelles.

Il convient toutefois de rappeler que la Cour de justice a statué sur l'interprétation de l'article 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, en ce qui concerne l'état des personnes et les rapports patrimoniaux résultant du lien conjugal, d'une part, et, d'autre part, le droit de la faillite.

Dans l'arrêt du 27 mars 1979, affaire 143/78, Jacques de Cavel contre Luise de Cavel, Rec. 1979, 1055 (voir n° 141 *supra*, RMC, n° 236, avril 1980, p. 204) la Cour a dit pour droit :

« Les décisions judiciaires autorisant des mesures « de sauvegarde provisoires — telles des apposi- « tions de scellés ou des saisies sur les biens des « époux — au cours d'une procédure de divorce, « ne relèvent pas du champ d'application de la « Convention du 27 septembre 1968..., tel qu'il est « défini à l'article 1<sup>er</sup> de celle-ci, dès lors que ces « mesures concernent ou sont étroitement liées à, « soit des questions d'état des personnes impliquées « dans l'instance en divorce, soit des rapports patri- « moniaux résultant directement du lien conjugal « ou de la dissolution de celui-ci ».

Dans l'arrêt du 22 février 1979, affaire 133/78, Henri Gourdain contre Franz Nadler, Rec. 1979, 733 (voir n° 148 *supra*, RMC, n° 236, avril 1980, p. 207) la Cour a statué que :

« Il y a lieu de considérer comme rendus dans le « cadre d'une faillite ou d'une procédure analogue, « au sens de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la Convention « du 27 septembre 1968... une décision telle que « celle d'une juridiction civile française fondée sur « l'article 99 de la loi française n° 67-563 du 13

« juillet 1967 et condamnant le dirigeant de fait  
« d'une personne morale à verser une certaine  
« somme à la masse ».

Comme les deux arrêts précités ont été rendus par la Cour en 1979, c'est-à-dire après la rédaction de la Convention d'adhésion, de 1978, il est évident que les auteurs de celle-ci n'ont pas pu en tenir compte. En conséquence, les deux arrêts de 1979 ne se trouvent, ni confirmés, ni infirmés par la Convention d'adhésion.

302. *Exclusion en faveur des personnes domiciliées dans un Etat contractant des chefs de compétence exorbitants. Allongement de la liste des compétences exorbitantes exclues, figurant à l'article 3, deuxième alinéa de la Convention de Bruxelles.* La Convention d'adhésion n'a apporté aucune modification à l'article 3, premier alinéa de la Convention de Bruxelles, aux termes duquel

« Les personnes domiciliées sur le territoire  
« d'un Etat contractant ne peuvent être attraites  
« devant les tribunaux d'un autre Etat contractant  
« qu'en vertu des règles énoncées aux sections  
« 2 à 6 du présent titre ».

Le principe posé dans le texte cité ci-dessus écarte, à l'égard des personnes domiciliées dans un Etat contractant, les règles de compétence exorbitantes en vigueur dans l'un ou l'autre Etat contractant, telles que celles fondées sur la nationalité des parties, sur le domicile du demandeur ou sur la situation des biens (voir n° 25 *supra*, RMC, n° 232, décembre 1979, p. 572).

Le deuxième alinéa de l'article 3 de la Convention de Bruxelles énumérait, de manière non limitative, les principales compétences exorbitantes qui ne peuvent être invoquées. En ce qui concernait la France, le texte précisait que ne pouvaient être appliqués les articles 14 et 15 du Code civil.

En vertu de l'article 4 de la Convention d'adhésion, de 1978, le texte original de l'article 3, alinéa 2 de la Convention de Bruxelles, a été remplacé par un libellé plus long énumérant, pour chacun des Etats contractants, la liste des compétences exorbitantes qui « ne peuvent être invoquées » à l'égard des personnes domiciliées dans un Etat contractant.

En ce qui concerne la France, la nouvelle liste n'entraîne aucune modification, car elle vise toujours les articles 14 et 15 du Code civil.

Il est, par contre, intéressant de noter qu'au Royaume-Uni ne pourront être invoquées les dispositions relatives à la compétence fondée sur :

« a) un acte introductif d'instance signifié ou  
« notifié au défendeur qui se trouve temporaire-  
« ment au Royaume-Uni » ;

« b) l'existence au Royaume-Uni de biens appar-  
« tenant au défendeur » ;

« c) la saisie par le défendeur de biens situés  
« au Royaume-Uni ».

303. *Les « compétences spéciales ». Considérations générales.* La Convention de Bruxelles de 1968 est fondée sur le principe de la compétence générale des tribunaux de l'Etat du domicile du défendeur (voir n° 21 à 25 *supra*, RMC, n° 232, décembre 1979, pp. 571-572).

Toutefois pour un nombre limité de litiges, la Convention prévoit des « compétences spéciales », qui sont facultatives pour le demandeur, lequel conserve toujours le droit d'assigner le défendeur devant les tribunaux du domicile de ce dernier.

Les « compétences spéciales » sont énumérées aux articles 5 et 6, formant la Section 2 du Titre II de la Convention de Bruxelles.

Les « compétences spéciales », prévues à l'article 5, sont au nombre de cinq et concernent :

1° la matière contractuelle ;

2° la matière des obligations alimentaires ;

3° la matière délictuelle ou quasi-délictuelle ;

4° les actions en réparation de dommage ou en restitution fondées sur une infraction et

5° les contestations relatives à l'exploitation d'une succursale, d'une agence ou de tout autre établissement.

Les textes concernant deux de ces « compétences spéciales » sont modifiées en vertu de l'article 5 de la Convention d'adhésion de 1978. Aux termes du même texte, deux nouveaux chefs de « compétences spéciales » ont été ajoutés à l'article 5 de la Convention de 1968.

L'article 6 de la Convention de Bruxelles vise les « compétences spéciales dérivées », à savoir :

1° les codéfendeurs ;

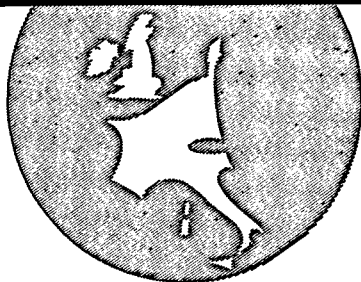
2° les demandes en garantie ou en intervention et

3° les demandes reconventionnelles.

La Convention d'adhésion de 1978 n'a apporté aucune modification aux « compétences spéciales dérivées » de l'article 6 susmentionné.

Elle a, par contre, inséré dans la Convention de Bruxelles un nouvel article 6 bis concernant une compétence spéciale dérivée, relevant du droit maritime.

304. *La compétence spéciale concernant la matière contractuelle.* L'article 5, point 1 de la



Convention de Bruxelles dispose, dans sa version française :

« Le défendeur domicilié sur le territoire d'un  
« Etat contractant peut être attiré, dans un autre  
« Etat contractant :

« 1. en matière contractuelle, devant le tribunal  
« du lieu où l'obligation a été ou doit être exé-  
« tée » ;

Aux termes de l'article 5, point 1, de la Convention d'adhésion de 1978, le texte précité du point 1, de l'article 5 de la Convention de Bruxelles est remplacé par les dispositions suivantes :

« 1. en matière contractuelle, devant le tribunal  
« du lieu où l'obligation *qui sert de base à la*  
« *demande* a été ou doit être exécutée » ;

L'article 5, point 2 de la Convention d'adaptation prescrit un remplacement analogue pour la version en langue néerlandaise de l'article 5, point 1 de la Convention de Bruxelles.

Le Rapport Schlosser considère que les adaptations apportées au point 1 des versions française et néerlandaise de l'article 5 de la Convention de Bruxelles constituent « des questions particulières moins importantes » (142).

A cet égard, le Rapport fournit les explications suivantes :

« 133. Au cours des négociations, il est apparu  
« que les versions française et néerlandaise de  
« l'article 5 point 1 étaient moins précises que les  
« versions allemande et italienne en ce qui concerne  
« la désignation de l'obligation. Elles pouvaient en  
« effet donner lieu à un malentendu, en ce sens  
« qu'on pouvait supposer qu'elles visaient aussi  
« d'autres obligations que celles faisant justement  
« l'objet de la procédure judiciaire. La nouvelle  
« version des textes français et néerlandais visés  
« est destinée à dissiper ce malentendu » (142).

A en croire le Rapport Schlosser, il paraîtrait que, pour les rédacteurs de la Convention d'adaptation, l'interprétation de l'article 5, point 1 de la Convention de Bruxelles posait un simple problème linguistique.

Il n'en est nullement ainsi. En réalité, le texte précité soulève de difficiles problèmes d'interprétation dont certains ont été amplement débattus devant la Cour de justice. Celle-ci a rendu, en la matière, trois arrêts. Deux d'entre eux étaient connus des rédacteurs de la Convention de 1978.

En effet, la Cour de justice a rendu, au sujet de l'interprétation de l'article 5, point 1, de la Con-

vention de Bruxelles les trois décisions suivantes :

— l'arrêt du 6 octobre 1976, *Industria Tessili Italiana Como contre Dunlop AG*, affaire 12/76, Rec. 1976, 1473 ;

— l'arrêt du 6 octobre 1976, *A. de Bloos contre Société en commandite par actions Bouyer*, affaire 14/76, Rec. 1976, 1497 et

— l'arrêt du 17 janvier 1980, *Siegfried Zelger contre Sebastiano Salinitri*, affaire 56/79 (inédit).

Les dispositifs des trois arrêts sont rappelés ci-après.

a) Dans l'arrêt *Industria Tessili Italiana Como contre Dunlop*, du 6 octobre 1976, la Cour a dit pour droit :

« Le « lieu où l'obligation a été ou doit être  
« exécuté », au sens de l'article 5, n° 1 de la  
« Convention du 27 septembre 1968... est déterminé  
« conformément à la loi qui régit l'obligation liti-  
« gieuse selon les règles de conflit de la juridiction  
« saisie » (144).

b) Dans l'arrêt de Bloos contre Bouyer, la Cour a statué que :

« Dans un litige opposant le bénéficiaire d'une  
« concession exclusive de vente à son concé-  
« dant à qui il reproche d'avoir violé la  
« concession exclusive, le terme « obligation »  
« qui se trouve inscrit à l'article 5, n° 1, de la  
« Convention du 27 septembre 1968... se réfère à  
« l'obligation contractuelle servant de base à  
« l'action judiciaire, c'est-à-dire à l'obligation  
« correspondant au droit contractuel qui est invoqué  
« pour justifier la demande du concessionnaire.  
« Dans un litige portant sur les conséquences de la  
« violation par le concédant d'un contrat de  
« concession exclusive, telles que le paiement de  
« dommages-intérêts ou la résolution du contrat,  
« l'obligation à laquelle il faut se référer aux fins  
« de l'application de l'article 5, n° 1 de la Con-  
« vention est celle qui découle du contrat à la charge  
« du concédant et dont l'inexécution est invoquée  
« pour justifier la demande de dommages-intérêts  
« ou de résolution du contrat de la part du conces-  
« sionnaire ».

« En ce qui concerne les actions en paiement  
« d'indemnités compensatoires, il appartient à la  
« juridiction nationale de vérifier si, d'après le  
« droit applicable au contrat, il s'agit d'une obli-  
« gation contractuelle autonome ou d'une obliga-  
« tion remplaçant l'obligation contractuelle inexé-  
« cutée » (145).

(142) Voir *JOCE*, n° C 59 du 5 mars 1979, n° 89, p. 101.

(143) Voir *ibid.*, n° 133, p. 111.

(144) Voir n° 155 supra, *RMC*, n° 236, avril 1980, pp. 210-211.

(145) Voir n° 163 supra, *RMC*, n° 237, mai 1980, p. 261.



c) Dans l'arrêt Siegfried Zelger contre Sebastiano Salinitri, la Cour a dit pour droit :

« Si le lieu d'exécution d'une obligation contractuelle a été désigné par les parties par une clause valide selon le droit national applicable au contrat, le tribunal de ce lieu est compétent pour connaître des litiges relatifs à cette même obligation en vertu de l'article 5, n° 1 de la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968, indépendamment du respect des conditions de forme prévues par l'article 17 » (146).

En synthétisant les dispositifs des trois arrêts précités, il apparaît que la Cour de justice a dégagé les normes suivantes de l'interprétation de l'article 5, n° 1, de la Convention de Bruxelles :

1° L'obligation contractuelle visée à l'article 5, n° 1 de la Convention est « l'obligation litigieuse », c'est-à-dire « l'obligation contractuelle servant de base à l'action judiciaire » ou, en d'autres termes, « l'obligation correspondant au droit contractuel qui est invoqué pour justifier la demande ».

2° Le lieu d'exécution de l'obligation litigieuse doit être déterminé conformément au droit qui régit cette obligation selon les règles de conflit de la juridiction saisie.

3° La validité de la clause contractuelle désignant le lieu d'exécution d'une obligation doit être appréciée selon le droit national applicable au contrat. Les exigences de forme prévues à l'article 17 de la Convention (convention écrite ou convention verbale confirmée par écrit) n'affectent pas la validité de cette clause, car l'article 17 ne prescrit pas des exigences de forme pour les clauses désignant le lieu d'exécution des obligations.

4° Dans les litiges portant sur les conséquences de la violation d'un contrat par l'une des parties, telles que le paiement de dommages-intérêts ou la résolution du contrat, l'obligation à laquelle il faut se référer aux fins de l'application de l'article 5, n° 1, de la Convention de Bruxelles, est l'obligation dont l'inexécution est invoquée pour justifier la demande de dommages-intérêts ou de résolution du contrat.

5° En ce qui concerne les indemnités compensatoires, il appartient à la juridiction saisie de vérifier si, d'après la loi applicable au contrat, il s'agit d'une obligation contractuelle autonome ou d'une obligation remplaçant l'obligation contractuelle inexécutée.

Malgré le fait que deux des trois arrêts interprétatifs étaient connus aux rédacteurs de la Conven-

tion d'adhésion, ceux-ci n'ont tenu compte que d'une seule norme d'interprétation dégagée par les juges de Luxembourg, dont ils ont, d'ailleurs, minimisé l'importance, en considérant qu'il s'agissait d'une simple précision linguistique.

Par contre, le Groupe d'experts n'a pas entendu confirmer dans le traité qu'il élaborait les autres règles importantes posées par la Cour dans ses deux arrêts du 6 octobre 1978. Le sort de ces règles reste ainsi suspendu aux aléas de l'évolution jurisprudentielle future.

305. *La compétence spéciale concernant la matière des obligations alimentaires.* L'article 5, point 2 de la Convention de Bruxelles, dispose :

« Le défendeur domicilié sur le territoire d'un Etat contractant peut être attrait, dans un autre Etat contractant :

.....

« 2. en matière d'obligation alimentaire, devant le Tribunal du lieu où le créancier d'aliments a son domicile ou sa résidence habituelle » ;

.....

Aux termes de l'article 5, n° 3 de la Convention d'adhésion de 1978, le texte précité du point 2 de l'article 5 de la Convention de Bruxelles, est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2. en matière d'obligation alimentaire, devant le Tribunal du lieu où le créancier d'aliments a son domicile ou sa résidence habituelle ou, s'il s'agit d'une demande accessoire à une action relative à l'état des personnes, devant le tribunal compétent selon la loi du for pour en connaître, sauf si cette compétence est uniquement fondée sur la nationalité d'une des parties ».

La version modifiée de l'article 5, n° 2, de la Convention crée une nouvelle option de compétence en matière d'obligations alimentaires. Cette option introduit dans le système de la Convention de Bruxelles le for compétent pour connaître des affaires de mariage, de filiation, de divorce et d'autres rapports familiaux.

Selon le Rapport Schlosser la nouvelle option de compétence serait utile notamment en cas de demandes de réajustement de créances alimentaires, lorsque les conditions de la compétence juridictionnelle initiale ne sont plus remplies (n° 106 bb et 107, p. 105) (147).

306. *La nouvelle compétence en matière de Trust.* En vertu de l'article 5, n° 4, de la Convention

(147) La présente référence au Rapport Schlosser ainsi que celles qui suivront s'entendent faites aux paragraphes et bases du texte publié au JOCE, n° C 59 du 5 mars 1979.

(146) Voir n° 169 supra, RMC, n° 237, mai 1980, p. 264.



d'adhésion, l'article 5 de la Convention de Bruxelles est complété par l'adjonction de deux alinéas nouveaux dont le premier, portant le numéro 6, concerne la matière du trust.

Le nouveau texte présente le libellé suivant :

« Le défendeur domicilié sur le territoire d'un  
« Etat contractant peut être attrait dans un autre  
« Etat contractant :

.....  
« 6. en sa qualité de fondateur, de *trustee* ou de  
« bénéficiaire d'un trust constitué soit en applica-  
« tion de la loi, soit par écrit ou par une conven-  
« tion verbale, confirmée par écrit, devant les  
« tribunaux de l'Etat contractant sur lequel le *trust*  
« a son domicile ».

Au sujet de la compétence spéciale en matière de trust, le Rapport Schlosser fournit notamment les explications suivantes :

1° Les notions de « *trust* », « *trustee* » et « *domicile* » n'ont pas été traduites dans les autres langues de la Communauté parce qu'elles se rapportent uniquement à une institution caractéristique des droits du Royaume-Uni et de l'Irlande. Toutefois, les Etats contractants peuvent, dans leur législation d'introduction de la Convention d'adhésion, donner dans leur langue, une définition précise du trust (n° 116, p. 107).

2° Les relations juridiques au sein du *trust* sont exclues du champ d'application de la Convention de Bruxelles, lorsque le *trust* relève d'une matière elle-même exclue de ce champ d'application, en vertu de l'article 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa de la Convention. Ainsi, lorsqu'un *trust* a été constitué en vertu de dispositions testamentaires, les litiges surgissant dans les relations au sein du *trust* n'entrent pas dans le champ d'application de la Convention. Il en est de même lorsqu'un *trustee* est nommé en matière de faillite (n° 112, p. 106).

Par relations au sein du *trust* on entend notamment les relations juridiques entre plusieurs *trustees*, les relations entre les *trustees* et les bénéficiaires du *trust*, les relations entre les personnes qui revendiquent la position de *trustee* (n° 118, p. 106).

3° La notion de « domicile » du *trust*, figurant au nouveau point 6 de l'article 5 de la Convention de Bruxelles, repose sur l'idée que les *trusts* ont un centre d'intérêt local, même s'ils n'ont pas de capacité juridique.

Ce centre d'intérêt pourrait être assimilé au siège des sociétés n'ayant pas la personnalité juridique.

Toutefois, jusqu'à présent, dans le droit du Royaume-Uni et de l'Irlande, la notion de centre

d'intérêt local du *trust* n'a été abordée qu'avec hésitation. Elle a été développée notamment dans le but de déterminer la loi applicable, en général, pour établir si le droit anglais ou le droit écossais régit le *trust*.

Dans son traité de droit international privé, publié en 1967, le professeur écossais A.E. Anton estime que le domicile du *trust* dépend, en premier lieu, de l'intention exprimée par son fondateur. Si ce dernier n'a pas exprimé d'intention, celle-ci sera déduite de circonstances telles que le centre de gestion du *trust*, le lieu de résidence des *trustees*, la situation des biens du *trust*, la nature des objectifs poursuivis par le *trust* et le lieu d'exécution des obligations nées du *trust* (148).

Les rédacteurs de la Convention d'adhésion ont estimé qu'ils pouvaient rattacher une compétence judiciaire spéciale à une notion aux contours aussi incertains que celle du « domicile d'un *trust* » (n° 114 a, pp. 106-107). L'avenir montrera s'ils ont eu raison.

4° La nouvelle compétence prévue en matière de *trust* concerne la compétence générale internationale et non pas la compétence d'un for particulier. En effet, l'article 5, n° 6 de la Convention de Bruxelles modifiée attribue compétence aux « tribunaux de l'Etat contractant sur le territoire duquel le *trust* a son domicile » et non pas au tribunal du lieu où le *trust* a son domicile.

Le nouveau texte rompt l'unité systématique de l'article 5 de la Convention. Les raisons de cette incohérence, indiquées dans le Rapport Schlosser ne sont nullement convaincantes :

« ...comme elle (la nouvelle disposition) ne  
« concerne qu'un nombre limité de cas, il convient  
« de l'insérer à l'article 5 plutôt qu'à l'article 2 »  
« (114 a, p. 107).

Nous estimons que la vraie place de la nouvelle disposition aurait été à l'article 53.

307. Les nouvelles compétences spéciales en matière maritime. Aux termes de l'article 5, n° 4, de la Convention d'adhésion, l'article 5 de la Convention de Bruxelles est complété par l'adjonction d'un alinéa nouveau, portant le numéro 7 et concernant la matière maritime.

Le nouveau texte est libellé comme suit :

« Le défendeur domicilié sur le territoire d'un  
« Etat contractant peut être attrait, dans un autre  
« Etat contractant :

.....

(148) Voir A.E. ANTON, *Private International Law*, 1967, p. 470.

« 7. s'il s'agit d'une contestation relative au  
« paiement de la rémunération réclamée en raison  
« de l'assistance ou du sauvetage dont a bénéficié  
« une cargaison ou un fret, devant le tribunal dans  
« le ressort duquel cette cargaison ou le fret s'y  
« rapportant :

« a) a été saisi pour garantir ce paiement ou

« b) aurait pu être saisi à cet effet, mais une  
« caution ou autre sûreté a été donnée » ;

« cette disposition ne s'applique que s'il est  
« prétendu que le défendeur a un droit sur la  
« cargaison ou sur le fret ou qu'il avait un tel droit  
« au moment de cette assistance ou de ce sauve-  
« tage ».

Ainsi qu'il apparaît à la lecture du texte cité ci-dessus, la nouvelle compétence spéciale prévue à l'article 5, n° 7, de la Convention de Bruxelles complétée ne concerne que les créances de sauvetage ou d'assistance. La compétence judiciaire est liée à l'existence d'une saisie conservatoire de la cargaison ou du fret, que cette saisie ait été effectivement exécutée ou que l'exécution en ait été évitée par la fourniture d'une caution.

Il résulte du Rapport Schlosser que le Groupe d'experts a longtemps envisagé de proposer l'insertion dans le titre II de la Convention de Bruxelles d'une section spéciale relative à la compétence judiciaire en matière maritime. Il a finalement abandonné ce projet ambitieux afin de ne pas interférer dans la ratification et la mise en œuvre des conventions maritimes de Bruxelles de 1952 et 1957 (n° 121, p. 108).

Le Rapport Schlosser précise que la compétence nouvelle, prévue à l'article 5, n° 7, de la Convention de Bruxelles complétée ne vise que les créances garanties par le privilège découlant de la saisie de la cargaison ou du fret. Si l'armateur d'un navire en difficulté a conclu un contrat d'assistance ou de sauvetage, les litiges qui s'y rapportent ne bénéficient pas de la nouvelle compétence créée en vertu de la Convention d'adhésion (n° 123 b, p. 109).

308. *Le silence de la Convention d'adhésion au sujet de la compétence spéciale en matière délictuelle.* Aux termes de l'article 5, n° 3, de la Convention de Bruxelles, le défendeur domicilié sur le territoire d'un Etat contractant peut être attrait, en matière délictuelle ou quasi délictuelle devant le tribunal du lieu où le dommage s'est produit.

La disposition susmentionnée a fait l'objet d'un important arrêt interprétatif du 30 novembre 1976, rendu par la Cour de justice dans l'affaire 21/76, *Handelswerkerij G.J. Bier contre Mines de Potasse d'Alsace* (Rec. 1976, 1735).

Dans le dispositif de l'arrêt du 30 novembre 1976, la Cour a statué, qu'en vertu de l'article 5, n° 3, de la Convention de Bruxelles,

« ..le défendeur peut être attrait, au choix du  
« demandeur, devant le tribunal, soit du lieu où le  
« dommage est survenu, soit du lieu de l'événement  
« causal qui est à l'origine de ce dommage »  
(149).

L'arrêt de la Cour du 30 novembre 1976 était connu du rapporteur du Groupe d'experts. Il résulte cependant du Rapport Schlosser que cet arrêt a été rendu après la fin des négociations de la Convention d'adhésion, ce qui peut expliquer le silence de celle-ci (n° 89, p. 101 et note 22, p. 148).

309. *Le nouvel article 6 bis inséré dans la Convention de Bruxelles en vertu de l'article 6 de la Convention d'adhésion.* Le nouveau texte inséré dans la Convention de Bruxelles crée une compétence spéciale facultative, en faveur de l'exploitant d'un navire.

En effet, l'article 6 de la Convention d'adhésion dispose :

« Le titre II, section 2 de la Convention de 1968,  
« est complété par l'article suivant :

« Article 6 bis.

« Lorsque, en vertu de la présente convention,  
« un tribunal d'un Etat contractant est compétent  
« pour connaître des actions en responsabilité du  
« fait de l'utilisation ou de l'exploitation d'un  
« navire, ce tribunal ou tout autre que lui substitue  
« la loi interne de cet Etat, connaît aussi des  
« demandes relatives à la limitation de cette res-  
« ponsabilité ».

Le Rapport Schlosser fournit les éclaircissements suivants au sujet du texte ci-dessus cité (n°s 127 et 128 a, p. 110).

Dans tous les droits des Etats contractants, le propriétaire d'un navire a la faculté de ne pas invoquer le principe de la limitation de responsabilité uniquement comme moyen de défense. S'il se voit menacé d'une action en responsabilité, il peut avoir intérêt à introduire, de son chef, une action principale en constatation de la limitation de sa responsabilité. Il peut alors choisir une juridiction compétente en vertu des articles 2 à 6 de la Convention de Bruxelles.

Ces dispositions ne lui permettent pas de s'adresser au tribunal du lieu de son domicile. Toutefois, comme l'action intentée contre lui pourrait l'être devant cette juridiction, il est opportun de mettre également ce for à sa disposition.

(149) Voir n° 175 supra, *RMC*, n° 237, mai 1980, p. 266.



D'ailleurs, ce for est le seul devant lequel le propriétaire du navire puisse raisonnablement grouper toutes ses actions en limitation de responsabilité.

L'article 6 bis précise, en outre, que le propriétaire du navire peut également introduire une action individuelle en limitation auprès de toute autre juridiction devant laquelle la créance peut être invoquée.

Enfin, cet article autorise le législateur national à attribuer compétence, sur son territoire, à un tribunal autre que celui déclaré normalement compétent.

Le Rapport Schlosser précise expressément que le nouvel article 6 bis ne vise ni une action de la personne lésée contre le propriétaire du navire, contre l'administrateur du fonds ou les personnes prétendant détenir concurremment un droit de créance, ni la procédure collective de constitution ou de répartition du fonds. Le nouvel article vise uniquement l'action individuelle du propriétaire du navire contre une personne prétendant être titulaire d'une créance.

310. *Le nouveau libellé de l'article 8 de la Convention de Bruxelles, concernant la matière des assurances.* En vertu de l'article 7 de la Convention d'adhésion, l'article 8 de la Convention de Bruxelles est remplacé par un libellé qui apporte à l'ancien texte des modifications de forme et des modifications de fond.

Afin de mieux saisir le sens et la portée de ces modifications, il paraît utile de comparer les deux versions de l'article 8.

#### *Article 8, version 1968*

« L'assureur domicilié sur le territoire d'un Etat contractant peut être attiré, soit devant les tribunaux de cet Etat, soit, dans un autre Etat contractant, devant le tribunal du lieu où est domicilié le preneur d'assurance, soit, si plusieurs assureurs sont défendeurs, devant les tribunaux de l'Etat contractant où l'un d'eux a son domicile ».

« Si la loi du juge saisi prévoit cette compétence, l'assureur peut également être attiré, dans un Etat contractant autre que celui de son domicile, devant le tribunal dans le ressort duquel l'intermédiaire, qui est intervenu pour la conclusion du contrat d'assurance, a son domicile à la condition que ce domicile soit mentionné dans la police ou dans la proposition d'assurance ».

« L'assureur, qui sans avoir son domicile sur le territoire d'un Etat contractant, possède une succursale ou une agence dans un de ces Etats,

« est considéré pour les contestations relatives à l'exploitation de cette succursale ou agence comme ayant son domicile sur le territoire de cet Etat ».

#### *Article 8, selon la Convention d'adhésion*

« L'assureur domicilié sur le territoire d'un Etat contractant peut être attiré :

« 1. devant les tribunaux de l'Etat où il a son domicile ou

« 2. dans un autre Etat contractant, devant le tribunal du lieu où le preneur d'assurance a son domicile ou

« 3. s'il s'agit d'un coassureur, devant le tribunal d'un Etat contractant saisi de l'action formée contre l'apéríteur de la coassurance ».

« Lorsque l'assureur n'est pas domicilié sur le territoire d'un Etat contractant, mais possède une succursale, une agence ou tout autre établissement dans un Etat contractant, il est considéré pour les contestations relatives à leur exploitation comme ayant son domicile sur le territoire de cet Etat ».

Le Rapport Schlosser apporte les éclaircissements suivants au sujet des modifications apportées par la Convention d'adhésion à l'article 8 de la Convention de Bruxelles.

En ce qui concerne le premier alinéa de l'article 8, la seule modification de fond vise la coassurance.

En cas de coassurance, sont habituellement en présence, d'une part, l'apéríteur de la coassurance et, d'autre part, les autres coassureurs, chacun d'eux n'assurant qu'une partie du risque. Parfois, cette partie est très réduite. Dans ces conditions, il n'est pas justifié de prévoir la possibilité d'attirer l'ensemble des assureurs, y compris l'apéríteur, devant les tribunaux de chaque Etat dans lequel l'un des nombreux coassureurs a son domicile. La seule compétence internationale spéciale qui mérite d'être instituée est celle reposant sur la situation de l'apéríteur.

Le Groupe d'experts s'est demandé s'il convenait de prévoir un rattachement au domicile de l'apéríteur. Il a finalement décidé d'écarter cette solution car elle aurait permis d'attirer les autres coassureurs devant un tribunal de l'Etat du domicile de l'apéríteur, même lorsque ce dernier a été assigné devant un autre tribunal. Etablir une compétence additionnelle en fonction de la situation de l'apéríteur ne paraît justifié que si cette compétence permet de faciliter le regroupement des procédures engagées à la suite d'un sinistre.

C'est pour cette raison que le texte modifié de l'article 8, premier alinéa, prévoit la compétence du tribunal saisi de l'action intentée contre l'apéríteur. Les coassureurs peuvent être appelés devant ce tribunal au titre de leur participation à l'assurance, soit en même temps que l'apéríteur, soit ultérieurement.

Toutefois, le nouvel article 8, premier alinéa, n'impose pas le groupement des procédures. Rien n'empêche le preneur d'assurance d'assigner les différents coassureurs devant des tribunaux différents. Il est alors tenu de le faire devant l'un des tribunaux compétents en vertu de l'article 8, premier alinéa, points 1 et 2, nouvelle version, lorsque l'apéríteur a fourni spontanément sa prestation (n° 149, p. 116).

Le deuxième alinéa de l'article 8 de la Convention de Bruxelles a été supprimé parce qu'il pouvait être interprété comme fondant la compétence, non seulement sur l'intervention d'un agent de la compagnie d'assurance, mais également sur l'intervention de courtiers indépendants, lesquels sont nombreux au Royaume-Uni (n° 150, p. 116).

Par l'effet de la suppression du deuxième alinéa de l'article 8 de la Convention de Bruxelles, le troisième alinéa de cet article devient deuxième alinéa dans la nouvelle version. L'insertion dans cet alinéa du membre de phrase « ou tout autre établissement » vise uniquement à harmoniser le texte de l'article avec celui de l'article 5, point 5 de la Convention de Bruxelles (n° 150, p. 116).

311. *Les contrats de réassurance.* Le Rapport Schlosser affirme que les compétences particulières, prévues aux articles 7 à 12 de la Convention de Bruxelles, ne sont pas applicables aux contrats de réassurance, car « un contrat de réassurance ne peut être assimilé à un contrat d'assurance ». Le bien-fondé de cette affirmation laconique, péremptoire et non motivée semble susceptible d'être mis en doute. Il est rappelé que le Rapport Jenard ne s'était pas prononcé sur les contrats de réassurance.

312. *Les clauses attributives de juridiction dérogeant aux compétences particulières en matière d'assurances.* L'article 12 de la Convention de Bruxelles de 1968 dispose :

« Il ne peut être dérogé aux dispositions de la présente section que par des conventions :

- « 1. postérieures à la naissance du différend ou
- « 2. qui permettent au preneur d'assurance, à l'assuré ou au bénéficiaire de saisir d'autres tribunaux que ceux indiqués à la présente section
- « ou

« 3. qui, conclues entre un preneur d'assurance et un assureur ayant leur domicile dans un même Etat contractant, ont pour effet, alors même que le fait dommageable se produirait à l'étranger, d'attribuer compétence aux tribunaux de cet Etat sauf si la loi de celui-ci interdit de telles conventions ».

L'article 8 de la Convention d'adhésion remplace l'article 12 précité par un nouveau texte qui présente les caractéristiques suivantes, par rapport au libellé de 1968 :

- Le premier alinéa, ainsi que les numéros 1 et 2 du texte originel ne subissent aucune modification.
- Le domaine d'application du n° 3 a été élargi. Il suffit désormais que le preneur d'assurance et l'assureur aient eu, *au moment de la conclusion du contrat*, leur domicile ou leur résidence habituelle dans un même Etat contractant ;
- La possibilité de stipuler des clauses attributives de juridiction, dans le domaine des assurances, a été étendue, par l'adjonction de *deux dispositions nouvelles*, numérotées 4 et 5, au texte initial de l'article 12 de la Convention de Bruxelles.

Les nouvelles dispositions, ajoutées à la fin de l'article 12, ont la rédaction suivante :

« ou

« 4. conclues par un preneur d'assurance n'ayant pas son domicile dans un Etat contractant, sauf s'il s'agit d'une assurance obligatoire ou qui porte sur un immeuble situé dans un Etat contractant,

« ou

« 5. qui concernent un contrat d'assurance en tant que celui-ci couvre un ou plusieurs des risques énumérés à l'article 12 bis ».

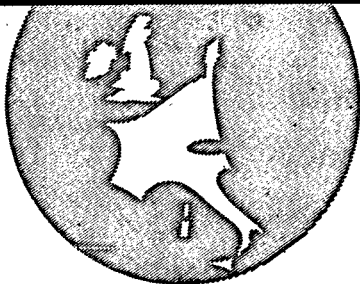
L'article 12 bis a été inséré dans la Convention de Bruxelles en vertu de l'article 9 de la Convention d'adhésion et concerne notamment la grande assurance maritime et aérienne. Il sera examiné ci-après (voir n° 313 *infra*).

Les explications fournies par le Rapport Schlosser au sujet des articles 12, n° 4 et 5, et 12 bis, peuvent être résumées très sommairement de la manière suivante.

L'adhésion du Royaume-Uni à la CEE a donné au marché des assurances une importance qu'il ne possédait pas jusqu'alors.

Au moment de la négociation de la Convention d'adhésion, le Royaume-Uni a fait valoir que :

1° Les dispositions des articles 7 à 12 de la Convention de Bruxelles, destinées à protéger le preneur d'assurance, sont inutiles lorsque ledit



preneur est domicilié en dehors de la Communauté ou détient une grande puissance économique. Ces dispositions entraîneraient des primes d'assurances plus élevées que celles pratiquées par les concurrents établis dans des Etats extérieurs à la CEE.

2° Le droit national d'un grand nombre de partenaires des Compagnies britanniques comporte des dispositions impératives qui ne sont pas compatibles avec les règles de compétence de la Convention de Bruxelles.

3° L'application des articles 7 à 12 de la Convention de Bruxelles, dans leur teneur initiale, inciterait les Compagnies d'assurances britanniques à recourir systématiquement à l'arbitrage.

Compte tenu des arguments des représentants du Royaume-Uni, le Groupe de travail a convenu d'étendre la possibilité de conclure des conventions attributives de juridiction dans le domaine des assurances.

313. *Le nouvel article 12 bis de la Convention de Bruxelles tendant à la validation de certaines clauses attributives de juridiction en matière d'assurances maritimes et aériennes.* Faisant suite au numéro 5 nouveau de l'article 12 de la Convention de Bruxelles adaptée (voir n° 312 *supra*), le nouvel article 12 bis, qui a été introduit dans cette convention en vertu de l'article 9 de la Convention d'adhésion de 1978, donne la liste suivante des contrats d'assurance maritime ou aérienne dans lesquels il peut être dérogé, par clauses conventionnelles, aux compétences particulières prévues à l'article 12.

Cette liste comprend les contrats suivants :

1° Les contrats d'assurance couvrant les risques de tout dommage aux navires de mer, aux installations au large des côtes et en haute mer, causé par des événements survenant en relation avec leur utilisation à des fins commerciales (article 12 bis, alinéa a).

2° Les contrats d'assurance couvrant les risques de tout dommage aux marchandises, autres que les

bagages des passagers, durant un transport réalisé par les navires ou aéronefs susmentionnés, soit en totalité, soit en combinaison avec d'autres moyens de transport (article 12 bis, n° 1, alinéa b).

3° Les contrats d'assurance couvrant toute responsabilité résultant de l'utilisation ou de l'exploitation des navires, installations ou aéronefs susmentionnés, pour autant que la loi de l'Etat contractant d'immatriculation de l'aéronef n'interdise pas les clauses attributives de juridiction dans l'assurance de tels risques (article 12 bis, n° 2, alinéa a).

Toutefois, les clauses attributives de juridiction restent interdites en ce qui concerne la responsabilité pour dommages corporels aux passagers ou à leurs bagages (article 12 bis, n° 2, alinéa a).

4° Les contrats d'assurance couvrant les risques de toute responsabilité du fait des marchandises durant un transport réalisé par les navires ou aéronefs susmentionnés, soit en totalité, soit en combinaison avec d'autres modes de transport (article 12 bis, n° 2, alinéa b).

5° Les contrats d'assurance couvrant toute perte pécuniaire liée à l'utilisation ou à l'exploitation des navires, installations ou aéronefs, conformément à l'alinéa 1° ci-dessus, notamment la perte du fret ou du bénéfice d'affrètement (article 12 bis, n° 3).

6° Les contrats d'assurance couvrant tout risque lié accessoirement à l'un des risques énumérés aux alinéas 1° à 5° ci-dessus (article 12 bis, n° 4).

Le Rapport Schlosser précise que les clauses attributives de juridiction, déclarées licites en vertu du nouvel article 12 bis, ne sauraient porter atteinte aux droits des tiers. En conséquence, les dispositions de l'article 10, paragraphes 2 et 3, concernant l'action directe de la personne lésée ainsi que la mise en cause de l'assureur (voir n° 36, *supra*, RMC, n° 232, décembre 1979, p. 578), ne sont pas affectées par les clauses attributives de juridiction prévues dans les contrats d'assurance maritime ou aérienne (n° 148, p. 116).

Paris, le 18 octobre 1980

# COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

## I. – Nominations

### COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Lors de sa session des 24 et 25 novembre 1980, le Conseil a nommé, sur proposition du Gouvernement français, M. Joseph Daul, vice-Président du C.N.J.A., membre du **Comité économique et social**, en remplacement de M. Pierre Boulnois, membre démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 18 septembre 1982.

### COMITÉ DU FONDS SOCIAL EUROPÉEN

★ Lors de sa session du 4 décembre 1980, le Conseil a nommé, sur proposition du Gouvernement britannique, M. David Stanley, Head of the Education and Training Department, Confederation of British Industry, membre titulaire du **Comité du Fonds social européen**, en remplacement de M. M.F. Downing, membre titulaire démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 9 novembre 1982.

★ Lors de sa session des 8 et 9 décembre 1980, le Conseil a nommé, sur proposition du Gouvernement danois, M. Finn Thorgrimson, Sekretær, Landsorganisationen i Danmark, membre titulaire du **Comité du Fonds social européen**, pour la durée restant à courir du mandat du Comité, soit jusqu'au 9 novembre 1982.

### COMITÉ CONSULTATIF POUR LA LIBRE CIRCULATION DES TRAVAILLEURS

Lors de sa session des 24 et 25 novembre 1980, le Conseil a nommé, sur proposition du Gouvernement irlandais, M. Cathal O'Feinneadha, Principal Officer, Department of Labour, et M. Vincent Keogh, Industrial Relations Executive Federated Union of Employers, membres titulaires du **Comité consultatif pour la libre circulation des travailleurs**, en remplacement respectivement de MM. J.R. Maher et J.C. Fegan, membres titulaires démissionnaires, pour la durée restant à courir du mandat de ceux-ci, soit jusqu'au 16 mars 1982.

### COMITÉ CONSULTATIF DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

Lors de sa session des 24 et 25 novembre 1980, le Conseil a arrêté, dans les langues des Communautés, la décision portant nomination des membres du **Comité consultatif de la Communauté européenne du charbon et de l'acier**, pour la période allant du 25 novembre 1980 au 24 novembre 1982 :

#### CATÉGORIE DES PRODUCTEURS

##### Secteur Charbon

##### BELGIQUE

M. Pierre URBAIN

##### DANEMARK

##### ALLEMAGNE

Dr. Karlheinz BUND  
Dr. Heinz REINTGES  
M. Rudolf LENHARTZ  
Dr. Walter BELLINGRODT

##### Secteur Acier

M. Christian OURY  
M. Rudolf GAUDER

M. Erland THRANE

Dr. Dieter SPETHMANN  
Dr. Ruprecht VONDRAN  
Dr. Jürgen KRACKOW



#### FRANCE

M. Pierre DELMON  
M. Jacques PETITMENGIN

M. Michel COLLAS  
M. Yves-Pierre SOULE

#### IRLANDE

M. Gerard FARREN

#### ITALIE

Dott. Alberto CAPANNA  
M. Luigi LUCCHINI

#### LUXEMBOURG

M. Paul METZ  
M. André ROBERT

#### PAYS-BAS

Drs. J.D. HOOGLANDT

#### ROYAUME-UNI

Sir Derek EZRA  
M. J.R. COWAN  
M. R.V. FINDLAY

M. R. SCHOLEY  
Dr. D. GRIEVES  
M. A.H. MORTIMER

#### CATÉGORIE DES TRAVAILLEURS

##### BELGIQUE

M. Jean DOYEN  
M. Germain DUHIN  
M. Jean OLYSLAEGERS

##### DANEMARK

M. Steffen MøLLER

##### ALLEMAGNE

M. Hans ALKER  
M. Rudolf NICKELS  
M. Karl-Ernst BROSCHE  
M. Hans MAYR  
M. Rudolf JUDITH  
M. Volker JUNG

##### FRANCE

M. Alain TACQUIN  
M. Louis BERGAMINI  
M. Pierre ROBERT  
M. Bernard MOURGUES

##### IRLANDE

M. Patrick DONEGAN

##### ITALIE

M. Ottaviano del TURCO  
M. Giangiacomo ITALIA  
Dott. Agostino CONTE

##### LUXEMBOURG

M. Mario CASTEGNARO

##### PAYS-BAS

M. A. SONNEVELD  
M. H. KRUL

##### ROYAUME-UNI

M. Joseph GROMLEY  
M. Lawrence DALY  
M. A.E. SIMPSON  
M. W. SIRS  
M. E. LINTON  
M. H.C. SMITH

#### CATÉGORIE DES UTILISATEURS ET NÉGOCIANTS

##### BELGIQUE

M. Lodewijk COOSEMANS  
M. Charles de la VALLEE  
POUSSIN

##### DANEMARK

M. Jørgen HARNE

##### ALLEMAGNE

Dr. Theo RIEDL  
Dr. Fritz BERG  
Dr. Bruno DEHLER  
M. Heinz M. WERSIG  
Dr. Günther NIEHAGE  
M. Heinz MOHR

##### FRANCE

M. Alain AUDIAT  
M. Jean GUILHAMON  
M. Georges IMBERT  
M. Jean LAURENS  
M. René TERREL

#### IRLANDE

M. James J. HUSSEY

#### ITALIE

M. Mario PORTANOVA  
M. Ferdinando PALAZZO  
Dott. Sivio BOBBIO

#### LUXEMBOURG

M. Raymond ACKERMANN

#### PAYS-BAS

M. J.W. BOTS  
Drs. S.J.G. WIJNANDS

#### ROYAUME-UNI

Sir Richard MARSH  
M. J.F. SAFFORD  
M. Edward S. JOHNSON  
M. J.S. DUTHIE  
M. D.A. DAVIS  
M. J.H. THOMAS

#### BURUNDI

Le 27 novembre 1980, les Communautés européennes ont donné l'agrément à S.E. Monsieur l'Ambassadeur Cyprien Mbonimpa, désigné par le Gouvernement de la République du Burundi, comme Représentant, respectivement Chef de la Mission de ce pays auprès de la Communauté économique européenne, de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et de la Communauté européenne de l'Energie atomique, en remplacement de S.E. Monsieur l'Ambassadeur Jérôme Ntungumburanye.

## II. - Activités communautaires

#### CONCLUSIONS DU CONSEIL EUROPÉEN

Luxembourg, les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 1980

Face aux préoccupations que suscite l'évolution de la situation internationale, le Conseil européen est conscient des responsabilités qui incombent à l'Europe.

Le Conseil estime que l'expérience et les ressources de l'Europe en font l'un des facteurs essentiels d'équilibre et de paix dans le monde.

C'est dans le contexte des solidarités qui unissent une Amérique forte et une Europe assurée d'elle-même et de son rôle que le dialogue et la concertation entre elles serviront le mieux la cause de la paix et de la liberté.

Le Conseil européen veillera dès lors à ce que soit renforcée la cohésion de l'Europe et à ce que sa voix soit entendue.

#### TREMBLEMENT DE TERRE EN ITALIE DU SUD

Le Conseil européen exprime sa profonde émotion devant la catastrophe qui frappe une partie de l'Italie du Sud. Les Chefs d'Etat ou de Gouvernement des Etats membres de la Communauté et de la Grèce manifestent leur profonde sympathie aux populations si cruellement éprouvées, aux familles durement frappées par le deuil, à tous ceux qui, dans ces tragiques circonstances, ont vu détruits leur foyer et leurs biens de production.

Les peuples des Etats membres de la Communauté européenne ne peuvent rester insensibles à ces tragiques événements. Outre l'aide spontanée offerte par les Gouvernements et autres autorités publiques ainsi que par une multitude de citoyens et d'associations de tous nos



pays, il est du devoir de solidarité de la Communauté et de ses Etats membres de consentir, dans les présentes circonstances, une aide exceptionnelle en faveur des zones sinistrées.

Le Conseil des Communautés européennes est invité à décider sans délai, sur proposition de la Commission et dans le cadre de la procédure budgétaire normale, en plus des aides d'urgence, des mesures exceptionnelles d'aide destinées à contribuer efficacement, notamment par un prêt bonifié, au programme de reconstruction des zones touchées de manière à atténuer l'incidence de la catastrophe sur la situation économique et sociale de ces régions et à faire en sorte que ces mesures puissent être suivies d'effets le plus tôt possible.

### SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Le Conseil européen a constaté que les augmentations répétées du prix du pétrole imposées aux pays consommateurs, sont la cause principale de la récession mondiale. Toute nouvelle augmentation du prix du pétrole aurait des conséquences dramatiques également pour les pays en voie de développement non producteurs de pétrole.

Le Conseil européen estime que les perspectives de l'économie européenne n'ont jamais appelé une attention plus vigilante.

Le Conseil européen est particulièrement préoccupé devant l'accroissement rapide du chômage dans les Etats membres de la Communauté. Il réaffirme que la réduction des taux d'inflation et l'amélioration de la compétitivité des entreprises, et par des investissements appropriés facilitant les nécessaires adaptations structurelles, constituent les moyens les plus appropriés pour assurer une meilleure croissance et combattre le chômage d'une manière durable. Un effort conjugué des Gouvernements avec le concours des partenaires sociaux, est indispensable pour faire face à cette situation. Les divers instruments communautaires doivent continuer, par priorité, à servir les politiques visant à réduire le chômage structurel et à améliorer l'infrastructure et la situation économique des régions rurales les plus défavorisées.

Un effort tout particulier devrait être poursuivi dans la Communauté et dans tous les Etats membres, en faveur des jeunes à la recherche d'un emploi et pour leur assurer une formation adaptée aux besoins.

Le Conseil européen réaffirme l'importance qu'il attache à un dialogue avec les partenaires sociaux, à la coordination et aux échanges d'informations entre Etats membres sur les politiques poursuivies en matière d'emploi. La Commission approfondira ses études sur la base desquelles le Conseil, dans la composition conjointe des Ministres de l'Economie, des Finances et des Affaires Sociales, sera appelé ultérieurement à délibérer.

Le Conseil européen rappelle les engagements de tous les Etats membres de la Communauté visant à réduire leur dépendance à l'égard du pétrole par des économies d'énergie et en ayant recours à d'autres sources d'énergie, y compris le charbon et l'énergie nucléaire et à tout faire pour éviter l'apparition de tensions artificielles sur le marché pétrolier. A cet égard, le Conseil européen a noté les conclusions auxquelles est parvenu, le 27 novembre, le Conseil (Energie).

### QUESTIONS FINANCIÈRES, SME

Le Conseil européen a examiné les développements intervenus depuis sa dernière session de Venise dans les domaines monétaire et financier, international et communautaire.

Il a constaté que les déséquilibres de paiements demeureraient une source de tension dans les relations monétaires et financières internationales et affectaient particulièrement certains pays en voie de développement. Il considère que le maintien d'un système monétaire et financier international stable est la condition pour que les politiques d'ajustement et le recyclage des capitaux contribuent parallèlement et de manière ordonnée à surmonter les déséquilibres existants et pour que les actions entreprises au bénéfice des pays en voie de développement soient poursuivies avec efficacité. Le Conseil européen a souligné que les travaux entrepris par les institutions internationales compétentes en vue de définir des solutions aux problèmes financiers posés par les chocs pétroliers répétés et aux besoins des pays en voie de développement devaient être poursuivis activement, dans le respect de l'indépendance et des compétences des institutions de Bretton-Woods. Il a confirmé que les Etats membres de la Communauté coordonneraient leurs positions dans ces débats.

Le Conseil européen constate que le système monétaire européen défini il y a deux ans, a fonctionné d'une manière exemplaire malgré tous les faits nouveaux intervenus depuis lors dans l'environnement international. Il a ainsi apporté une contribution essentielle à l'établissement d'un meilleur ordre monétaire, tant sur le plan communautaire que pour mieux répondre aux problèmes qui se posent sur le plan des relations monétaires internationales.

Il estime que les travaux entrepris devront être activement poursuivis au Conseil de ministres au sujet des problèmes monétaires de la Communauté, notamment en ce qui concerne l'aménagement des emprunts communautaires de balance des paiements et le développement progressif de l'utilisation de l'Ecu. Il a pris note de l'intention du Conseil de ministres et du Comité des Gouverneurs de renouveler les accords sur le concours à moyen terme et les arrangements de crédits croisés qui font partie intégrante du système monétaire européen. Il constate que l'ensemble de ces mesures contribuera à renforcer encore la zone de stabilité et de solidarité monétaires en Europe. Il confirme en outre qu'il est nécessaire que soient coordonnées les politiques en matière des taux d'intérêts ainsi que les politiques de change pratiquées à l'égard des pays tiers et qu'il soit procédé dans toute la mesure du possible à une concertation avec les autorités monétaires de ces pays.

Le Conseil européen confirme sa détermination de poursuivre le renforcement du système monétaire européen jusqu'à son passage, au moment approprié, à la phase institutionnelle. Il invite la Commission et le Conseil de ministres à poursuivre leurs travaux.

### DÉVELOPPEMENT ET INNOVATION INDUSTRIELS

Le Conseil européen a pris connaissance avec intérêt de la communication de la Commission sur l'Innovation.

Il considère que les entreprises de la Communauté, dans la nécessaire adaptation de leurs structures industrielles doivent résolument s'orienter vers l'application et le développement d'activités basées sur une approche novatrice. Cet effort doit être entrepris en liaison avec les partenaires sociaux, comme un élément nécessaire d'une politique active de l'emploi.

Il souhaite que les efforts entrepris dans ce sens par les Etats membres soient mieux coordonnés afin d'améliorer la compétitivité des produits européens en utilisant au mieux la dimension offerte par le Marché Commun.

Il demande que les autorités compétentes de la Communauté examinent comment éliminer la fragmentation des marchés, comment améliorer l'incitation à l'innovation ainsi que la diffusion des connaissances.



## COMMERCE INTERNATIONAL

Le Conseil européen a souligné l'importance d'assurer que le système des échanges mondiaux reste ouvert dans des conditions libres et équitables. A cet égard, il a souscrit à la déclaration du Conseil du 25 novembre relative aux relations de la Communauté avec le Japon.

## MANDAT CONFÉRÉ A LA COMMISSION LE 30 MAI 1980

Le Conseil européen a rappelé le mandat donné à la Commission des Communautés européennes de procéder, avant la fin du mois de juin 1981, à un examen du développement ultérieur des politiques communautaires, sans mettre en question ni la responsabilité financière commune pour ces politiques qui sont financées par des ressources propres à la Communauté, ni les principes de base de la politique agricole commune.

En tenant compte des situations et intérêts de tous les Etats membres, cet examen aura pour but d'éviter que des situations inacceptables se présentent de nouveau pour quelconque d'entre eux.

## UNION EUROPÉENNE

Le Conseil européen a pris acte des rapports présentés par les Ministres des Affaires étrangères et par la Commission sur les progrès réalisés l'année dernière vers l'Union européenne. Il a décidé que, comme par le passé, ces rapports seront publiés sous la forme appropriée.

## RAPPORT DES TROIS SAGES

Le Conseil européen a examiné le Rapport des Trois Sages sur la base d'une étude approfondie faite par les Ministres des Affaires étrangères.

Le Conseil européen a constaté que la profondeur de l'analyse de la situation institutionnelle et le réalisme des solutions proposées par les Trois Sages — inspirées d'une évaluation équilibrée des problèmes et des exigences de la Communauté ainsi que des instruments aptes à y faire face — font de ce rapport une source riche en idées et en suggestions pour l'amélioration des mécanismes et des procédures du système institutionnel de la Communauté.

L'abondance de ces idées et suggestions explique que les résultats des réflexions du Conseil européen et les conclusions concrètes qui en découlent pour le moment, ne couvrent pas exhaustivement l'ensemble des suggestions contenues dans le Rapport des Trois Sages et n'épuisent pas la matière. Celui-ci constitue et continuera à constituer, indépendamment des décisions qui pourront être prochainement prises, une base riche et utile d'idées et de suggestions auxquelles les Institutions et les Etats membres pourront faire référence en vue d'alimenter leurs réflexions sur le système institutionnel communautaire.

Le Conseil européen remercie les Ministres des Affaires étrangères de leur étude qui est à la base des conclusions auxquelles il est parvenu et qui seront publiées.

## PROBLÈMES DE L'APPROVISIONNEMENT PÉTROLIER

1. Lors de sa session du 27 novembre 1980, le Conseil a procédé à un échange de vues sur la situation de l'approvisionnement pétrolier résultant de l'arrêt des livraisons d'Irak et d'Iran.

2. La demande a été fortement réduite, en raison notamment des niveaux actuels d'activité économique mais aussi grâce aux résultats obtenus en matière d'économie de pétrole et de substitution de sources alternatives d'énergie. Pour cette raison et compte tenu des prélèvements

qui seront effectués sur les stocks élevés existants, il n'y a pas de déficit global de pétrole même s'il peut y avoir des difficultés limitées pour certains pays et certaines compagnies.

3. Le Conseil se félicite de l'accroissement de la production de pétrole décidé par certains Gouvernements de l'OPEP afin d'éviter que la situation ne se détériore et d'aider les pays consommateurs principalement touchés.

4. Dans les circonstances actuelles, des hausses de prix sur les marchés pétroliers ne sont pas justifiées et tant les pays producteurs que les pays consommateurs ont une responsabilité et un intérêt commun à éviter des mouvements spéculatifs à la hausse.

5. Le Conseil exprime sa détermination de faire tout ce qui est en son pouvoir pour éviter des tensions sur les marchés pétroliers au cours des prochains mois. Si l'on garde à l'esprit le taux très rapide d'augmentation intervenu au cours de ces dernières années, une nouvelle hausse des prix hypothèquerait gravement les perspectives économiques mondiales et aggraverait, en particulier, les problèmes des pays en développement importateurs de pétrole.

6. Les Etats membres de la Communauté, sous réserve que les autres pays consommateurs industrialisés procèdent de façon semblable, s'engagent à adopter les lignes d'action suivantes :

a) demander aux compagnies pétrolières d'utiliser les stocks en excédent par rapport aux obligations de réserve réglementaire. Les mesures significatives qu'ils ont convenu seront mises en œuvre de manière comparable et équitable et dans la limite où elles sont nécessaires pour éviter les tensions sur le marché.

La coordination et la vérification de ces mesures se feront en collaboration entre les Etats membres et la Commission ;

b) — prendre toutes dispositions nécessaires, en liaison avec les compagnies pétrolières, de façon à éviter que les prix à l'importation ne s'écartent des prix normaux ou

— demander aux compagnies pétrolières qu'elles s'abstiennent de tout achat anormal ;

c) favoriser l'ajustement des approvisionnements de façon à corriger les déséquilibres qui posent des problèmes particuliers pour certains Etats membres et encourager les Organisations Internationales compétentes à assister les compagnies pétrolières pour porter remède aux déséquilibres particuliers qui peuvent se produire entre elles ;

d) encourager davantage encore les économies de pétrole et sa substitution par d'autres formes d'énergie, dans les secteurs public et privé de manière à réduire la consommation ;

e) soutenir les productions nationales à un niveau élevé.

7. L'objectif essentiel sera d'éviter une demande globale de pétrole importé à un niveau supérieur à celui qui peut être rendu disponible par les pays producteurs. Les tendances de l'offre et de la demande et de stocks seront observées avec attention par la Commission en liaison avec les Etats membres. Les politiques seront, si nécessaire, adaptées pour modérer les besoins d'importation, compte tenu des degrés de dépendance différents à l'égard de celles-ci.

Le Conseil a invité les Etats membres à prendre les dispositions appropriées en étroite concertation avec la Commission.

## SIDÉRURGIE

Lors de sa session des 24 et 25 novembre 1980, le Conseil a approuvé les directives à la Commission permettant à celle-ci de proposer à certains pays exportateurs

d'acier vers la Communauté de conclure avec celle-ci de nouveaux arrangements bilatéraux pour l'année 1981.

Ces arrangements impliqueront d'une part une discipline de prix en vue de ne pas provoquer une perturbation du marché communautaire, et, d'autre part, le maintien des courants d'échanges traditionnels, en tenant compte toutefois tant de l'éventuelle réduction de la consommation à prévoir pour 1981 que des mesures anti-crise mises en application aux termes de l'article 58 du Traité CEEA et qui expirent le 30 juin 1981.

### SÉCURITÉ SOCIALE DES TRAVAILLEURS NON SALARIÉS

Lors de sa session du 27 novembre 1980, le Conseil a marqué son accord sur le règlement concernant la sécurité sociale des travailleurs non salariés qui se déplacent dans la Communauté.

Ce règlement fait franchir un pas important et très attendu à la réglementation communautaire dans le secteur de la sécurité sociale. Sa portée est large puisqu'il vise à étendre à tous les travailleurs indépendants le système communautaire de coordination des régimes nationaux de sécurité sociale dont les travailleurs migrants, proprement dits, bénéficient déjà depuis 1959. Ainsi se trouve comblée une lacune dans le système de sécurité sociale au niveau communautaire. Il était nécessaire en effet de tenir compte des progrès accomplis dans la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation de services des indépendants, ainsi que de l'évolution des systèmes de sécurité sociale des Etats membres dont certains assurent, dès à présent, aux indépendants une protection presque aussi étendue que celle dont bénéficient les travailleurs salariés.

Grâce à ce texte, désormais les travailleurs non salariés qui se déplacent dans la Communauté bénéficient, sous réserve de certaines exceptions, du même régime communautaire que les travailleurs salariés en ce qui concerne :

- l'égalité de traitement avec les nationaux au regard de la législation interne des Etats membres ;
- la détermination de la législation applicable ;
- les prestations des différentes branches de la sécurité sociale, telles que la maladie-maternité, l'invalidité, la vieillesse, le décès ainsi que le chômage dans certaines conditions.

En ce qui concerne les prestations familiales pour les membres de la famille des travailleurs indépendants qui résident dans un autre Etat membre que le travailleur indépendant, le règlement ne comporte pas de dispositions, le régime en vigueur dans le cadre du règlement (CEE) n° 1408/71 étant maintenu pour les seuls travailleurs salariés. Le problème général des règles à prévoir en matière de prestations familiales continue à être étudié au niveau communautaire.

Les exceptions prévues sont fort limitées et concernent essentiellement :

- les règles applicables en cas d'exercice simultané d'une activité non salariée sur le territoire de deux ou plusieurs Etats membres ;
- certaines modalités de totalisation des périodes d'assurance pour l'ouverture du droit aux pensions.

Afin que le règlement qui vient d'être approuvé par le Conseil puisse être appliqué, il conviendra de procéder à l'adaptation du règlement (CEE) n° 574/72 (règlement d'application) qui devra également être étendu aux travailleurs non salariés. Une proposition de la Commission à cet effet est attendue par le Conseil dans le proche avenir.

L'ensemble de la réglementation ainsi adoptée (règlement de base approuvé ce jour, règlement d'application)

entrera en vigueur simultanément sept mois après la publication au Journal officiel des Communautés européennes du règlement d'application.

### INTERVENTIONS DU FONDS SOCIAL EUROPÉEN

Le Conseil a adopté, lors de sa session du 27 novembre 1980, la décision prorogeant pour deux ans les quatre décisions du Conseil relatives aux interventions du Fonds social européen en faveur de certaines catégories de personnes.

Ces quatre décisions, qui ont ouvert le Fonds social européen respectivement aux travailleurs occupés dans les secteurs du textile et de l'habillement, aux travailleurs migrants, aux jeunes de moins de 25 ans et aux femmes, viennent à échéance à la fin de cette année.

Chacune de ces décisions résulte de mesures arrêtées dans le cadre de politiques communautaires ou d'une action commune et se réfère à une situation de l'emploi en déséquilibre, constatée pour une catégorie de travailleurs déterminée. L'évolution du marché de l'emploi est restée d'une manière générale préoccupante ; face à cette situation, il apparaît nécessaire que la Communauté poursuive ses efforts à l'égard de ces catégories de personnes qui déjà dans le passé ont rencontré des difficultés d'emploi.

### COMITÉ PERMANENT DE L'EMPLOI

Le Comité Permanent de l'Emploi a tenu sa 20<sup>e</sup> réunion le jeudi 11 décembre 1980 à Bruxelles sous la présidence de M. Jacques Santer, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale du Grand-Duché de Luxembourg.

Les travaux du Comité Permanent de l'Emploi ont débuté par un exposé de la Présidence au sujet de la situation de l'emploi dans la Communauté, notamment à la lumière des conclusions du récent Conseil européen à ce sujet.

En effet, le Conseil européen, lors de sa réunion des 1<sup>er</sup> et 2 décembre 1980, a consacré une part importante de ses travaux à l'examen de la situation économique et sociale de la Communauté et s'est montré particulièrement préoccupé devant l'accroissement du chômage dans les Etats membres de la Communauté.

Le Comité a pris connaissance avec intérêt de cette communication de la Présidence et plusieurs orateurs sont intervenus pour souligner l'urgence d'une action de la Communauté dans le domaine de l'emploi, dans la perspective de la session du Conseil, dans la composition conjointe des Ministres de l'Economie, des Finances et des Affaires sociales, préconisée par le Conseil européen.

Le Président du Conseil a en outre informé le Comité Permanent de l'Emploi des résultats du Conseil du 27 novembre relatif aux questions du travail et des affaires sociales, qui a été consacré notamment à des problèmes dans le domaine de la sécurité sociale des travailleurs migrants et des travailleurs non salariés.

Ensuite, le Comité a procédé à un échange de vues au sujet des dernières questions qui restent à traiter pour conclure l'examen du problème de l'aménagement du temps de travail, à savoir le travail volontaire partiel et la retraite flexible. A ces sujets, le Président a tiré les conclusions suivantes :

#### I. TRAVAIL VOLONTAIRE A TEMPS PARTIEL

Dans son échange de vues sur la communication de la Commission qui a été considérée comme une base très valable de travail, le Comité a constaté que le travail à temps partiel constitue une forme de travail pratiquée dans tous les Etats membres à des degrés de développement différents et dont les conditions d'exercice méritent un



examen approfondi en vue d'assurer, tout en tenant compte des pratiques nationales, des conditions de travail identiques à celles des travailleurs à temps plein, et de contribuer à l'égalité entre hommes et femmes.

Le Comité a constaté que les **quatre principes directeurs** établis par le Conseil dans sa résolution précitée, ont rencontré un large accord en son sein et pourraient servir de base pour les initiatives à prendre en la matière à l'avenir.

Le Comité a reconnu que le travail à temps partiel ne saurait constituer, d'une façon générale, un remède pour réduire le chômage, mais la réponse aux besoins et aspirations de certains travailleurs à un moment de leur vie. C'est pourquoi toutes les parties ont souligné que cette forme de travail devait avoir un **caractère volontaire** et donc ne pas être imposée ou appliquée par une transformation arbitraire d'emplois à temps plein en emplois à temps partiel.

A cet égard, certains orateurs ont estimé que l'introduction du travail à temps partiel dans l'entreprise devait faire l'objet d'une consultation et d'une négociation entre partenaires sociaux.

Le Comité a estimé qu'il conviendrait de poursuivre l'objectif tendant à **éliminer les discriminations de traitement** là où elles existent entre travailleurs à temps partiel et travailleurs à temps plein et entre hommes et femmes en ce qui concerne les conditions de travail et les droits et obligations sociaux, la protection contre le licenciement et l'accès à la formation étant entendu que pour la majorité des parties du Comité les prestations dont les travailleurs à temps partiel bénéficient (rémunération, sécurité sociale, autres avantages sociaux, fiscalité, etc.) **doivent être en règle générale proportionnelles** par rapport au temps de travail accompli.

Le Comité a reconnu qu'il était important que les travailleurs à temps partiel soient en mesure de disposer des précisions nécessaires sur leurs conditions de travail et notamment la **durée du travail et les horaires**, ces conditions devant être établies dans le cadre de contrats individuels ainsi que dans le cadre de la négociation collective, qui devrait également prendre en considération suivant l'avis de certaines parties les problèmes d'organisation de l'entreprise.

A ce sujet, les représentants des travailleurs ont estimé qu'il convenait en plus de préciser de telles conditions au moyen d'un **contrat de travail individuel écrit**.

En ce qui concerne la question de savoir s'il est opportun de prévoir au niveau communautaire le principe de **seuils minima** pour l'accès aux régimes de sécurité sociale, les représentants des travailleurs et des employeurs ont été d'accord pour ne pas prendre en considération un tel principe, estimant que l'accès au régime de sécurité sociale est réglé dans le cadre des systèmes nationaux législatifs et conventionnels.

Quant à la question de savoir si les travailleurs à temps partiel devraient bénéficier d'un **droit préférentiel** d'accès au travail à temps plein, lorsqu'un poste correspondant à leurs qualifications devient disponible dans l'entreprise, certaines parties et notamment les représentants des travailleurs ont souligné que les travailleurs en cause devraient avoir, dans certaines conditions, à leur demande, un droit absolu en la matière, alors que les représentants des employeurs ont fait valoir que tous les travailleurs devraient être traités sur un plan d'égalité, en fonction des qualifications et aptitudes requises pour occuper le poste vacant.

Le Comité a marqué son intérêt pour que, dans le cadre de la collaboration entre les gouvernements des Etats membres, les connaissances sur les statistiques, expériences et recherches en matière de travail à temps partiel soient améliorées.

En conclusion, le Comité a invité la Commission à traduire les orientations qui se sont dégagées de la présente discussion en **propositions d'instrument appropriées** pour une démarche future au niveau communautaire, compte tenu des possibilités de réaliser des progrès communs en la matière et en tenant compte des compétences des différentes parties concernées.

## II. RETRAITE FLEXIBLE

La discussion du Comité sur la communication de la Commission qui porte sur plusieurs orientations relatives à la retraite de la vie active s'est concentrée essentiellement sur le problème de la **retraite flexible**. A cet égard, un large consensus s'est dégagé pour reconnaître qu'il faudrait accorder progressivement à tous les travailleurs le **droit de choisir, à partir d'un certain âge, le moment de leur retraite**.

Les représentants des employeurs ont précisé que cette approche ne saurait se réaliser qu'à la condition que l'impact financier de la retraite flexible soit neutre et n'affecte pas la solidité des différents régimes légaux et conventionnels des prestations de vieillesse.

Les représentants des travailleurs ont souligné que la retraite flexible ne devrait comporter pour les travailleurs aucun préjudice financier.

Par ailleurs, il a été fait observer dans ce contexte que la retraite flexible peut constituer un moyen de mettre des emplois à la disposition des chômeurs ou des travailleurs menacés de licenciement. Le problème du coût devrait être apprécié compte tenu des charges financières importantes que l'indemnisation du chômage comporte tant pour la société que pour les entreprises.

Le Comité a estimé que les développements futurs de cette approche devraient tenir compte des spécificités nationales et des compétences des différentes parties concernées.

La Commission a été invitée à poursuivre ses travaux en ce domaine et à présenter des **propositions concrètes appropriées** le moment venu, étant entendu qu'en ce qui concerne la retraite progressive, un autre débat pourrait s'instaurer ultérieurement.

..

A l'issue de la réunion le Président du Conseil, ainsi que M. Lindner pour les représentants des employeurs, et M. Staedelin pour les représentants des travailleurs, ont tenu à rendre hommage à M. Vredeling, vice-Président de la Commission, chargé des affaires sociales, qui quitte ses fonctions à la fin de l'année en cours. Les orateurs ont souligné notamment son dévouement à la construction de l'Europe dans le domaine social, et sa ténacité dans la poursuite de solutions européennes équilibrées aux problèmes qu'il a adressés pendant la période de son mandat.

## PROTECTION CONTRE LES RISQUES LIÉS A UNE EXPOSITION A DES AGENTS CHIMIQUES, PHYSIQUES ET BIOLOGIQUES PENDANT LE TRAVAIL

Le Conseil a arrêté, lors de sa session du 27 novembre 1980, la directive concernant la protection des travailleurs contre les risques à une exposition à des agents chimiques, physiques et biologiques pendant le travail, sur laquelle il avait marqué son accord de principe lors de sa session du 9 juin 1980.

Il est rappelé que cette directive comporte, outre certaines obligations spécifiques immédiates dans le domaine de la surveillance de la santé et de l'information des travailleurs pour un nombre limité d'agents, un ensemble de dispositions cadres qui devront servir de base pour les

réglementations futures dans le domaine de la protection des travailleurs contre les agents nocifs tant au niveau national qu'au niveau communautaire.

La Grèce, consultée avant l'approbation finale de cette directive, disposera d'un délai d'application supplémentaire d'un an pour sa mise en œuvre.

#### **HARMONISATION DES DISPOSITIONS EN MATIÈRE SOCIALE DANS LE DOMAINE DES TRANSPORTS PAR ROUTE**

Lors de sa session du 4 décembre 1980, le Conseil a marqué son accord sur la résolution suivante :

« Le Conseil des Communautés européennes, se rappelant que lors de sa 647<sup>e</sup> session du 24 juin 1980, il est convenu de reprendre, lors de sa prochaine session consacrée aux questions de transports, l'examen de l'application du règlement (CEE) n° 543/69 du Conseil du 25 mars 1969, relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route, à la lumière des derniers rapports de la Commission disponibles en la matière :

- prend note du septième rapport de la Commission au Conseil à ce sujet ;
- constate que ce rapport démontre que l'application de la réglementation sociale donne encore lieu à des difficultés dans les différents Etats membres et n'a pas encore atteint un niveau suffisamment homogène entre les Etats membres ;
- souligne, une fois de plus, l'importance d'une application homogène et correcte de cette réglementation ;
- estime à cet égard qu'il convient notamment que :
  - = le contrôle de l'application des dispositions du règlement dans tous les Etats membres soit effectué de manière aussi efficace et correcte que possible ;
  - = tant la fréquence que l'intensité de ces contrôles dans certains Etats membres soient renforcées ;
  - = à cette fin, le tachygraphe soit introduit et utilisé dans tous les Etats membres dans les délais prescrits ;
  - = les Etats membres veillent à l'observation des dispositions interdisant certains types de rémunération de nature à compromettre la sécurité routière ;
  - = les administrations compétentes des Etats membres s'efforcent d'améliorer leur assistance mutuelle ;
  - = des mesures soient prises en vue d'une meilleure information des équipages et des employeurs de transports routiers, et qu'à cet effet, le Conseil note l'intention de la Commission d'établir en accord avec des experts nationaux le modèle d'un feuillet communautaire d'information ;
  - = les données indiquées par le compte rendu type, prévu à l'article 17, paragraphe 2 du Règlement (CEE) n° 543/69, respectant les rubriques de celui-ci notamment en ce qui concerne les nombres des contrôles et des infractions constatées ainsi que la nature et le niveau des sanctions infligées ».

#### **ASSISTANCE MUTUELLE EN CAS D'ACCIDENTS D'AVIATION**

Lors de sa session du 4 décembre 1980, le Conseil a marqué son accord sur la directive relative à la future coopération et à l'assistance mutuelle entre Etats membres dans les enquêtes sur les accidents d'aviation.

Aux termes de cette directive, qui s'inscrit dans le cadre de la liste de travaux prioritaires en matière de transports aériens approuvée par le Conseil en 1978, les Etats membres mettront à la disposition de l'Etat membre qui

mène une telle enquête les moyens nécessaires (installations, équipements, appareils, ainsi que les experts spécialisés dans ce type d'enquêtes). Cette directive contribuera ainsi à l'amélioration de la sécurité aérienne et à la prévention des accidents, la complexité de l'aviation moderne rendant nécessaire une telle assistance mutuelle.

Les mesures approuvées seront mises en œuvre à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1981.

#### **PERMIS DE CONDUIRE COMMUNAUTAIRE**

Confirmant sa décision du 24 juin dernier, le Conseil a arrêté, lors de sa session du 4 décembre 1980, la première directive relative à l'instauration d'un permis de conduire communautaire.

Cette décision introduit à partir de 1983 un système de reconnaissance mutuelle et d'échange de permis de conduire sans examen dans le cas où un ressortissant d'un Etat membre établit sa résidence dans un autre Etat membre.

Dans une première étape, le permis de conduire restera national mais sera établi dans tous les Etats membres sur la base d'un modèle communautaire uniforme.

Le Conseil a ainsi dans un nouveau domaine accompli un premier pas vers l'harmonisation des législations des Etats membres.

#### **SOUTIEN DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE**

A l'issue d'un bref débat au sujet de la proposition de règlement concernant le soutien des projets d'intérêt en matière d'infrastructure de transport, le Conseil, lors de sa session du 4 décembre 1980, a tiré les conclusions suivantes :

##### **« Le Conseil :**

- rappelant les conclusions adoptées lors de la session du 23 novembre 1978, relatives à la proposition de règlement du Conseil concernant le soutien des projets d'intérêts communautaire en matière d'infrastructure de transport et notamment l'importance qu'il avait attaché dès lors à ce que les travaux progressent rapidement ;
- prenant acte du rapport que la Commission lui a présenté en date du 19 juin 1980 sur les goulets d'étranglement dans les infrastructures de transport et les différentes modalités d'interventions envisageables ;
- prenant note de l'intention de la Commission de lui présenter dans les plus brefs délais un rapport sur les critères pour l'évaluation des projets d'intérêt communautaire à élaborer en collaboration avec le Comité en matière d'infrastructure ;
- constatant en outre la modification de ladite proposition que la Commission lui a présenté en date du 4 mars 1980 et qui vise à étendre le champ d'application du système de soutien financier à des projets d'infrastructure situés sur le territoire d'un pays tiers et présentant un intérêt considérable pour la Communauté, notamment en ce qui concerne le trafic entre Etats membres ;
- estimant qu'il convient de poursuivre tous travaux préparatoires utiles au sujet du soutien des projets d'intérêt communautaire en matière d'infrastructure de transport en vue d'établir tous les éléments nécessaires permettant au Conseil de statuer en la matière aussitôt que possible ;
- charge le Comité des Représentants Permanents de poursuivre activement l'examen de la proposition de règlement, y compris la modification de cette proposition, présentées par la Commission et de lui faire rapport le moment venu ».



## RÉUTILISATION DES VIEUX PAPIERS ET UTILISATION DE PAPIERS RECYCLÉS

A l'issue d'un échange de vues au sujet de la réutilisation des vieux papiers et de l'utilisation de papiers recyclés, le Conseil a marqué son accord de principe, lors de sa session du 12 décembre 1980, sur une recommandation. Celle-ci recommande aux Etats membres de définir et de mettre en œuvre des politiques visant à promouvoir l'utilisation de papiers et cartons recyclés fabriqués à partir de vieux papiers et en particulier à :

- favoriser l'utilisation de papiers et cartons recyclés et recyclables, notamment dans les administrations nationales, organismes publics et services publics nationaux qui peuvent donner l'exemple ;
- encourager autant que possible l'utilisation de papiers et cartons recyclés contenant un pourcentage élevé de vieux papiers mêlés ;
- réexaminer, compte tenu des derniers progrès de la technologie, les spécifications actuelles relatives aux produits à base de papier qui, pour des raisons autres que l'adéquation d'un produit à son usage, jouent au détriment de la réutilisation des vieux papiers et de l'utilisation de papiers et cartons recyclés ;
- mettre en œuvre des programmes d'éducation des consommateurs et des fabricants afin de promouvoir les produits à base de papier et de carton fabriqués à partir de papiers et cartons recyclés ;
- développer et promouvoir des utilisations du vieux papier autres que son utilisation comme matière première entrant dans la fabrication du papier et du carton ;
- encourager l'utilisation de produits (encres, colles, etc.) n'empêchant pas le recyclage ultérieur des papiers et cartons.

## III. — Relations extérieures

### CONCLUSIONS DU CONSEIL EUROPÉEN Luxembourg, les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 1980

#### MOYEN-ORIENT

Le Conseil européen a fait le point de l'action menée par les Neuf depuis l'adoption de la Déclaration de Venise sur le Moyen-Orient.

Le Conseil a entendu le rapport de M. Thorn sur la mission qu'il a effectuée au nom des Neuf et en application du paragraphe 11 de la Déclaration de Venise. Il a constaté que cette mission avait fait ressortir le grand intérêt suscité par la prise en position de l'Europe et qu'elle avait été à cet égard un succès.

Les résultats de la mission confirment que les principes de la Déclaration de Venise renferment les éléments nécessaires d'un règlement global, juste et durable, à négocier entre les parties concernées. Ils renforcent la détermination des Neuf d'apporter leur contribution à la recherche d'un tel règlement.

Dans cet esprit, le Conseil européen a approuvé la décision des Ministres des Affaires étrangères d'entreprendre une réflexion destinée à clarifier et à concrétiser les principes de Venise. Cette réflexion a abouti à la rédaction d'un rapport concernant les principaux problèmes en relation avec un règlement global et comportant les chapitres suivants : évacuation, autodétermination, sécurité au Proche-Orient, Jérusalem.

Le rapport souligne que les mesures à prévoir au titre de ces quatre chapitres devraient constituer un ensemble cohérent et donc être soigneusement coordonnées.

Le Conseil européen a marqué son accord sur cette approche.

Il a noté que différentes formules étaient concevables pour donner corps à certains des principes de Venise, notamment en ce qui concerne la durée de la période transitoire précédant le scrutin d'autodétermination, la définition de l'autorité provisoire sur les territoires évacués, les conditions et modalités de l'autodétermination, les garanties de sécurité, Jérusalem.

En vue d'une exploration plus approfondie de ces formules et avec la volonté d'encourager un climat plus favorable à des négociations, le Conseil européen a jugé nécessaire que de nouveaux contacts soient pris avec les parties concernées, parallèlement à la poursuite des réflexions internes.

Le Conseil européen, en conséquence, a chargé la présidence en exercice en consultation avec les Ministres des Affaires étrangères de prendre ces contacts.

Le Conseil a par ailleurs invité les Ministres à poursuivre leurs réflexions, en tenant compte des développements de la situation et à lui faire rapport.

Le Conseil européen a défini ce programme d'action afin de disposer d'une plate-forme cohérente susceptible de favoriser un rapprochement entre les parties concernées.

#### RELATIONS EST-OUEST

Le Conseil européen a procédé à un échange de vues approfondi sur l'évolution des relations Est-Ouest.

1) Au sujet de la réunion de Madrid, le Conseil européen a souligné l'importance que les Neuf attachent au processus de la C.S.C.E. et leur disposition à les poursuivre. Il a rappelé que le respect par tous des principes de l'Acte Final d'Helsinki est le fondement de ce processus et la condition de sa poursuite.

Il a affirmé la volonté des Neuf de ne pas se satisfaire à Madrid de résultats d'apparence mais d'y parvenir sur les différents chapitres à des progrès réels et équilibrés. Il a notamment confirmé dans cet esprit le soutien que les Neuf avaient déjà marqué dans leur déclaration du 20.11.1979 au projet de conférence sur le désarmement en Europe, comportant dans sa première phase l'élaboration de mesures de confiance contraignantes et vérifiables et s'appliquant à l'ensemble du continent européen.

2) Le Conseil européen a exprimé sa sympathie pour la Pologne et a énoncé la position des Neuf dans les termes suivants :

1. Les Neuf se conforment et se conformeront strictement dans leurs relations avec la Pologne à la Charte de l'Organisation des Nations unies et aux principes de l'Acte Final d'Helsinki.

2. Dans ce contexte, ils rappellent qu'en souscrivant à ces principes, les Etats participants à l'Acte Final se sont engagés notamment :

- à respecter le droit de chaque pays de choisir et de développer librement son système politique, social, économique et culturel ainsi que celui de déterminer ses lois et ses règlements ;
- à s'abstenir de toute intervention directe ou indirecte, individuelle ou collective dans les affaires intérieures ou extérieures relevant de la compétence nationale d'un autre Etat participant quelles que soient leurs relations mutuelles ;
- à reconnaître le droit de chaque peuple de poursuivre à son gré et sans ingérence extérieure son développement politique, économique, social et culturel.



3. En conséquence les Neuf appellent tous les Etats participants à se conformer à ces principes à l'égard de la Pologne et du peuple polonais. Ils soulignent que toute autre attitude aurait sur l'avenir des relations internationales en Europe et dans le Monde des conséquences très graves.

4. Ils affirment leur disponibilité à répondre, dans la mesure de leurs moyens, aux demandes de soutien économique, qui leur ont été adressées par la Pologne.

## LIBAN

La situation au Liban, dont les derniers développements continuent de susciter de vives inquiétudes, a de nouveau retenu l'attention du Conseil européen.

Les Neuf tiennent à réaffirmer que l'unité, l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban doivent être pleinement respectées. Cette condition est indispensable pour que le Gouvernement légitime du Liban puisse rétablir la paix sur l'ensemble du territoire. Le Liban appartient aux Libanais : à eux seuls revient la responsabilité de définir les règles de leur coexistence.

Dans cet esprit, les Neuf lancent un nouvel appel au respect de l'intégrité des frontières du Liban ainsi qu'à la sécurité de sa population. Le respect des frontières internationales du Liban constitue, en effet, l'un des éléments essentiels de la sécurité et de la stabilité dans la région.

Ainsi qu'ils l'ont déclaré le 13 juin à Venise, les Neuf souhaitent enfin que la FINUL soit mise en mesure de remplir le mandat qui lui a été confié par le Conseil de Sécurité.

Le Conseil européen réaffirme que l'un des objectifs de l'action des Neuf en faveur de la paix au Proche-Orient vise à restaurer le Liban dans l'intégrité de ses frontières et dans le plein exercice de sa souveraineté nationale.

## JORDANIE/SYRIE

Le Conseil européen prend note avec inquiétude de la situation survenue entre la Jordanie et la Syrie, deux Etats avec lesquels les Neuf entretiennent depuis longtemps des relations étroites. Ils lancent un appel aux gouvernements concernés pour qu'ils exercent la plus grande réserve et s'efforcent de régler tout désaccord par des moyens pacifiques, y compris une action éventuelle dans le cadre des Nations unies.

## RELATIONS AVEC LE JAPON

Lors de sa session des 24 et 25 novembre 1980, le Conseil a procédé à un débat approfondi sur l'état des relations entre la Communauté et le Japon à la suite duquel il a adopté la déclaration suivante :

Le Conseil exprime les préoccupations graves que lui inspirent l'état actuel et l'évolution probable des échanges entre le Japon et la Communauté.

Il estime que la pénétration des produits communautaires européens sur le marché japonais reste inadéquate.

Il considère par ailleurs que la concurrence japonaise, de par sa nature et l'étendue de l'effort qui la sous-tend et du fait qu'elle se concentre sur un nombre réduit de secteurs particulièrement sensibles, entraîne un déséquilibre qui pèse sur le développement normal des échanges internationaux. La Commission, en coopération avec les Etats membres, devrait entreprendre une analyse détaillée de la concentration des exportations japonaises vers la Communauté et, d'une manière plus générale, de la stratégie industrielle et commerciale du Japon.

En conséquence, le Conseil est convenu de la nécessité d'instaurer, entre la Communauté et le Japon, un dialogue large fondé sur une stratégie commune.

Cette stratégie devrait avoir pour principe fondamental que le Japon ne tentera pas de résorber, par une agressement excessive sur les marchés d'exportation, le déficit de la balance des paiements résultant de l'augmentation récente des prix du pétrole et qu'il devra accroître d'urgence ses importations de produits communautaires.

Afin de promouvoir ce dialogue, certains développements sont essentiels, à savoir :

I) dans les secteurs où la progression des exportations japonaises vers la Communauté européenne créerait des difficultés, une modération effective visant à produire des résultats rapides et tangibles, est nécessaire. Cette modération devrait s'exercer à l'égard de l'ensemble de la Communauté européenne et pas seulement à l'égard de certains de ses marchés ;

II) le yen devrait refléter la capacité intrinsèque de l'économie japonaise ;

III) les autorités japonaises devraient s'abstenir de prendre de nouvelles mesures ayant pour effet de réduire les importations. En fait, le Gouvernement japonais devrait prendre l'engagement clair d'accroître, de manière substantielle et à bref délai, ses importations de produits communautaires. Les pouvoirs publics japonais devraient faciliter les investissements industriels et les activités bancaires européens au Japon ;

IV) en ce qui concerne les importations, les autorités japonaises devraient veiller à éviter les mesures ou réglementations accordant à d'autres partenaires importants un régime plus favorable qu'à la Communauté ;

v) de nouveaux progrès devraient être réalisés du côté européen pour amener les entreprises européennes à définir une politique permettant de mieux affronter la concurrence japonaise. Cette politique suppose non seulement une restructuration des activités en Europe, mais aussi une pénétration plus grande sur le marché japonais.

Pour autant que des résultats tangibles soient atteints dans ces domaines, certaines possibilités de procéder de part et d'autre à une libéralisation pourraient être exploitées.

En outre, des discussions devraient être engagées — en particulier entre les entreprises et les hommes d'affaires intéressés — sur la coopération industrielle et notamment les possibilités d'investissement au Japon et dans la Communauté, de création d'entreprises communes et de transferts de technologie.

C'est sur cette base, et à la lumière d'études complémentaires à effectuer conjointement avec les Etats membres, à la fois en ce qui concerne les problèmes généraux et particuliers, que la Commission mènera ses discussions prochaines avec les autorités japonaises. Au cours de ces discussions, elle maintiendra un contact étroit avec le Comité spécial de l'article 113 et elle fera rapport au Conseil d'ici la fin de février 1981.

Le Conseil sera tenu informé d'une manière continue des résultats du dialogue. Il donnera à la Commission, à tout moment nécessaire et à la lumière des résultats de ces efforts, les directives de négociations nécessaires.

## CONVENTION ACP-CEE

Le Congo et le Cameroun ont accompli, le 28 novembre 1980, auprès du Secrétariat Général du Conseil des Communautés européennes, les procédures relatives à la ratification de la deuxième Convention ACP-CEE de Lomé. Ce



sont les 40<sup>e</sup> et 41<sup>e</sup> Etats ACP, sur les 59 Etats ACP signataires, qui ont accompli cette procédure.

Il est rappelé que la Communauté et le Zimbabwe ont, le 4 novembre 1980, signé l'accord d'accession de ce pays à la Convention de Lomé, accord qui est en cours de ratification.

D'autre part, l'Italie a, le 29 novembre 1980, déposé les instruments de ratification de la Convention de Lomé auprès du Secrétariat des Etats ACP.

Enfin, le **Conseil des Communautés européennes** a déposé, le 2 décembre 1980, auprès du Secrétariat des Etats ACP, l'acte de conclusion, par la Communauté, de la Convention de Lomé.



L'article 182 de la deuxième Convention ACP-CEE de Lomé prévoit que l'entrée en vigueur de celle-ci aura lieu le 1<sup>er</sup> jour du deuxième mois suivant le dépôt des deux tiers des instruments de ratification des Etats ACP et du dernier instrument de ratification du côté de la Communauté.

Toutes les conditions prévues par cette disposition ayant été réunies, la seconde Convention de Lomé entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1981.

#### CEE/CHYPRE

La 6<sup>e</sup> session du Conseil d'Association s'est tenue le 24 novembre 1980, au niveau ministériel, à Bruxelles.

Les deux délégations ont tout d'abord examiné la question du fonctionnement de l'Accord d'Association.

Elles ont constaté, en ce qui concerne la coopération financière entre la Communauté et Chypre, qu'un accord de principe était intervenu sur un certain nombre de projets susceptibles d'un financement de la part de la Communauté.

En ce qui concerne l'évolution des échanges entre la Communauté et Chypre elles ont relevé, malgré un déficit persistant de la balance commerciale de Chypre vis-à-vis de la Communauté, également un certain nombre d'éléments positifs.

Les deux délégations ont ensuite procédé à un échange de vues sur la question du passage à la deuxième étape de l'Accord d'Association, au terme duquel le Conseil d'Association est parvenu aux conclusions suivantes :

Les deux Parties sont d'accord pour engager au 1<sup>er</sup> janvier 1981 le processus de passage à la seconde étape de l'Accord d'Association. Ce processus sera réalisé selon différentes phases comportant les éléments suivants :

1. Un Protocole additionnel serait négocié entre la Communauté et Chypre d'ici la fin de l'année en cours pour proroger le régime actuel jusqu'au 31 décembre 1981.

2. A partir du début de l'année 1981, les Parties entendraient en négociation pour définir le régime commercial qui sera d'application pendant les années 1982 et 1983.

3. A partir de l'année 1982, les Parties négocieraient les conditions et modalités de la mise en œuvre de l'article 2, paragraphe 3 de l'Accord d'Association CEE-Chypre.

4. Il est entendu que les avantages prévus devront bénéficier à l'ensemble de la population de l'île.

Enfin le Conseil d'Association a pris acte de ce que les négociations en vue de la conclusion d'un Protocole d'adaptation à l'Accord d'Association avec Chypre afin de tenir compte de l'adhésion de la Grèce étaient à présent achevées et que la signature de ce Protocole d'adaptation devrait intervenir dans un proche avenir.

#### CEE/AUTRICHE

Le Protocole additionnel à l'Accord entre la CEE et l'Autriche, ainsi que le Protocole additionnel à l'Accord entre les Etats membres de la CECA et l'Autriche suite à l'adhésion de la République Hellénique à la Communauté ont été signés, le 28 novembre 1980, au siège du Conseil à Bruxelles.

Ces Protocoles comportent l'adaptation de l'Accord de libre échange entre les Communautés européennes et la République d'Autriche à l'élargissement des Communautés le 1<sup>er</sup> janvier 1981 par la Grèce.

#### ACCORD CEE/PORTUGAL

Au cours d'une cérémonie qui a eu lieu le 3 décembre 1980 au siège du Conseil des Communautés européennes à Bruxelles, a été signé un Accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté économique européenne et la République portugaise relatif à la mise en œuvre d'une aide pré-adhésion en faveur du Portugal.

L'Accord prévoit la participation de la Communauté, à titre exceptionnel, pendant la période allant de son entrée en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du traité d'adhésion du Portugal aux Communautés européennes, au financement d'actions concrètes entreprises par le Gouvernement portugais conformément à l'objectif précité.

A cet effet, un montant total de 275 MUCE pourra être engagé à concurrence de :

— 150 MUCE sous forme de prêts de la Banque européenne d'investissement sur ses ressources propres, dont 125 MUCE assortis d'une bonification d'intérêts de 3% à charge du budget des Communautés ;

Ces prêts seront destinés au financement ou à la participation au financement de projets d'investissements appelés à contribuer, en vue notamment de faciliter le développement régional du Portugal, à l'accroissement de la productivité et au renforcement de l'économie portugaise, et à favoriser en particulier l'amélioration des structures industrielles du Portugal, la modernisation de son secteur agricole et de la pêche, le développement des infrastructures ;

— 125 MUCE sous forme d'aides non remboursables à charge du budget des Communautés dont 25 MUCE seraient affectés aux bonifications d'intérêts précitées et 100 MUCE au financement ou à la participation au financement de projets ou programmes de coopération et d'actions d'assistance technique.

Dans le choix des projets ou programmes de coopération, une attention particulière sera apportée à ceux visant à favoriser notamment :

— la restructuration, la modernisation et le développement des petites et moyennes entreprises ;  
— l'amélioration des structures de production et de commercialisation dans le secteur agricole et de la pêche ;  
— la création d'infrastructures visant à faciliter un développement plus équilibré d'un point de vue régional ;  
— la mise en place d'une politique nationale intégrée de formation professionnelle s'appuyant sur un réseau de centres de formation professionnelle.

L'Accord est appelé à entrer en vigueur après l'accomplissement des procédures propres à chacune des deux Parties.

Le Conseil des Communautés européennes, pour sa part, arrêtera après consultation de l'Assemblée le règlement portant conclusion dudit Accord.

#### COOPÉRATION CEE/TUNISIE

Le Conseil de Coopération CEE/Tunisie a tenu, le 15 décembre 1980, à Bruxelles, sa deuxième session au niveau ministériel.



Cette session du Conseil de Coopération a permis en premier lieu aux deux délégations de faire le point de l'application de l'Accord de Coopération.

En ce qui concerne les échanges commerciaux, le Conseil de Coopération a constaté que sans être encore pleinement satisfaisante, l'évolution des courants d'échanges entre la Communauté et la Tunisie était globalement positive pour ce pays. Il a toutefois noté que le déficit commercial de la Tunisie à l'égard de la Communauté, quoique atténué en 1979, restait important.

Dans le domaine de la coopération économique prévue à l'article 4 de l'Accord, le Conseil de Coopération a pris note avec satisfaction de ce qu'un rapport, qui fait apparaître un certain nombre d'actions de coopération identifiées en commun, sera incessamment soumis au Comité puis au Conseil de Coopération. Il a également invité les experts des deux parties à poursuivre la mise en œuvre des projets disponibles à cet effet.

Pour ce qui est de l'application du Protocole financier, les deux délégations ont pris acte avec satisfaction des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la coopération financière. Elles ont aussi constaté que les fonds prévus au titre du Protocole financier devraient pouvoir être engagés intégralement dans les délais prévus. Le Conseil de Coopération a enfin pris note du souhait exprimé par la délégation tunisienne d'un renouvellement du Protocole financier qui devrait être, à son avis, axé essentiellement sur des projets agricoles.

Quant aux dispositions de l'Accord relatives à la main-d'œuvre, le Conseil de Coopération a pris acte de la volonté exprimée par les deux délégations d'intensifier leurs travaux internes respectifs concernant la préparation de la mise en œuvre des principes de sécurité sociale énoncés à l'article 40 de l'Accord. Le Conseil de Coopération a également pris acte d'une demande de la délégation tunisienne concernant les échanges de vues sur les problèmes socio-culturels de la main-d'œuvre tunisienne dans la Communauté qui ont été prévus dans un échange de lettres annexé à l'Acte final de l'Accord.

Enfin, le Conseil de Coopération s'est félicité des premiers contacts qui ont été établis entre l'Assemblée Nationale tunisienne et l'Assemblée européenne suite à la visite de Mme Simone Veil, Président du Parlement européen, en Tunisie, du 5 au 9 septembre 1980 à l'invitation du Président de l'Assemblée Nationale tunisienne, le Dr Mokaddem.

Le Conseil de Coopération a invité ces deux institutions à développer et approfondir leur coopération au sens de l'article 47 de l'Accord de Coopération.

Le Conseil de Coopération s'est ensuite penché sur les préoccupations de la délégation tunisienne à l'égard des répercussions de l'élargissement des Communautés sur la coopération entre la Tunisie et la CEE.

La délégation tunisienne a réitéré les préoccupations que lui inspire l'élargissement de la Communauté pour l'avenir des relations entre son pays et la Communauté. Elle a demandé de pouvoir procéder avec la Communauté à une réflexion commune sur les conséquences de cet élargissement et d'être consultée sur les aménagements éventuels de la politique agricole commune.

Concernant l'huile d'olive en particulier, après avoir souligné l'importance vitale que revêt ce secteur en Tunisie tant sur le plan économique que sur le plan social, la délégation tunisienne a considéré que l'élargissement de la Communauté va se traduire dans l'immédiat du fait de l'entrée de la Grèce dans la Communauté, par une réduction substantielle des exportations de la Tunisie de ce produit vers la CEE. Dans le même ordre d'idées, elle a souligné que le futur élargissement à l'Espagne et au Por-

tugal ne manquera pas d'aggraver cette tendance jusqu'à aboutir au blocage complet des exportations d'huile d'olive tunisienne vers la Communauté si l'on ne tenait pas compte d'ores et déjà de la spécificité de cette situation en vue de préserver les intérêts de la Tunisie en cette matière.

La délégation de la Communauté a déclaré qu'elle était consciente que l'élargissement à l'Espagne et au Portugal causait de sérieuses préoccupations à ses partenaires du bassin méditerranéen dont la Tunisie. Elle a rappelé qu'elle avait entamé de son côté et qu'elle était appelée à poursuivre, parallèlement aux négociations d'adhésion en cours avec le Portugal et l'Espagne, une réflexion d'ensemble approfondie quant aux répercussions de son élargissement sur ses relations avec les pays tiers. Elle a indiqué qu'elle examinera attentivement, dans le cadre de sa réflexion d'ensemble, les préoccupations de la délégation tunisienne étant entendu que celle-ci pourrait faire part de ses observations complémentaires, tant dans le cadre du Comité de Coopération ou du Conseil de Coopération que dans celui des contacts réguliers qui existent entre les pays partenaires préférentiels de la Communauté, dont la Tunisie, et les services compétents de la Commission. La Communauté s'efforcera de prendre en considération les préoccupations particulières de ses partenaires méditerranéens et donc de la Tunisie, dans le cadre de ses travaux relatifs aux conséquences du nouvel élargissement à l'égard des pays tiers.

La délégation de la Communauté a, par ailleurs, confirmé sa disponibilité à procéder avec la délégation tunisienne à des échanges de vues au moment où des solutions se dégageront dans le cadre des négociations d'adhésion avec le Portugal et avec l'Espagne.

En ce qui concerne l'adhésion de la Grèce à la Communauté, le Conseil de Coopération a pris acte de ce que des négociations en vue de la conclusion d'un Protocole d'adaptation CEE/Tunisie devraient intervenir incessamment.

#### **AIDE D'URGENCE EN FAVEUR DES VICTIMES DES ÉVÉNEMENTS AU CAMBODGE**

Lors de sa session des 24 et 25 novembre 1980, le Conseil, sur proposition de la Commission, a marqué son accord sur un montant supplémentaire de 20 millions d'UCE à titre d'aide d'urgence à mettre à la disposition des organisations internationales chargées de venir en aide aux victimes des événements au Cambodge. Le montant en question doit couvrir la période d'octobre à décembre 1980 ainsi que les premiers mois de 1981.

Ce nouveau montant vient s'ajouter à l'aide d'urgence de 20 millions d'UCE et à l'aide alimentaire équivalente à 35 000 tonnes de céréales déjà approuvées par le Conseil lors de sa session du 13 mai 1980.

#### **AIDE D'URGENCE EN FAVEUR DES VICTIMES DU RÉCENT TREMBLEMENT DE TERRE EN ALGÉRIE**

Lors de sa session des 24 et 25 novembre 1980, le Conseil a marqué son accord sur la proposition de la Commission de mettre à la disposition du Gouvernement algérien un montant supplémentaire de 1 million d'UCE à titre d'aide d'urgence en faveur des victimes du récent tremblement de terre d'El Asnam.

Il est rappelé que, lors de sa session du 20 octobre 1980, le Conseil avait déjà approuvé un premier montant de 1 million d'UCE en faveur des victimes du tremblement de terre d'El Asnam ; il avait également approuvé l'attribution à l'Algérie d'une aide alimentaire d'urgence lors de sa session du 17 novembre 1980.

# DROIT SOCIAL

numéro spécial

## LES CONTRATS DE TRAVAIL A DURÉE DÉTERMINÉE

### sommaire

#### Introduction

— **Le droit du travail, la crise, les contrats de travail à durée déterminée**, par Jean-Jacques DUPEYROUX, Directeur du Département du Droit du Travail de l'Université de Droit, d'Economie et de Sciences sociales de Paris

#### Première partie : Première approche

— **Plasticité du capital et nouvelles formes d'emploi**, par Gérard LYON-CAEN, Professeur à l'Université de Paris I, Directeur du Centre de Recherches de Droit social

— **Une loi d'opportunité bien accueillie par le patronat**, par Raymond DARCEL, Secrétaire général du Service juridique de l'Union régionale parisienne C.F.T.D.

— **Contrats de Travail à durée déterminée et évolution des indicateurs du marché du travail**, par Gérard VANDERPOTTE

— **Premier inventaire des difficultés d'interprétation et d'application de la loi relative au contrat de travail à durée déterminée**, par Pierre SAINT-JEVIN

#### Deuxième partie : analyse des principaux problèmes

— **Les nouveaux contrats de travail à durée déterminée**, par Gérard COUTURIER, Professeur à la Faculté de Droit de Dijon

— **Le renouvellement des contrats de travail à durée déterminée après la loi du 3 janvier 1979**, par Jean PELISSIER, Professeur de Droit du Travail à l'Université Jean-Moulin (Lyon III)

— **Réalité du terme et volonté des parties dans les contrats de travail à durée déterminée**, par Guy POULAIN, Maître-Assistant, Chargé de Conférences à la Faculté de Droit et des Sciences politiques de Strasbourg

— **La rupture anticipée du contrat de travail à durée déterminée**, par André DUNES, Rédacteur en chef des Editions Dalloz

— **Contrats de travail à durée déterminée et indemnisation du chômage**, par Thierry BERANGER, Assistant du Directeur de l'U.N.E.D.I.C.

#### En marge

— **Le particularisme du droit du travail dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics**, par Dominique LARGER

#### Conclusion

— par Jean LAROQUE, Président de la chambre sociale de la Cour de Cassation

#### Annexe

— **Texte de la loi n° 79-11 du 3 janvier 1979 relative au contrat de travail à durée déterminée**

### NUMÉROS SPÉCIAUX PARUS EN 1980

**Le partage du travail .— La médecine du travail et le droit .—  
Les nouveaux prud'hommes .— Les contrats de travail à durée déterminée.**

**DROIT SOCIAL 3, rue soufflot 75005 PARIS. Tel. 634 10 30**

# DROIT SOCIAL

Numéros spéciaux parus en 1980

Le partage du travail (janvier 1980)

La médecine du travail et le droit

Les nouveaux prud'hommes

Les contrats de travail à durée déterminée

## DROIT SOCIAL

3, rue Soufflot - F - 75005 PARIS  
Tél. (1) 634.10.30



personnel temporaire pour  
**la manutention  
l'industrie  
le bureau**

### AGENCES

#### PARIS

75004	1, rue du Renard	Tél. 272.86.50
75014	101-103, av. du Général Leclerc	Tél. 540.86.46
75013	20-22, rue Bobillot	Tél. 580.34.90
75018	18, av. Marx Dormoy	Tél. 200.25.44

#### BANLIEUE

92600 ASNIERES	32, rue P. Brossolette	Tél. 790.91.22
93120 LA COURNEUVE	29, av. P.V. Couturier	Tél. 836.60.60
92000 NANTERRE	8, av. Georges Clémenceau	Tél. 724.22.33

#### PROVINCE

80000 AMIENS	53, rue des Jacobins	Tél. 91.79.20
90000 BELFORT	13, rue Thiers	Tél. 22.03.68
33000 BORDEAUX	121, rue du Palais Gallien	Tél. 44.94.77
60100 CREIL	4/6, Rue E. Dolet	Tél. 425.40.97
60200 COMPIEGNE	33, rue Jeanne d'Arc	Tél. 420.20.26
59500 DOUAI	10, rue du Canteleu	Tél. 87.41.84
76600 LE HAVRE	5, rue Ph. Lebon	Tél. 24.01.53
59000 LILLE	1, rue Saint Sauveur	Tél. 52.06.12
78200 MANTES	33, av. du Président Roosevelt	Tél. 094.14.29
68200 MULHOUSE	91, avenue de Colmar	Tél. 69.44.44
76100 ROUEN	33, rue Malherbe	Tél. 62.31.62
31000 TOULOUSE	20, rue Matabiau	Tél. 537.74.47

CAUTION SOCAMETT

## OFFRE SPÉCIALE RÉSERVÉE AUX LECTEURS DE LA REVUE DU MARCHÉ COMMUN



### CAFÉ DE LA PAIX, 1862 À NOS JOURS

120 ans de vie parisienne l'histoire d'un des plus célèbres cafés parisiens, par Pascal BOISSEL

**UN CADEAU DE GRANDE CLASSE  
AU PRIX DE 230 F PORT COMPRIS  
AU LIEU DE 300 F PRIX PUBLIC**

Un ouvrage de luxe de 256 pages, qui comporte plus de 300 photographies et illustrations pour la plupart inédites, ainsi qu'un extrait du livre d'or du Café de la Paix. Cet authentique livre de la collection retrace l'histoire de ce célèbre

établissement et du quartier de l'Opéra depuis le Second Empire jusqu'à nos jours à travers les événements, les modes, l'ambiance de ce lieu de rencontres privilégié et les personnalités qui ont fait l'actualité parisienne.

## OFFRE SPÉCIALE RÉSERVÉE AUX LECTEURS DE LA REVUE DU MARCHÉ COMMUN

BON DE COMMANDE A RETOURNER AUX ÉDITIONS TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES  
3, rue Soufflot 75005 PARIS

NOM \_\_\_\_\_

(en capitales)

ADRESSE \_\_\_\_\_

Désire recevoir \_\_\_\_\_ exemplaire(s) du livre du Café de la Paix  
au prix de 230 F T.T.C. l'exemplaire (Port Compris).

Mode de règlement :

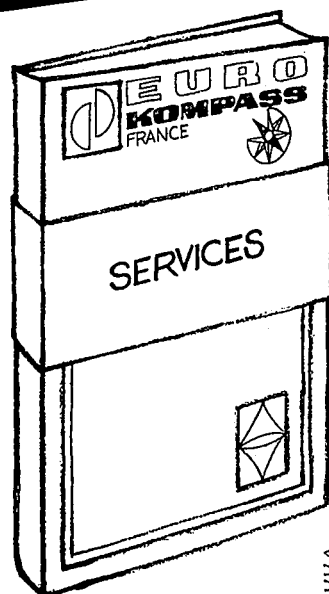
☐ Chèque bancaire de F \_\_\_\_\_ à l'ordre de ANWILE ÉDITIONS ☐ Contre remboursement (+ 15 F)

**LES UTILISATEURS DU KOMPASS  
SONT SOUVENT DE GRANDS  
CONSOMMATEURS DE CARTES  
DE CREDIT.**



Un hasard qui se répète, ce n'est plus du hasard.

Si les utilisateurs du KOMPASS prennent souvent l'avion, utilisent les cartes de crédit, les cartes de location de voiture, c'est tout simplement parce qu'ils bougent. Leur temps est précieux, ils vont droit à l'essentiel : à l'efficacité commerciale, avec l'accès direct aux 60.000 entreprises du KOMPASS : la meilleure base pour un fichier de prospection ; à l'efficacité d'achat, grâce à la nomenclature de 35.000 produits du KOMPASS : la bible des appels d'offres. Ils bénéficient d'une information à jour, grâce aux visites systématiques à la source que rendent chaque année nos 80 enquêteurs. Les utilisateurs du KOMPASS savent qu'en plus de l'annuaire universel de l'industrie, KOMPASS offre une gamme complète de services régionaux, sectoriels ou nationaux intégrant les nouvelles tendances de la télématique. Dès aujourd'hui, la base de données informatisées KOMPASS est opérationnelle. Vous pouvez l'interroger pour l'information la plus fraîche. Et dès aujourd'hui, le rapprochement DAFSA/SNEI prépare l'avènement d'une nouvelle banque de données industrielles et financières reconnue par le Ministère de l'Industrie comme un projet essentiel à notre économie.



V.V.A.

**Pour les entreprises qui bougent: Kompass,  
la première banque de données industrielles française.**

LE KOMPASS EST EDITE PAR LA S.N.E.I. - 22, AV. F.D. ROOSEVELT 75008 PARIS - 359.37.59. LA DERNIERE EDITION VIENT DE PARAITRE.

**IMPRIMÉ EN FRANCE**